



Politiser la construction de la paix

Du message de paix à l'intelligence politique collective

**Evaluation du projet d'éducation électorale et citoyenne des jeunes pour
des élections justes, transparentes et sans violence en 2010 au Burundi**

Rapport final

Février 2011

**Philippe De Leener
Godefroid Manirambona**

INTER-MONDES BELGIQUE

**1, Place des Doyens (Bureau 330 A)
1348 Louvain la Neuve (Belgique)**

Tel.: +32(0)472.285.472 - +32(0)10.478.502

contact@inter-mondes.org - www.inter-mondes.org

N° enregistrement / TVA : BE0 473.920.719 - Compte Dexia : 777-5957736-72

Abréviations / Acronymes

ASB	Association des Scouts du Burundi
CCFD	Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CEPI	Commission Electorale Provinciale Indépendante
COF / CCFD	Département Cofinancement du CCFD
COFIL	Comité de Pilotage et de Liaison
COS	Conseil d'Orientation Stratégique
CS	Conseil de Sages
DPI / CCFD	Division des Partenariats Internationaux du CCFD
EECJB	Projet d'Education Electorale et Citoyenne des Jeunes au Burundi
FC	Formateur Communal / Formatrice Communale
FP	Formateur Provincial
FN	Formateur National
JA	Jeune animateur communal
IM	Inter-Mondes Belgique
ONGD	Organisation Non Gouvernementale de Développement
PE	Pair éduqué (désigne les jeunes qui ont participé aux groupes de pair éducation)
REJA	Réseau des Jeunes en Action Burundi
RH	Ressource(s) Humaine(s)
RP	Responsable Provincial
SGDF	Scouts et Guides de France
SE	Suivi - Evaluation
UE	Union Européenne

SOMMAIRE

<i>Avertissement / Avant-Propos</i>	5
<i>Résumé</i>	6
<i>1- Introduction</i>	12
1.1. Contexte et objectifs de l'évaluation	12
1.2. Déroulement de la mission	13
1.3. Méthodologie	13
1.4. limites	13
1.5. Présentation du rapport	15
1.6. Documentation exploitée	15
<i>2- Les activités et le programme</i>	16
2.1. Analyse des réalisations effectives en regard des résultats attendus	16
2.1.1. Résultats attendus	16
2.1.2. Résultats obtenus	17
2.2. Discussion des résultats	19
2.2.1. Démarrage tardif du projet	19
2.2.2. Conséquences du retard sur le déroulement des activités	19
2.2.3. Commentaires sur les résultats obtenus	21
2.3. Coup d'œil sur les affectations budgétaires	22
<i>3- Paroles des jeunes</i>	24
3.1. Le projet a laissé une trace dans ma vie...	24
3.2. L'amour du pays...	25
3.3. Agir, à la limite peu importe ce qu'on fait, c'est faire de la politique	25
3.4. La peur, c'est tout le temps...	25
3.5. Dire oui, dire non... Essentiel mais en pratique pas facile du tout !	25
3.6. L'engagement de la jeunesse : un véritable casse-tête	26
3.7. Propagande pour le parti, propagande pour la paix...	26
3.8. La politique, c'est aussi pour les filles !	26
3.9. Un tremplin pour que la femme puisse accéder au pouvoir?	27
3.10. La dimension genre : une vive préoccupation	27

4- Examen de l'approche : le dispositif en cascade, les messages et les instruments d'animation	29
4.1. Regard sur les grands messages	29
4.2. Analyse du dispositif en cascade	32
4.3. Analyse des cadres de dialogue	33
4.4. Regard sur les instruments et autres dispositifs	35
5- La synergie	37
5.1. Une vue d'ensemble	37
5.2. Quelques questions cependant	38
5.3. Conclusion d'étape sur la synergie	39
6- L'accompagnement par le CCFD et SGDF	40
6.1. L'option d'un appui par un volontaire	40
6.2. Plusieurs questions qui interpellent	41
6.3. Un accompagnement de qualité	43
7- Exploration des effets	44
7.1. Effets sur les jeunes	45
7.1.1. Le "travail des messages" et le paradoxe de l'embrigadement	45
7.1.2. Effets sur les représentations des jeunes	46
7.1.3. Effets sur les comportements	47
7.1.4. Tous les jeunes ?	47
7.2. Effets sur les sociétés locales et les situations	47
7.3. Effets sur les institutions	
7.4. Effets sur le REJA et l'ASB	50
7.5. Effets sur le CCFD et SGDF	51
7.6. Conclusions	52
8- Perspectives & "Recommandations"	53
8.1. Poursuivre ? Mais pourquoi alors ? Et dans quelle visée ?	53
8.2. Un changement radical de logique	53
8.3. Poursuivre, oui mais en faisant quoi ? Quoi d'autre, quoi de plus ?	55
8.4. Poursuivre, oui mais concrètement, comment ?	57

ANNEXES (pages 64 à 94)

Annexe 1 : Termes de Référence CCFD

Annexe 2 : Offre technique Inter-Mondes Belgique

Annexe 3 : Note de Cadrage du 4/02/2011

Annexe 4 : Calendrier détaillé de la mission

Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées

Avertissement / Avant-Propos

Par souci d'efficacité et de *lisibilité*, nous avons décidé de reporter en annexe, ou en référence, toutes les rubriques descriptives. Nous partons du principe que le rapport est destiné à la lecture de personnes déjà bien averties du projet à évaluer et du contexte dans lequel il a été réalisé. Toutefois, un bref chapitre introductif rappellera dans les grandes lignes ce qu'il convient de garder à l'esprit pour rentrer – et rester – dans le vif du sujet.

Le souci de *confidentialité* nous invite à ne pas citer précisément les sources et le nom des informateurs relativement aux diverses opinions ou informations rapportées ci-après. L'annexe 5 renseigne cependant la liste de toutes les personnes rencontrées officiellement tout au long de la mission.

De façon générale, nous avons opté de mettre particulièrement en valeur tout ce qui pourrait se révéler utile pour *déployer la réflexion* et pour *construire l'avenir*. Nous avons aussi choisi de mettre la *priorité sur le sens de l'action entreprise* plutôt que les modalités concrètes de sa mise en œuvre. Ce parti pris a guidé pour l'essentiel nos choix rédactionnels.

Par ailleurs, nous avons autant que possible rédigé un texte relativement dépouillé en nous imposant un *principe de parcimonie* préférant mettre en exergue les éléments clefs qui ont un fort potentiel explicatif ou heuristique. Cela étant dit, parcimonie ne signifie pas simplicité de sorte que certaines parties exigeront vraiment un effort de la part du lecteur dans la mesure où nous n'avons pas hésité à sortir des sentiers battus et à interpeller les évidences. Le lecteur qui préfère les formats de lecture standards se rabattra avec succès sur le *résumé* qui lui épargnera la sinuosité des analyses.

Nous voulons aussi ici, d'emblée, *remercier les équipes du REJA et de l'ASB* qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour rendre notre mission aussi confortable et efficace que possible. D'un bout à l'autre, nous avons été soutenu par le sentiment qu'on prenait soin de nous et de notre activité. *Nos remerciements vont aussi à l'équipe du CCFD* pour son ouverture et sa disponibilité, et cela dès nos premiers contacts. Et, bien évidemment, nous sommes reconnaissants à tous ces *jeunes gens, garçons et filles*, qui ont consacré du temps pour nous rencontrer et partager leurs idées sur le projet mais aussi, plus largement, sur leur vie et leur pays. Puissent nos réflexions leur revenir d'une manière ou d'une autre et ainsi les enrichir autant que les leurs ont pu nous inspirer.

Résumé

L'essentiel en sept pages

(i) En 2010, le CCFD et SGDF ont uni leurs efforts pour soutenir deux organisations burundaises, le REJA et ASB, dans leur volonté de contribuer à l'instauration d'un climat de paix pendant le déroulement des campagnes électorales. Un projet, dénommé "*Projet d'éducation électorale et citoyenne des jeunes pour des élections justes, transparentes et sans violence en 2010 au Burundi*" (EECJB) a été monté dans le cadre d'un cofinancement de l'UE.

(ii) Le projet avait *deux objectifs généraux* à savoir : (i) appuyer l'émergence de jeunes citoyens responsables et engagés en faveur de la consolidation de la paix au Burundi et (ii) contribuer à la tenue d'élections libres, justes et transparentes en 2010. Il avait *un seul objectif spécifique* : 72 326 jeunes burundais entre 18 et 35 ans exercent leur citoyenneté de manière responsable et non-violente durant le processus électoral de 2010. De là, cinq résultats ont été dérivés.

(iii) En fin 2010, il a été décidé d'évaluer ce projet pour en tirer des leçons propres à inspirer l'avenir et, le cas échéant, une poursuite des activités. Six objectifs avaient été particulièrement soulignés pour mener cette *évaluation* : (1) évaluer le degré de réalisation des activités, (2) évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, particulièrement en ce qui concerne le système de formation en cascade, (3) évaluer les effets du projet sur les groupes cibles, (4) évaluer le dispositif de gouvernance, le dispositif de gestion et de SE, (5) évaluer les effets éventuellement transformateurs du projet sur les opérateurs burundais (ASB et REJA) et (6) formuler des recommandations pour poursuivre l'action d'éducation citoyenne auprès des jeunes.

(iv) Les activités prévues ont pour la plupart été menées. Au départ, le projet devait couvrir tout le pays. Toutefois, à l'issue du processus de formation et de sélection de formateurs communaux, les activités de pair éducation et de sensibilisation n'ont été réalisées que dans 61 communes sur les 129 que comptent le Burundi. La conduite du projet a globalement été entravée par un retard. Les activités sur le terrain n'ont commencé que vers le mois de mars et plus tard encore pour les séances de pair éducation. Ce retard a été à l'origine de diverses difficultés d'exécution mais n'a pas empêché le projet d'arriver à bon port.

(v) *L'approche, les dispositifs, les instruments et les messages* ont été examinés en détail. Concernant les *grands messages*, les aspects suivants ressortent avec netteté :

- Choix pertinent : messages clairs, en rapport avec le vécu des jeunes, avec une vraie portée politique, accessible compte tenu des délais et du dispositif
- Les messages généraux "élire et se faire élire" et "non violence" sont passés. D'autres plus pointus ont véritablement "travaillé" la réflexion des jeunes (dire "Non", fraudes électorales, gérer ses émotions, évaluer / suivre les élus et leurs programmes...)

(vi) Un certain nombre de limites ont cependant retenu l'attention, notamment :

- La tendance à souligner le contenu moral aux dépens de la réflexion politique (les messages sont peu analytiques et dès lors foncièrement apolitiques. Et donc paradoxalement... dépolitisant ?).

- Contrairement à ce que les messages suggèrent, le changement n'est pas seulement une affaire de comportement des individus mais aussi, et probablement surtout, de conditions sociétales et de systèmes de vie.
- Le projet a été monté sur la base d'une hypothèse implicite : changer les représentations suffirait à déclencher le changement de comportement. Cette hypothèse est discutable.
- Les concepts mobilisés pour construire les messages ("citoyenneté", "démocratie", "droits", "loi", "projet de société"...) sont peu discutés, comme s'ils allaient de soi au Burundi.

(vii) Le *dispositif en cascade* a fait l'objet d'un examen soigneux. Plusieurs conclusions en dérivent :

- Le choix pertinent de ce dispositif pour un travail à grande échelle : le pari est gagné !
- Le choix avisé de la commune comme centre de gravité des activités.
- Le principe d'horizontalité et la communication symétrique sont deux points forts du dispositif mis en œuvre.
- Cependant, le système est uniquement descendant, comme partout ailleurs dans la société burundaise. Et donc, paradoxalement, soutient-il le système autoritaire dominant ?

(viii) Les *cadres de dialogue* impliquant les jeunes des partis politiques ont également été investigués. Il en ressort plusieurs éléments :

- Ces cadres constituent un des grands succès du projet : cette activité, menée dans la capitale et dans quatre provinces s'est révélée pertinente et percutante !
- Le nœud de ce succès réside dans le fait d'avoir mis l'accent sur ce qui réunit plutôt que sur ce qui divise (les jeunes, peu importe le parti, ont les mêmes problèmes).
- Plusieurs découvertes par les jeunes des partis méritent d'être pointées :
 - Même au sein des partis, les jeunes sont instrumentalisés,
 - Les jeunes ont eux aussi des idées, les idées ne viennent pas que des leaders,
 - C'est ce qui unit qui permet le changement et la paix durables.

(ix) Les deux dispositifs, cascade et cadres de dialogue, ont produit des résultats intéressants mais soulèvent néanmoins un certain de questions :

- Trop peu de questionnement ? N'était-on pas trop préoccupé par la nécessité de transmettre des messages plus que par le souci des les faire travailler dans la conscience des jeunes ?
- Trop peu d'investigation sur l'origine des phénomènes combattus (d'où ça vient ? Pourquoi ça se développe chez nous ?...) ?
- Trop d'insistance sur les symptômes aux dépens de leurs causes, de leur contexte et de leurs déterminants ?

(x) Le *co-pilotage, la gouvernance du projet, la synergie* figuraient parmi les centres d'intérêt de l'évaluation. Un certain nombre d'observations méritent d'être relevées :

- Globalement, la synergie (de nom) a été effectivement synergique (dans les faits) !
- On observe un développement de la rigueur et des pratiques de formalisation, ce qui entraîne un renforcement des capacités institutionnelles.
- Il y a eu des apprentissages mutuels du fait des différences (exemple: le REJA découvre le système volontariat, l'ASB découvre les logiques et pratiques inter associatives).
- La synergie a mis en œuvre une logique de décloisonnement, c'est une expérience originale dans le paysage de la société civile burundaise.
- Le montage institutionnel était relativement complexe mais s'est révélé fonctionnel.
- Les dispositifs de gestion et de direction sont un atout pour le futur (il y a eu développement d'une culture de management inter-associatif).
- A souligner spécialement : le bon fonctionnement des COPIL, un des points forts du projet.

(xi) Cela étant dit, un certain nombre de points appellent un surcroît de réflexion :

- L'érosion des ressources humaines formées, surtout du côté de REJA: comment garder les RH formées dans la maison ?
- De manière générale, les apprentissages sont surtout techniques et institutionnels, mais peu politiques. Par exemple, on note la place modeste de la réflexion sur les stratégies conjointes d'influence sur la société burundaise... On remarquera, par exemple, qu'il n'y a eu pas d'analyse conjointe du contexte sociétal burundais. Or c'est un préalable important pour toute entreprise qui ambitionne de contribuer au changement sociétal.
- On enregistre le poids de l'opérationnel ... aux dépens de la dimension politique ? La logique projet a-t-elle affecté la logique de l'action de changement ?

(xii) *L'accompagnement par le CCFD et SGDF* constituait un autre domaine d'intérêt pour l'évaluation. Plusieurs conclusions ou leçons générales peuvent être tirées :

- L'option d'un appui par un volontaire : justifiée mais ... reste la question de la capitalisation de cet appui de proximité (comment pérenniser les acquis quand les bénéficiaires "s'évaporent" forçant à revenir à la case départ ?...)
- Le suivi par SGDF a surtout été pédagogique et méthodologique (appui à la mise au point du système cascade et à la production du livret de formation). A noter aussi plusieurs missions de suivi opérationnel.
- Le suivi par le CCFD comportait deux facettes, un appui institutionnel (gestion du projet cofinancé COF /CCFD) et un appui mise en œuvre partenarial (DPI / CCFD).

(xiii) De manière générale, cet accompagnement, tant par le CCFD que par SGDF, a été apprécié par les acteurs burundais, aussi bien par la qualité des apports matériels ou immatériels que pour l'excellent climat relationnel. Toutefois, *plusieurs questions interpellent* et à ce titre méritent d'être portées à l'avant-plan de la réflexion :

- Apprendre, oui mais après il faut mettre en œuvre les apprentissages... A-t-on assez investi dans l'accompagnement linéaire des apprentissages ?
- Faudrait-il privilégier un appui bureautique par des Burundais sur place ?
- L'appui institutionnel et organisationnel n'était-il pas trop exclusivement calibré sur le projet à "réussir"... ? Pourquoi, au départ, n'y a pas eu de diagnostic institutionnel des partenaires ?
- La même logique du "ça va aller" ("à la burundaise") a souvent été observée quand on sent que ça ne va justement pas aller (pourquoi cette posture culturelle burundaise vis-à-vis de la critique n'a-t-elle pas été davantage "travaillée" ?).
- L'outil comme aide à la tâche ou ... comme substitut ? Parfois la logique de l'outil menace de passer au premier plan.
- L'accompagnement n'a-t-il pas été trop fonctionnel et par conséquent pas assez politique ou stratégique ? Quelle a été la valeur ajoutée de l'accompagnement sur les plans conceptuels et analytiques (par exemple, quelle interpellation des "fausses" certitudes ou des concepts importés) ?
- L'appui financier reste - et doit rester - une question ouverte dans la mesure où le changement durable chez soi ne se fait pas avec les ressources des autres (on songe à la dérive classique : création d'une élite éclairée, rémunérée et contrôlée de l'extérieur... Il nous semble que ni le REJA, ni ASB ne sont à l'abri de cette menace... !).

(xiv) *L'exploration des effets* a occupé une place importante dans le travail d'évaluation¹. Avec raison compte tenu du potentiel somme toute remarquable que le projet a réussi à construire en quelques mois d'action sur le terrain. Les effets constituent un point clef pour tout projet qui

1- Le chapitre 7 précisera ce qu'est un effet. Contentons-nous ici de dire que pour nous un effet désigne tout résultat survenant dans le sillage direct d'un autre résultat et/ou de l'action qui a produit ce résultat. En somme, c'est le résultat au temps T2 d'un ou plusieurs résultats (R_{T1}) survenus au temps T1 et/ou de l'action (A_{T1}) qui a généré ces résultats R_{T1} : [$A_{T1} \approx R_{T1} \Rightarrow R_{T2}$]. On fait quelque chose au temps T1 et, plus tard, au temps T2, il en découle *quelque chose de plus* ou *quelque chose d'autre* qu'on n'attendait d'ailleurs pas forcément.

revendiquent une portée de transformation sociétale : dans cette optique, les résultats visés servent avant tout à produire des effets. Dans cette évaluation, les effets ont été examinés sous cinq angles : effets sur les acteurs ciblés (les jeunes), sur le milieu (les situations et les sociétés locales) où le projet a été réalisé, sur les structures qui l'ont mené, sur les institutions et sur le CCFD et SGDF. Dans ce résumé, nous ne développerons que les effets sur les jeunes et les situations, les plus déterminants, les plus remarquables aussi.

(xv) Parmi les *effets sur les jeunes*, deux aspects dominant. Tout d'abord, il y a cette observation : ce qui importe, ce ne sont pas les messages en tant que tels mais est le "travail" que ces messages opèrent chez les jeunes. Ce "*travail des messages*" est d'autant plus nécessaire qu'il est capable de neutraliser le *paradoxe de l'embrigadement* sur lequel le projet repose : l'embrigadement soigne-t-il l'embrigadement ? Peut-on chasser l'embrigadement dans des milices ou des jacqueries par de l'embrigadement... pour la paix ? Le véritable défi n'est-il pas de se libérer des logiques et dynamiques d'embrigadement ? D'où l'importance capitale du "travail des messages", c'est-à-dire leur reprise intériorisée et leur transformation en comportements stables. L'autre série d'effets sur les jeunes concernent la *représentation* qu'ils se font d'eux-mêmes comme acteurs sur la scène sociétale locale. Mais aussi les *représentations qu'ils se font des autres* : ils découvrent que les autres, ceux qui ne sont pas d'accord, ne sont pas forcément leurs ennemis.

(xvi) S'agissant des effets sur les *sociétés locales et les situations*, plusieurs questions se posent d'emblée :

- Le projet a-t-il pacifié les communes au moment des élections ? A-t-il apporté plus qu'une contribution sensible en complément d'autres facteurs ou opérateurs ? La question reste ouverte.
- Les partis et élus défendant le *programme* le plus consistant, ou le plus constructif, ou le plus réaliste, ou le plus innovateur, ou le plus attentif aux préoccupations des jeunes,... ont-ils remporté la faveur des électeurs des zones où le projet a mené ces activités ? Les zones impliquées dans le projet ont-elles bénéficié d'un *surcroît de jeunes élus* (en lien avec un mot d'ordre du projet "se faire élire") ? La *participation électorale*, notamment celle des jeunes, a-t-elle été significativement meilleure dans les zones du projet (en liaison avec le mot d'ordre "élire") ? Les acteurs le prétendent. Mais il est difficile de le prouver.

Même s'il n'est pas facile de mettre en lumière la profondeur des effets, selon nos analyses, le projet a cependant créé un remarquable potentiel dans le sillage de ces interventions. Et c'est, à nos yeux, l'une de ces plus belles réussites. Soulignons notamment les effets potentiels suivants, cruciaux dès qu'il est question de changements sociétaux :

- Le *régime de la peur* qui a commencé à devenir un objet de réflexion chez certains jeunes.
- Le développement de *pratiques nouvelles d'argumentation* à la base. Il s'agit là, sans doute, d'un des effets potentiels les plus importants du projet.
- L'élargissement des *interfaces de proximité* (autorités / jeunes, autorités / associations).
- L'incursion, discrète mais pénétrante, de *rappports symétriques* au sein des cellules familiales.
- Une contribution à la "*débalkanisation*" de la *société civile*, fût-ce seulement par le modèle que la synergie inspire aux yeux des autres acteurs.

(xvii) *Perspectives et recommandations*. Faut-il poursuivre ? Notre réponse est immédiate : oui. Reste alors à expliquer pourquoi, dans quelle logique, en faisant quoi et de quelle manière.

(xviii) *Poursuivre, oui mais pourquoi ?* Pour deux raisons au moins. Parce que l'action développe des effets de transformation sociétale pertinents. Le projet a révélé un véritable potentiel de changement. Parce que l'action est inachevée et surtout parce que les acquis risquent de "s'évaporer".

(xix) *Poursuivre, oui mais en changeant radicalement de logique*. La synergie est placée face à un nouveau grand défi et en même temps un nouveau "laboratoire". Mais la manière de travailler doit évoluer. En pratique cela veut dire, selon nous, qu'il convient de quitter les logiques de transfert

descendant (messages à diffuser et assimiler à partir d'un centre "*qui sait ce qui est bon*") pour *disséminer des postures analytiques et réflexives* (déchiffrer, comprendre, agir : idées à construire et à mettre à l'épreuve dans sa vie, logique décentralisée où c'est chacun qui est invité à réfléchir et à s'expliquer). On évolue d'une logique de "connaissance éclairée" à une logique de "recherche-action". Ensuite, il convient de *politiser la construction de la paix* : selon nous, la paix ne se développe pas durablement par des messages qui travaillent les attitudes et comportements, mais en changeant les conditions sociales, politiques, économiques qui poussent les gens à se révolter. *La paix n'est pas une finalité, mais un résultat !* En pratique, cela exige de prendre ses distances avec les pratiques de la communication non violente "à l'américaine" (Rosenberg) qui crée l'illusion que "*la paix, ça dépend de moi seul et de mon comportement*" (... *parce que je le veux bien...*). Nous pensons que les gens ne sont pas mauvais ni violents *naturellement*, mais qu'ils le deviennent quand leur vie devient invivable et leurs conditions insupportables. Il faut éviter de faire peser la charge de la paix seulement sur les consciences.

(xx) *Poursuivre, oui mais en faisant quoi ? Quoi d'autre, quoi de plus ?* Nos travaux ont mis en lumière un certain nombre d'éléments que toute initiative de poursuite devrait prendre en compte. En voici quelques-uns parmi les plus importants :

- Mener une analyse du contexte burundais.
- Développer avec les jeunes une analyse socio-politique mais aussi économique : les jeunes ne comprennent pas l'économie ni les logiques politiques dans lesquelles ils sont encastrés.
- Engager avec les jeunes une analyse de la situation et des dynamiques des jeunes au Burundi : il faut les aider à sortir des dynamiques de doléances et des modèles du style "séries américaines" qui nourrissent en eux des espoirs et des modes de penser inadaptés.
- Développer avec les jeunes de nouveaux référentiels de vie. La jeunesse burundaise d'aujourd'hui se doit de s'inventer de nouvelles formes de richesse et de prospérité, et donc une autre société que celle qui dérive du modèle consumériste néo-libéral (compétition, logique d'accumulation privative,...) qui mène à l'impasse.
- Interpeller les concepts qui viennent des autres ("démocratie", "citoyenneté", "droits", "projet de société", "responsabilité", ...). Ce sont des concepts et des réponses inventées par d'autres sociétés, ailleurs dans le monde, dans une autre histoire, dans un autre univers culturel. Il faut repartir des questions qui étaient à l'origine de ces concepts et produire les réponses burundaises et ainsi faire le pari que le Burundi est capable de créer sa propre Histoire politique du Burundi.
- Développer non pas seulement des savoirs mais surtout des capacités, et particulièrement des "savoir penser". Il faut continuer sur la voie du développement de l'activité *et* des *capacités argumentatives*, une des belles découvertes du projet (bien qu'à vrai dire, il faut le reconnaître, que personne au REJA, ni à ASB n'a pris pleine conscience de la profondeur de cet effet que les activités de pair éducation et les cadres de dialogue ont déclenché dans leur sillage).
- Poursuivre exige de quitter l'univers de la sensibilisation et de rentrer dans celui plus exigeant de la "pensée créatrice".
- Investir le champ thématique de la citoyenneté, en partant pour commencer de la "vigilance citoyenne" (suivi des élus et de leurs programmes). Mais il ne faut pas s'arrêter là, ce n'est qu'une porte d'entrée pour développer et généraliser deux ou trois compétences citoyennes clefs. Lesquelles ? Ce sera déterminer soigneusement !
- Démêler les "*nœuds*" culturels burundais, par exemple :
 - Contribuer à déconstruire la *culture du soupçon et de la peur* qui irrigue tous les compartiments de la société, de haut en bas. On ne construit pas le changement dans la peur de son voisin ou de ses parents !
 - Développer les capacités d'initiatives, ce qui exige préalablement de "naturaliser" (= rendre normal) et de généraliser le *droit d'initiative*.
 - Travailler à déconstruire les "figures" et rationalités du *pouvoir* (chaîne de commandement, solitude du chef qui se vit comme le "guide", ... mais un guide qui vit sous le régime de la peur et du complot permanent...). Bref, imaginer et apprendre à "être" et "faire" chef

autrement. Comment précisément ? C'est aux acteurs burundais à le découvrir et à l'expérimenter. A commencer dans les mouvements et structures de jeunesse ! (les chefs de jeunes d'aujourd'hui seront demain les chefs du pays)

- En résumé, faire quoi fondamentalement ? *Développer des capacités politiques et citoyennes chez – et surtout avec – les jeunes.*

(xxi) *Poursuivre, oui mais comment ?* Voici quelques pistes qui donnent le ton sur les choix pragmatiques à privilégier (selon nous).

- Penser d'emblée "long terme" (cinq années, de 2011 à 2015) : il convient de sortir de l'urgence des élections.
- Continuer à investir les structures de jeunesse, les scouts, les associations, les clubs de jeunes, bref tous les "lieux de jeunesse". Poursuivre le principe de la synergie (ASB, REJA... ou ASB, REJA + ?...)
- Poursuivre et développer la dynamique des cadres de dialogue politique (avec les jeunes des partis).
- Agir dans toutes les provinces et, si possible, dans toutes les communes, mais progressivement (logique d'expérimentation).
- Elargir la palette des acteurs par le biais du développement des interfaces "Jeunes / autres catégories d'acteurs" (exemple : jeunes / autorités locales, jeunes / élus locaux, jeunes / parents, ...).
- Toucher avec autant de soin, mais éventuellement avec des approches et des instruments différenciés, toutes les catégories de jeunes (scolarisés / non scolarisés, filles / garçons, aisés / précaires, Batutsis / Bahutus / Batwa,...).

(xxii) *Faut-il un projet "ad hoc" ?* Avec un volontaire pour la gestion ? Avec un cofinancement UE... C'est une matière à débat. Ce qui est certain, par contre, c'est que, dès à présent, sans autre apport de financement, l'essentiel des pistes suggérées pour poursuivre peuvent être mises concrètement en œuvre dans le cadre *normal* des activités du REJA ou de l'ASB. Par contre, les compétences pour développer le nouvel esprit que nous avons esquissé et qui découle de l'analyse des effets du projet mené en 2010, n'existent sans doute pas au Burundi. Pas encore... Le partenariat devrait dès lors être poursuivi et développé dans le but explicite de construire de telles compétences, au besoin en faisant appel provisoirement à des ressources humaines venant d'ailleurs, le temps de les faire émerger ici au Burundi.

1

Introduction

1.1. Contexte et objectifs de l'évaluation

Les termes de référence (annexe 1) pages 3 à 7 résument clairement l'esprit et la portée de cette évaluation en rappelant son contexte, le projet et les grands objectifs de l'évaluation. En deux mots, le Burundi, qui a traversé des années difficiles, a été le théâtre d'élections en 2010. Une des préoccupations importantes concernait l'implication de la jeunesse dans ce processus et surtout sa contribution à l'établissement d'un climat durable de paix nationale. Une des craintes était de voir la jeunesse embrigadée dans des activités belliqueuses. C'est dans cette optique générale que le CCFD et les SGDF se sont investis dans l'appui de deux organisations burundaises, l'ASB et le REJA. Un programme ambitieux de formation en cascade destiné à des jeunes a été monté et conduit jusqu'en janvier 2011. Il était en effet question de former plus de 3800 jeunes animateurs, de sensibiliser à la citoyenneté, à la non-violence et au comportement responsable plus de 130.000 jeunes, plus largement de sensibiliser plus de 500.000 jeunes sur le double message "aller voter et se faire élire" d'une part et, d'autre part, "refuser la violence", de toucher 16 leaders des sections jeunes des principaux partis politiques. La mise en œuvre, la gestion et le suivi de ce programme figurait parmi les résultats techniques attendus. Ce dernier point était d'autant plus sensible que le programme était co-financé par l'UE et que des exigences nouvelles en matière de conduite de projet étaient introduites.

S'agissant de l'évaluation, six objectifs sont particulièrement soulignés : (i) évaluer le degré de réalisation des activités, (2) évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, particulièrement en ce qui concerne le système de formation en cascade, (3) évaluer les effets du projet sur les groupes cibles, (4) évaluer le dispositif de gouvernance, le dispositif de gestion et de SE, (5) évaluer les effets éventuellement transformateurs du projet sur les opérateurs burundais (ASB et REJA) et (6) formuler des recommandations pour poursuivre l'action d'éducation citoyenne auprès des jeunes.

Lors de l'atelier de lancement, le 7 février à Bujumbura après-midi, un certain nombre de points orientant la mission ont été particulièrement soulignés et ont servi concrètement de balises pour la conduite de l'évaluation. L'esprit dans lequel serait réalisée la mission a été explicité clairement : l'évaluation aménage pour tous les acteurs des situations de réflexion et de prise de distance en vue principalement de construire une suite valorisant les acquis et leçons. Pour ce faire, l'attention s'est portée plus spécialement sur certains aspects qui paraissaient cardinaux : (1) un examen compréhensif des *écarts* entre ce qui avait été prévu et ce qui a été fait, (2) une analyse des *effets* à plusieurs niveaux, effets sur les milieux de vie ou les situations, effets sur les jeunes, effets sur les opérateurs, effets sur les partenaires français, (3) retour sur les *stratégies, pratiques et instruments*, notamment dans l'optique d'une action à l'échelle nationale, (4) la mise en valeur des *apprentissages ou acquis* mobilisables pour construire l'avenir, (5) l'accompagnement par le CCFD et les SGDF.

1.2. Déroulement de la mission

Les annexes 4 et 5 donnent tout le détail nécessaire sur ce qui a été fait heure par heure, d'une part et, d'autre part, livre la liste intégrale des personnes rencontrées au cours de la mission. En gros, le travail s'est déroulé en quatre temps :

- Atelier de lancement et entretiens individuels avec les acteurs clefs de ASB et du REJA (lundi 07/02 et mardi 08/02, et en pointillé, informellement du 07 au 16/02),
- Entretiens individuels ou de groupe avec des témoins privilégiés, des autorités ou les acteurs/opérateurs directs du projet (du mercredi 09/02 au 13/02),
- Phase de synthèse des consultants (14 et 15/02),
- Phase de bilan / restitution / débats collectifs autour des principaux résultats des travaux (le mercredi 16/02),
- Visite dans la région Nord (les 17 et 18/02).

Cette dernière étape appelle un commentaire. En effet, pourquoi encore aller au Nord alors que le travail paraît pour ainsi dire bouclé ? Pas seulement parce que les TdR le préoyaient, bien évidemment. Mais parce que ce déplacement, après une première phase de synthèse au retour de trois régions (Bujumbura, Centre et Sud), permet de vérifier la faisabilité et le bien-fondé des pistes identifiées dans la synthèse et ainsi en confronter les grandes conclusions et les perspectives de suite avec la réalité concrète d'un terrain.

1.3. Méthodologie

Les indications méthodologiques avancées dans l'offre technique en annexe 2 ont été largement suivies. D'une manière générale, bien que modeste en regard de l'ampleur du projet, un vaste échantillon d'acteurs agissant à tous les niveaux du projet ont été rencontrés, le plus souvent dans de bonnes conditions de discussion, même si chaque fois le temps semblait vraiment compté (les rencontres se terminaient régulièrement avec le sentiment que les analyses auraient pu facilement se prolonger encore une heure ou deux).

Une décision importante a été prise assez rapidement : les échanges et les entretiens de groupe doivent être dynamisés par une *réflexion partagée, décadante et largement ouverte*. Décadante au sens où les questions invitaient les répondants à revenir sur l'expérience vécue avec le projet sous un angle inhabituel. Ouverte dans la mesure où les consultants n'avaient pas un canevas de questions rigides et où ils ont amené les personnes interviewées à elles-mêmes introduire leurs questions en rapport avec l'analyse du projet et ce qu'ils y avaient fait. En pratique, les interactions ont donc régulièrement pris la forme d'intenses moments *collectifs* de *questionnement*, *d'interpellation* ou *d'investigation* autour de questions de fonds affectant le sens et la portée de ce qui a été réalisé ou vécu durant le projet et dans son sillage direct. La collecte d'informations proprement dite est ainsi passée au second plan même si, bien évidemment, au cours des échanges les données et informations s'invitaient fréquemment pour éclairer telles ou telles matières. En réalité, ce choix était dicté par une autre décision, à vrai dire prise dès le départ et largement suggérée dans la note de cadrage du 04/02/2011, celle de mettre la priorité, non pas tellement sur un bilan descriptif du projet (le passé) mais plutôt sur une investigation prospective (le futur), bien entendu, au départ de ce qui a été fait, avec le souci permanent de valoriser les expériences, le retour sur le passé servant en, quelle que sorte, à asseoir la réflexion sur la possibilité de pérenniser les acquis mais aussi de prolonger l'élan insufflé par ce projet.

1.4. Limites

Bien que le travail ait été intense, bien que nous ayons eu le souci de couvrir l'ensemble des aspects priorités, il faut reconnaître que l'étude comporte un certain nombre de limites.

1.4.1. Tout d'abord, hormis au Sud (Matana, Bisoro), nous avons rencontré relativement peu de *femmes*, reproduisant ainsi implicitement un des biais "gender" de l'étude. Pourtant, nous restons persuadés que l'action sur *et* avec les femmes reste une dimension clef de toute perspective de construction durable de la paix. La guerre et la violence ne sont en effet pas le fait de la seule gent masculine, en dépit des apparences, tandis qu'en matière de citoyenneté et d'éducation citoyenne on se doit de reconnaître la place cardinale des femmes, fût-ce simplement en reconnaissant la fonction irremplaçable qu'elles assument dans l'éducation des enfants, jeunes filles et jeunes garçons, dans les premières années de leur vie sociale. De façon plus générale, pour ce qui est de *l'échantillon examiné*, il faut admettre sans détour qu'il n'est pas représentatif, quantitativement en tout cas. Sur les quelques 350.000 jeunes que le projet annonce avoir touchés ou impliqués d'une manière ou d'une autre, nous en avons rencontrés, au mieux qu'une petite centaine. En outre, nous n'avons visité que quelques communes sur les 61 directement ciblées par le projet. De surcroît, nous avons rencontré peu d'acteurs qui n'étaient pas impliqués ou ciblés par le projet, hormis quelques témoins privilégiés de la vie sociale ou politique du Burundi, en général informellement, ici ou là. Par exemple, nous n'avons rencontré aucune autorité locale dans les communes, aucun témoin hors projet (parents, enseignants, prêtres,...), aucun représentant d'autres associations menant des programmes similaires, peu de jeunes qui n'ont pas été associés aux activités,... Ces éléments à eux seuls invitent à la prudence et affectent notre capacité de mise en perspective.

1.4.2. Ensuite, nous n'avons pas accordé la même importance à toutes les activités du projet. Certes, si aucune n'a été ignorée, nous avons privilégié l'investigation du *dispositif de formation en cascade*. Des activités de grande importance comme les *cadres de dialogue* ont cependant régulièrement occupés une place de choix dans nos échanges. Par contre, nous n'avons pas pu véritablement nous intéresser aux actions de communication, par exemple les émissions de radio, les jeux concours, la pétition.

1.4.3. Une limite majeure, qui affecte l'ensemble de nos travaux d'évaluation, concerne la nature des matériaux exploités : *la parole des acteurs*, les récits qu'ils ont fait de ce qu'ils ont réalisé ou vécu, les impressions qui leur restent en mémoire. Nous savons que la distance entre ce que les acteurs disent faire et ce qu'ils font effectivement est parfois grande. Sans parler du fait que le cadre même des entretiens, en dépit de nos efforts et attitudes, en dépit des stratagèmes discursifs déployés², ne permet pas d'écarter définitivement l'hypothèse de mises en forme ou de mises en scène *ad hoc* (du style "*On va leur dire ce qu'ils aimeraient entendre...*"). Ainsi, par exemple, pour parler de séances de pair éducation, il aurait été précieux de pouvoir en observer directement l'une ou l'autre et par la suite de s'appuyer sur cette *observation directe* pour en discuter avec les concernés. Cela n'a pas été possible.

1.4.4. Sur le plan de la rédaction, compte tenu du poids de la tâche, nous avons renoncé à rédiger les *PV* ou les *synthèses des principaux ateliers*, réunions ou visites qui ont jalonné notre intervention, faute de temps. Nous avons tant bien que mal tenté de compenser cette option en rapportant de temps à autre les propos remarquables de l'un ou l'autre des acteurs rencontrés. Le chapitre 3 sert explicitement cette visée, faire entendre la parole des acteurs.

1.4.5. Enfin, de manière générale, aucune des matières abordées dans la suite de ce rapport n'a pu être investiguée avec toute la précision que nous aurions aimée investir. Faute de temps principalement. En pratique, cela comporte des conséquences. Par exemple, nous n'avons pas examiné en profondeur l'ensemble des *traces* produites par le projet (rapports, outils de travail, livrets, documents de travail,...). En particulier, nous n'avons pas pu analyser le dispositif de gestion, bien qu'il ait pourtant fait l'objet d'un appui intense de la part du CCFD. Il mobilisait notamment un poste de volontaire auquel nous n'avons pas non plus accordé toute l'attention nécessaire.

2- Par exemple, l'introduction volontaire de contradictions ou de ruptures de sens dans les propos relatés des sujets interviewés, de manière à briser la linéarité des récits, le recours à la controverse en confrontant, au cours des entretiens de groupe, ce que les uns disent avec ce que les autres avancent,...

1.5. Présentation du rapport

Nous avons fait le choix de condenser nos observations, analyses et réflexions dans un *nombre restreint de chapitres*, regroupant ainsi les éléments clefs en quelques grandes rubriques. Ce faisant, nous avons inévitablement mis en exergue certains aspects au détriment d'autres. De façon générale, l'architecture du rapport recoupe cependant assez fidèlement les préoccupations qui motivaient les commanditaires de l'évaluation (voir à ce sujet les annexes 1 à 3).

Le rapport proprement dit commence avec le chapitre 2 qui propose une *vue d'ensemble* de ce que le projet a réalisé et des éventuels écarts. Le chapitre 3 prolonge cette perspective mais en valorisant la manière dont les acteurs ont vécu leur *engagement dans le projet*. Concrètement, ce chapitre donne la parole aux acteurs rencontrés. Le chapitre 4 examine de manière critique *l'approche, les méthodes et les dispositifs* déployés tout au long de sa réalisation. Le chapitre 5 quant à lui accorde toute son attention à la *synergie* et notamment aux questions organisationnelles et inter-institutionnelles. Dans la foulée de cette investigation, le chapitre 6 s'intéresse plus spécialement à *l'accompagnement par le CCFD et SGDF*.

Le chapitre 7 occupe une place centrale dans la réflexion générée par l'évaluation en investiguant, autant que possible, les *effets* qu'a pu produire le projet à différents niveaux (la société, les jeunes, les organisations opératrices,...). Ce sont de tels effets qui servent de point d'ancrage pour une éventuelle *poursuite des efforts* engagés en 2010 et que nous explorons au chapitre 8. Ce dernier chapitre réunit ainsi une série de pistes et de recommandations en rapport avec un éventuel renforcement des liens entre les acteurs impliqués dans le projet.

Le rapport comporte aussi un certain nombre d'*annexes documentaires* propres à aider le lecteur désireux d'en savoir plus sur certains aspects, notamment le contexte, les bases ou les données relatives à la conduite de l'évaluation.

1.6. Documentation exploitée

Nous avons exploité un certain nombre de documents tout au long de la mission, principalement les PV des COPIL, les rapports des missions d'appui du CCFD ou de SGDF, les rapports d'ateliers internes, par exemple celui qui a été fait avec les chargés de finances les 16 et 17/11/2010, ainsi que les documents de base tels que le cadre logique, sans oublier, bien entendu, le manuel de formation, dans ses deux versions, français et kirundi. Le rapport de l'atelier d'auto-évaluation de novembre nous a été également utile dans la mesure où il recoupe un certain nombre des questions concrètes que nous avons traitées lors des entretiens.

A signaler aussi une intéressante note avec les données chiffrées en rapport avec les réalisations qui nous a été livrées par le coordinateur du projet à l'ASB, ainsi qu'un powerpoint de qualité produit récemment par Florent Bellamy-Brown offrant une présentation générale du projet.

Par souci de lisibilité et de concision, nous ne mentionnerons pas systématiquement les références à ces documents quand nous en utiliserons les contenus.

2

Les activités et le programme **Ce qu'on voulait faire et ce qui a été fait**

Ce premier chapitre livre une vue d'ensemble en même temps qu'une première analyse du projet, principalement sous l'angle des *écarts* entre prévus et réalisés, en soulignant des points forts ou faibles dans son exécution formelle. Un certain nombre d'aspects relatifs à l'exécution formelle du projet ont déjà été travaillés par les acteurs de la synergie, par exemple lors de l'atelier d'auto-évaluation. Nous ne les reprenons pas ci-dessous sauf dans le cas où nous pouvons apporter un éclairage supplémentaire ou complémentaire. Il est certain que le lecteur bien informé du projet ne découvrira pas dans ce chapitre beaucoup d'éléments nouveaux.

2.1. Analyse des réalisations effectives en regard des résultats attendus

Le projet avait deux objectifs généraux à savoir : (i) appuyer l'émergence de jeunes citoyens responsables et engagés en faveur de la consolidation de la paix au Burundi et (ii) contribuer à la tenue d'élections libres, justes et transparentes en 2010. Il avait un seul objectif spécifique : 132 886 jeunes burundais entre 18 et 35 ans exercent leur citoyenneté de manière responsable et non-violente durant le processus électoral de 2010.

2.1.1. Résultats attendus

Cinq résultats attendus avaient été formulés en novembre 2009 lors de la finalisation du dossier, rappelons-les brièvement :

- R1 : 3870 jeunes animateurs engagés et compétents se mobilisent pour une implication forte et non-violente des jeunes de leurs communes dans le processus électoral ;
- R2 : 132 870 jeunes maîtrisent le processus électoral et adoptent un comportement responsable et non-violent pendant la période électorale ;
- R3 : 500 000 jeunes sont sensibilisés sur 2 messages clés de la réussite du processus électoral : aller voter et se faire élire ; ne pas recourir à la violence ;
- R4 : 16 leaders des sections jeunesse des 8 principaux partis politiques sont sensibilisés sur leur rôle dans la réussite d'un processus électoral juste et non-violent.
- R5 : La mise en œuvre, la gestion et le suivi de l'action sont conformes et efficaces³.

2.1.2. Redimensionnement géographique et modification du cadre logique : un passage obligé

D'après les informations recueillies sur terrain, ce projet a démarré tardivement. En effet, il était conçu pour une période d'une année, couvrant la période du 1/12/2009 au 30/11/2010.

³ Source : Cadre logique de l'action du Projet CCFD/REJA/ASB/SGDF disponible chez ASB, p.1-2

Or, même si les préparatifs de ce projet ont débuté dès le mois de décembre 2009, les activités de terrain commenceront longtemps après, vers la fin du mois de janvier 2010, à l'issue d'une mission d'installation et de lancement de ce projet effectuée à Bujumbura du 17 au 23 janvier 2010 par une équipe du CCFD. Ce retard qui devait au départ se limiter à 15 jours tout au plus à un mois s'est étendu jusqu'à un mois et demi. Il aurait été occasionné par l'installation et le démarrage, deux opérations plus délicates que prévu et qui étaient caractérisées par un fort niveau de décentralisation des activités. De surcroît, le dispositif impliquait « *des procédures de recrutement complexes et relativement longues* »⁴.

Plus particulièrement, il s'agissait de procéder aux différents recrutements dont le processus a débuté en janvier 2010 (les CNP ont démarré leur contrat le 15 janvier, puis il y a eu sélection des RP qui ont démarré en mars, des FC et des JA, ...) et de mettre en place les outils de gestion.

Ce retard a porté un coup dur au déroulement des activités qui étaient, pour l'essentiel, calquées sur le processus électoral. A titre illustratif, la période du 21/1/2010 au 4/2/2010 était consacrée au recensement électoral et à l'inscription sur les listes alors qu'au mois de mai, qui a vu le démarrage de la pair-éducation, les campagnes communales battaient leur plein.

Il s'est alors posé deux problèmes majeurs (1) : le premier lié à la capacité des partenaires à conduire les activités sur tout le territoire et (2) le second relatif à la maîtrise de la méthodologie de formation / information en cascade retenue et ce d'autant plus que les activités devaient être mises en œuvre sur un temps très court. Il y avait un réel enjeu : le REJA et l'ASB seront-ils capables en à peine 3 mois, de mobiliser, d'informer et de former les membres de leur réseau respectif au niveau provincial, communal et local sur le projet, ses enjeux, sa mise en œuvre caractérisée par une méthodologie de formation en cascade et son suivi décentralisé ?

Dans ces conditions, le CCFD ne pouvait que faciliter une bonne réalisation du projet en considérant avec ses partenaires l'éventualité de définir une zone d'intervention plus limitée, c'est-à-dire en travaillant sur moins de provinces ou sur moins de communes. Il était en pratique extrêmement ambitieux de réaliser les formations en cascade dans 129 communes du pays sur une période de deux mois, le risque de déperdition dans la qualité des formations étant alors important. D'autres exigences concrètes se posaient. Ainsi, par exemple, il fallait repenser et renforcer le suivi de la qualité des sessions de formation / information – causerie réalisées sur terrain. Il fallait aussi, concevoir le module de formation et, en même temps, des outils de suivi – évaluation adaptés aux formations dispensées, y compris un test de validation des connaissances à chaque étape de la formation⁵. En pratique, c'est la mise en application d'un test destiné à vérifier la capacité des acteurs / formateurs qui a fait diminuer le nombre de communes. Il s'est révélé à la suite de ce test que tous les candidats n'avaient pas le niveau entraînant comme conséquence immédiate que seules 64 communes sur les 129 visées disposaient des deux formateurs nécessaires. Par la suite, deux communes ont refusé le dispositif de pair éducation tandis qu'une autre s'est désistée, ramenant le nombre final de communes au nombre de 61. Il en est résulté un redimensionnement géographique du projet.

Après ce redimensionnement géographique, le cadre logique a lui aussi été modifié de sorte que les résultats attendus ont été reformulés comme suit :

R1 : 1 762 jeunes animateurs engagés et compétents se mobilisent pour une implication forte et non-violente des jeunes de leurs communes dans le processus électoral ;

R2 : 72 242 jeunes maîtrisent le processus électoral et adoptent un comportement responsable et non-violent pendant la période électorale ;

4- Rapport de mission d'installation et de lancement du projet effectué du 17 au 23 janvier 2010, p.10.

5- Source : Rapport de mission d'installation et de lancement du projet effectué du 17 au 23 janvier 2010, p.12

R3 : 500 000 jeunes sont sensibilisés sur 2 messages clés de la réussite du processus électoral : aller voter et se faire élire ; ne pas recourir à la violence ;

R4 : 84 leaders nationaux et provinciaux des sections jeunesse des 8 principaux partis politiques sont sensibilisés sur leur rôle dans la réussite d'un processus électoral juste et non violent ;

R.5 : La mise en œuvre, la gestion et le suivi de l'action sont conformes et efficaces.

En date du 22/11/2011, une demande d'avenant portant sur certains éléments du contrat de subvention sera soumise par le CCFD à la Délégation de l'Union Européenne et l'avenant fut validé. Nous y revenons ci-dessous dans le point 2.1.3.

2.1.3. Résultats obtenus

Au sujet du premier résultat, 61 communes ont poursuivi cette pair-éducation jusqu'à son terme avec une moyenne de 29 Jeunes animateurs par Commune, ce qui est conforme à ce qui a été décidé dans l'avenant (1.762 JA) portant sur certains éléments du contrat de subvention tel que rédigé en date du 22/11/2011 et validé par la Délégation de l'Union Européenne.

Cependant, il convient de signaler que le test organisé dans le recrutement des Formateurs communaux a suscité plusieurs interrogations. On devait retenir un binôme de 2 FC par commune. L'échec de l'un des membres de ce binôme à ce test entraînait automatiquement celui de l'autre candidat, même s'il avait obtenu de bons résultats. Cet échec se répercutait sur la commune représentée par les deux candidats qui était de ce fait écartée par ce projet.

L'ampleur de ce phénomène a été significative au point d'entraîner la privation de son extension dans 4 provinces. A noter que, même dans les provinces concernées par le projet, toutes les communes n'ont pas été retenues à telle enseigne que presque la moitié du territoire national a été privé du projet.

Au bout de ce processus de sélection qui a fait diminuer le nombre de communes, on est d'abord passé de 129 communes à 64. Par la suite, 2 communes ont refusé que la pair-éducation ait lieu sur leur territoire, alors qu'elle avait commencé, principalement pour des raisons politiques (crainte de la propagande). Un peu plus tard, une commune a vu disparaître ses FC de manière qu'il était devenu impossible de faire le suivi des JA.

S'agissant du deuxième résultat, les rapports d'activités consultés renseignent que 71% des jeunes invités ont suivi avec intérêt les 7 séances de pair éducation. De même, ces rapports renseignent qu'une pétition portant 14 % des signatures valables pour demander que les élections soient justes, transparentes et sans violences a été adressée au Ministère de la Jeunesse.

Il était en outre prévu d'accompagner les jeunes pour se faire inscrire sur les listes électorales et pour qu'ils puissent se faire élire. La deuxième activité a eu lieu mais pas la première, principalement en raison du démarrage tardif du projet⁶.

Pour le troisième résultat, la sensibilisation des jeunes animée par les deux organisations au moyen des émissions de radio, interviews TV et spot de sensibilisations. Cette activité a été réalisée grâce aux outils de médiatisation.

En dépit du contexte de campagne électorale où les médias étaient très sollicités, le constat a été que les prévisions (1 fois/mois) ont été largement dépassées. En effet, la Radio Isanganiro a pris elle –

6- Rappelons l'accompagnement pour l'inscription sur les listes électorales n'a pas été possible car les activités terrain du projet ont démarré trop tard. En effet, l'inscription sur les listes a eu lieu en fin janvier jusque le début février.

même, à plusieurs reprises, l'initiative d'inviter les jeunes du REJA et de l'ASB pour animer les émissions « Forum pour jeunes » et « Isanganiro ry'urwaruka », afin de faire passer leur message qui était perçu comme pertinent. Ainsi, le message a été véhiculé sur les ondes de la radio Isanganiro plus souvent que prévues. En pratique, ces jeunes ont surtout été sollicités pour animer ces émissions les jeudis après-midi. A signaler aussi que des différentes interviews ont été accordées sur les chaînes de la RTNB et la TV Renaissance.

Par ailleurs, les organisations REJA et ASB ont parallèlement adopté une stratégie de communication permettant de toucher le maximum des jeunes, y compris même ceux des provinces et communes non concernées par le projet. C'est dans ce cadre qu'elles ont signé un contrat avec une agence de communication dénommée « Communication Excellente » qui a permis de diffuser le message à grande échelle sur plusieurs stations (RPA, Isanganiro, REMA FM, RTNB). Cette stratégie a également permis de d'opérer le choix des plages d'horaires favorables afin que ce message touche le maximum possible de jeunes.

Il faut aussi souligner au passage que la large diffusion des livrets, notamment en Kirundi, a elle aussi joué son rôle. En effet, comme nous l'avons constaté nous-mêmes, les livrets ont circulé de main en main, sinon partout, en tout cas en maints endroits.

S'agissant du quatrième résultat, en plus de 4 cadres de dialogue nationaux (trois (3) cadres de dialogue nationaux tenus entre juin et juillet 2010 et un (1) cadre de dialogue national tenu le 30 janvier 2011) il convient de mentionner que les quatre cadres de dialogue régionaux planifiés et réunissant au moins 4 provinces ont été tenus à savoir :

- Un (1) cadre de dialogue régional – pole centre tenu au Centre Tereziya de Mushasha du 12 au 13 août 2010 ;
- Un (1) cadre de dialogue régional – pole nord tenu dans les locaux de la SOGESTAL Kirundo du 08 au 09 septembre 2010 ;
- Un (1) cadre de dialogue régional – pole Sud tenu au Lycée de Rutana tenu du 15 au 16 septembre 2010 ;
- Un (1) cadre de dialogue régional – pole Ouest tenu au Centre national de l'Association des Scouts du Burundi: du 04 au 05 novembre 2010 ;

Pour le cinquième résultat, on estimé qu'il a été atteint à 100%. Il n'appelle pas de commentaires particuliers à ce stade.

2.2. Discussion des résultats

2.2.1. Conséquences du retard sur le déroulement des activités

2.2.1.1. Le réaménagement du chronogramme des activités

Le retard enregistré dans le démarrage de ce projet devait impérativement se répercuter sur le calendrier des activités programmées et il fallait revoir le chronogramme des activités pour permettre son actualisation. Ainsi, après quelques réaménagements, le chronogramme des activités a été arrêté comme suit :

- Conception du module de formation : du 23/2 au 2/3/2010 ;
- Formation de 16 FN du 8 au 12/3/2010 ;
- Formation de 258 FC du 15/3 au 2/4/2010 ;
- Formation de 3870 JA du 25/3 au 16/4/2010 ;

- Organisation de deux séries de 7 causeries éducatives par chaque JA pour une période à préciser lors de l'atelier de conception des outils en fonction du calendrier électoral (mai à septembre) et de la progression pédagogique recherchée.

On comprend aisément qu'il s'agissait d'un calendrier très serré avec l'objectif d'assurer la mise en place du dispositif de formation / information sur le terrain au plus tard 4 à 5 semaines avant la date des premières élections communales, cela afin qu'un minimum de deux causeries (séance de pair éducation) sur les collines puissent être réalisées avant le démarrage de ce scrutin.

Les formations des FC et des JA se sont déroulées entre le 15/3 et le 15/4/2010. La pair-éducation a eu lieu entre mai et septembre 2010.

2.2.1.2. *Quelques contraintes signalées*

Quelques contraintes consécutives à cette précipitation ont été signalées ici et là, dont certaines ont pu jouer un rôle important dans l'exécution du programme :

- Temps insuffisant : comme la plupart des jeunes étaient des étudiants, la sensibilisation par la pair éducation était dispensée la nuit ou pendant les pauses afin de rattraper le processus électoral qui était suffisamment avancé ;
- Un contexte difficile : pendant les élections, les jeunes avaient parfois peur de se réunir, ce qui n'aurait pas été le cas si cette pair - éducation avait été faite avant les élections, dans un contexte sécuritaire plus ou moins apaisé. En plusieurs endroits, les jeunes se sont plaints d'avoir été identifiés à des groupes de propagandistes. Notamment après l'appel au boycott lancé par les partis d'opposition.
- Un problème de communication : Le problème s'est surtout posé lors de l'organisation des jeux de concours. En effet, on annonçait aux responsables provinciaux qu'il y aura un jeu de concours trois jours avant. Ces RP devaient transmettre ce message aux FC qui avaient à leur tour la charge d'informer chacun environ 15 JA et ceux-ci d'informer chacun 40 PE. En pratique, ce délai s'est révélé insuffisant pour transmettre ce message invitant les jeunes à participer à ce concours, ce qui a entraîné une faible participation. Le problème s'est surtout posé avec acuité dans les communes et collines éloignées où il y avait un problème de rassemblement de ces jeunes.
Ce problème a été aggravé par le défaut de communication des rapports signalés chez certains FC et JA qui conditionnaient le dépôt de leurs rapports au versement des frais de communication qu'on leur avait promis. En effet, en cas de retard dans le décaissement des frais, ces jeunes ne donnaient pas ces rapports alors même qu'ils les avaient confectionnés. Les RP tentaient de les rassurer que ces frais seraient versés mais peu nombreux les croyaient.
- Certains responsables à la base avaient tendance à s'accaparer de cette tâche en raison de la coïncidence avec le processus électoral. Au demeurant, certains membres des partis politiques ne facilitaient pas son exécution. En effet, ils organisaient des meetings tout près du lieu de rassemblement des jeunes bénéficiaires du projet, les déroutaient même en les recrutant au sein de leur parti politique. Certains jeunes étaient attirés par l'argent et les boissons et faisaient la navette, ce qui réduisait leur concentration et leur participation. Ce problème ne se serait pas posé si la sensibilisation avait précédé la campagne électorale.
- La formation ayant commencé tardivement, il était pratiquement difficile de convaincre un membre d'un parti politique qui avait suffisamment été sensibilisé aux idéaux de son parti. Les jeunes avaient déjà été récupérés par les leaders des différentes formations politiques au point qu'il manquait de temps pour préparer leurs esprits.
- Certains thèmes étaient même sans pertinence pour la population : comment par exemple sensibiliser sur l'inscription électorale alors que les élections sont en cours ? Ainsi, parfois, la sensibilisation portait sur des événements déjà passés, ce qui pouvait affecter l'attention ou l'intérêt des participants.

2.2.3. Commentaires sur les résultats obtenus

2.2.3.1. S'agissant du *premier résultat*, on a recueilli des opinions divergentes au sujet du recrutement des FC. Certains soutiennent que l'échec au test organisé aurait été occasionné par la négligence de ceux-là mêmes qui étaient dès le départ rassurés et convaincus qu'ils devront impérativement être retenus en raison des fonctions qu'ils occupaient au sein de leurs organisations respectives, que ce soit chez REJA ou ASB. Ils n'ont pas fourni assez d'efforts et se sont vus écartés. Cependant, cette opinion est loin de rencontrer l'unanimité des acteurs interviewés. D'ailleurs, certains auraient souhaité que ce projet s'étende sur tout le territoire national et plusieurs préoccupations ont été exprimées à ce sujet ("*Fallait-il vraiment être aussi sélectif, jusqu'à éliminer une commune parce que les deux formateurs n'ont pas réussi ?*" un responsable de REJA). D'autres invoquaient surtout la perte de chance des jeunes membres d'ASB ou du Reja qui n'avaient pas été présélectionnés pour suivre la formation, et surtout, celle des communes et provinces « pénalisées » par l'échec de l'un ou l'autre membre du binôme ayant représenté la commune. Selon les propos recueillis sur terrain, on aurait dû, dès le début, aviser les bénéficiaires de la formation sur les critères de sélection des FC, y compris même la note exigée dans ce recrutement afin de les stimuler.

D'autres avis laissent entendre que la formation aurait été mal planifiée suggérant qu'elle devrait profiter non seulement à ce binôme, mais qu'il fallait aussi l'étendre à une équipe d'au moins 4 candidats FC. Ils estimaient que sur un effectif 4 candidats FC formés, il n'en manquerait pas 2 qui pourraient totaliser la note exigée pour représenter la commune en question.

L'option du binôme n'aurait pas produit des effets bénéfiques. Ceux qui défendent cette position font allusion aux candidats FC qui avaient obtenus de meilleurs résultats mais qui n'ont pas été retenus puisque l'autre partenaire a échoué : « *On aurait dû plutôt mettre à contribution les responsables provinciaux pour trouver un remède à cette situation, ne fusse qu'en terme de renforcement, et garder ceux qui ont obtenu la note exigée* », a-t-on révélé.

2.2.3.2. S'agissant du *deuxième résultat*, les rapports consultés renseignent que 71% des jeunes invités ont suivi avec intérêt les 7 séances de pair éducation. Cependant, ces rapports sont en général peu explicites sur les autres aspects pertinents comme « *la maîtrise du processus électoral, le comportement responsable et non violent* » qui, il est vrai, sont des notions qui supposent que soient effectuées des vérifications minutieuses (pas forcément faciles à mener en pratique). Ce résultat aurait-il pu être mieux formulé dès le départ avec en appui des indicateurs et des résultats plus facilement mesurables aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif ?

Par ailleurs, les mêmes rapports renseignent qu'une pétition portant seulement 14% des signatures valables pour demander que les élections soient justes, transparentes et sans violences a été adressée au Ministère de la Jeunesse. Ce pourcentage, plutôt faible, traduit-il, dans une certaine mesure, la faible détermination de la jeunesse et par voie de conséquence le faible degré d'engagement des jeunes au regard des questions qui intéressent l'avenir de leur pays en général et celui de la jeunesse en particulier ? Certains ont avancé cette opinion. Mais on peut aussi considérer, à l'inverse, que ce pourcentage est, au contraire, excellent compte tenu de la méfiance d'une partie non négligeable de la jeunesse peu ou non scolarisée vis-à-vis de toute forme de document écrit.

Il était en outre prévu d'accompagner les jeunes pour se faire élire. D'après les informations recueillies auprès d'un acteur du projet, cette activité n'a pas eu lieu principalement parce que le financement aurait été décaissé tardivement.

2.2.3.3. Pour le *troisième résultat*, nous revenons en détail sur les supports et les messages qu'ils ont priorisés plus loin au chapitre 4.

Cela étant, le projet ne dispose pas de beaucoup de moyens pour répondre avec précision à la question de savoir combien de jeunes, exactement, sur les 500 000 jeunes prévus ont été sensibilisés. Cette

quantification ne figure cependant pas dans l'avenant portant sur les éléments du contrat de subvention tel que validés.

2.2.3.4. Le quatrième et le cinquième résultat n'appellent pas de commentaire particulier. Pour ce dernier, les rapports consultés renseignent qu'il aurait été atteint à 100%. Même si, sur le plan quantitatif ce pourcentage peut se défendre d'avoir été atteint, le chiffre ne permet pas de décider ce qu'il en est sur le plan qualitatif. Nous reviendrons partiellement sur cette question au chapitre 5.

2.2.3.5. En définitive, au regard des prévisions et des réalisations, on a constaté que le gros des activités programmées ont été généralement réalisées, de manière satisfaisante, et cela malgré des conditions opérationnelles guère faciles à négocier (climat d'urgence, stress,...). Le projet a débuté tardivement tandis que le chronogramme des activités a été retouché poussant à réaliser les activités dans une certaine précipitation. En dépit de quelques écarts constatés ici ou là, on doit tout de même mettre en exergue de sentiment de vive satisfaction – et parfois de fierté – exprimé par tous les acteurs internes et externes interviewés dans le cadre de notre mission.

2.3. Coup d'œil sur les affectations budgétaires

Nous n'avons pas le mandat d'analyser l'économie ni la gestion financière du projet. Toutefois, indépendamment de cette perspective, un coup d'œil sur les budgets et l'usage des ressources permet souvent de soulever des questions de fonds sur le fonctionnement et la logique du projet. Les deux tableaux ci-dessous livrent grossièrement une vue d'ensemble des affectations budgétaires après la clôture du projet.

Unité Budgétaire	%
Ressources humaines	13
Voyages et transport	2
Achat&Location Voiture Matériel et fournitures	7
Carburant / papeterie/ communication	7
Reproduction guide JA / autres	6
Activités	65
Total général	100

Répartition par activités	%
Formation en Cascade	43
Pair éducation (Suivi et activités)	27
Jeu concours sur le processus électoral	1
Concours artistique sur le rôle des jeunes dans un processus électoral sans violences	2
Emissions radios + Interviews TV + Spot de sensibilisation	9
Mise en place de cadres de concertation et de dialogue au niveau national	1
Mise en place de cadres de concertation et de dialogue au niveau provincial	7
Réunions du comité de concertation	0
Réunions des responsables provinciaux et de l'équipe nationale du projet	1
Ateliers de restitution au niveau national et communal par les acteurs du projet	9
Total	100

On apprend, sans surprise, que le gros des dépenses a été affecté aux activités (65%) et que, parmi ces activités, 70% des fonds ont été alloués au dispositif en cascade et à la pair éducation. Si on y ajoute le montant des ateliers de restitution après les activités, on approche des 80%. L'essentiel de ressources a donc été attribué pour faire fonctionner le dispositif de pair-éducation et de sensibilisation et, par voie de conséquence, pour se donner un maximum de chance d'exercer une influence. Ces chiffres ne nous permettent pas vraiment d'affirmer de façon définitive que le projet a été efficient⁷ mais ils indiquent clairement que tout a été fait pour que les ressources soient investies dans et au service de l'action⁸.

7- L'efficacité désigne classiquement le rapport entre les résultats et les moyens engagés, notamment le financement. En pratique, seul un calcul économique par rubrique et par résultat permet de l'estimer avec une certaine rigueur. Toutefois, les choses peuvent se compliquer si on prend en considération que de tels calculs ferment les yeux sur les engagements *non financiers*, notamment le bénévolat. Or, il se fait que ce projet n'aurait jamais vu le jour sans un important bénévolat à tous les niveaux. Cela étant dit, l'efficacité se mesure aussi à hauteur, non plus seulement des résultats, mais aussi des effets. Or, en l'occurrence, nous verrons plus loin que ceux-ci ont été significatifs, qualitativement en tout cas. A défaut ici de quantifier cette efficacité, on peut cependant se risquer à porter une appréciation : vu le nombre de jeunes sensibilisés ou éduqués, vu la qualité des effets, on peut soutenir qu'un calcul précis montrerait que l'efficacité a été appréciable. Autrement dit, beaucoup a été fait avec des moyens finalement modestes si on songe que l'ensemble du pays a été ciblé et que en particulier près de la moitié des communes ont été le théâtre d'une intense action de pair-éducation.

8- Tous les chiffres dans les tableaux proviennent de la même source : Florent Bellamy-Brown, Synergie, transmis le 16/02/2011 à Bujumbura. Pour la simplicité de l'exposé, nous n'avons pas repris ici les chiffres en tant que tels, nous contentant des %, dans la mesure où les chiffres précis et définitifs seront soumis à validation par l'audit financier en temps utile.

3

Paroles des jeunes

Le projet tel qu'il a été vécu par les jeunes. Et ce qu'ils en disent...

Le projet peut être considéré comme une expérience au sens existentiel du terme, comme un ensemble de moments de vie. Sans doute est-ce même un des résultats implicites somme toute remarquable qu'on pourrait souligner : le projet n'a pas été simplement un enchaînement d'actions planifiées tirées par des objectifs à atteindre, motivées par des moyens à mettre en œuvre, il a aussi été proprement investi comme un *espace de vie*. Il aménageait en filigrane un cadre social. Il est donc naturel que nous prenions un peu de temps de l'appréhender sous cet angle.

Nous le ferons en donnant la parole aux acteurs, en leur donnant la possibilité de s'exprimer *avec leurs mots*. Cette section est importante dans la mesure où, à notre avis, elle aidera à mieux saisir la portée et la pertinence des effets dont nous parlerons plus loin au chapitre 7. En somme, ce chapitre offre au lecteur un panorama, à vrai dire une mosaïque, des sensations ou du ressenti des principales catégories d'acteurs rencontrés⁹.

3.1. Le projet a laissé une trace dans ma vie...

De manière synthétique mais néanmoins signifiante, on peut dire qu'il y a un "avant" et un "après projet". De toute évidence, le projet a laissé "une trace" dans la vie des acteurs rencontrés. A tous les niveaux, depuis les jeunes PE ou les FC, FN ou les JA. Ce fût, selon leurs dires, une période intense et riche en leçons de toute nature. En particulier pour les jeunes, dans les quartiers comme dans les collines, c'était la première fois qu'ils étaient confrontés avec un cadre d'analyse *neutre* des situations ou des matières politiques. Les activités du projet leur a fait découvrir la vie politique et surtout leur a montré que les élections et les actions des autorités avaient une influence directe sur leur vie, que ce n'était pas l'affaire exclusive de "patrons" ou de "gens d'en haut", mais aussi, et peut-être avant tout, la leur.

En pratique, et c'est une observation importante, les modalités et situations de vie collective sont devenues pour pas mal de jeunes touchés par le projet un objet de discussion. Un jeune PE de Mbuye résume en quelques mots cette nouveauté de grande importance : *"Avant je voyais des choses mais je passais à côté, je me disais que c'était pas pour moi. Maintenant, je me vois dans ce que je regarde. Ces élus, là j'ai compris que c'est moi aussi. Quand quelque chose ne va pas, je me dis que ça me touche et que moi aussi j'ai un mot à dire"*.

9- Selon les cas, les paroles ont été dites en français ou en Kirundi. De manière générale, autant que possible, nous nous efforçons de les reproduire comme elles ont été dites. Les traductions du kirundi en français ont été faites par nos soins ou par les personnes du projet qui nous accompagnaient sur le terrain.

3.2. L'amour du pays...

"Je ne sais pas d'où ça vient, mais moi j'ai l'amour du pays. Je vois que quand le pays se développe, moi aussi je me développe. Quand le pays devient pauvre, moi aussi je deviens pauvre... Est-ce que le pays m'aime moi ? Je ne sais pas si le pays m'aime. Mais moi oui. Quand j'écoute les programmes des élus, je m'inquiète de leur amour du pays. Mes compatriotes manquent de l'amour du pays. Mes compatriotes qui font les programmes des partis, ils aiment leurs intérêts personnels. Mais alors, est-ce qu'ils ont l'amour du pays ? Il faut vérifier que l'argent pour les programmes va dans les programmes. L'amour du pays demande de vérifier" (un PE de la commune de Kanyosha). Ce propos est intéressant en ce sens qu'il suggère que les concepts de "bien commun" ou "d'intérêt général", tous les deux abstraits et reposant sur peu de références existentiels ou historiques au Burundi, émergent lentement dans la conscience de jeunes gens. Un long chemin auquel le projet a sans doute apporté une contribution significative.

3.3. Agir, à la limite peu importe ce qu'on fait, c'est faire de la politique

Un formateur communal de Bukeye explique qu'il s'occupe de jeunes depuis longtemps, principalement dans les activités sportives. Le projet lui a fait découvrir, indirectement, une réalité à laquelle il n'avait jamais songé : *"C'est bizarre, moi, l'athlétisme, voilà ce que j'aime faire avec les jeunes. C'est bizarre parce que je vois avec ce projet que quand tu fais quelque chose avec les jeunes, le sport ou autre chose, c'est comme si tu fais de la politique. Pas la politique des partis, la propagande et tout ça, non, non, moi je pense à la politique qui change la façon de vivre des gens. La façon de faire le sport donne des idées sur la façon de faire là où tu vis"*. Ce propos, venu un peu par la bande, apparemment anecdotique, suggère une piste de grande importance : ce formateur découvre que toute activité, quelle qu'elle soit, comporte potentiellement une dimension politique. Fût-ce simplement par la manière de la mener. Une découverte qui est tout sauf banale.

3.4. La peur, c'est tout le temps...

La vie en société n'est pas tranquille. Pour des raisons matérielles que chacun connaît, la précarité, l'accès difficile aux services, la difficulté de trouver un emploi, l'insécurité,... mais il y a aussi d'autres raisons, immatérielles cette fois. Parmi celles-ci, il y a notamment la peur des autres, ceux qui sont proches ou qui vivent à ses côtés. Cette thématique est revenue dans les discussions à peu près partout. Un jeune animateur de Buyenzi en parle : *"La peur se réveille souvent chez nous. Oui la peur, c'est tout le temps. Dès que tu fais des choses, tu as peur. Il y a les rumeurs. Les gens disent ceci ou ça. Et ça bloque les activités, ça te bloque, tu as peur. Le projet m'a aidé à repousser la peur. Les partis font peur si tu ne connais pas qui c'est ou pourquoi c'est. Maintenant, j'ai vu. Ils parlent mais maintenant moi aussi je parle. Je parle de mon idée. Je n'ai plus peur. Je parle moi aussi"*. La parole libère-t-elle de la peur ? Peut-être mais cette libération n'arrive pas chez tout le monde. A Mbuye, un PE vit cela autrement : *"La peur est là avec. Les discussions, ça lave pas ta peur, tu sais pas ce que ceux qui t'écoutent vont dire aux autorités. Les autorités, c'est la force. Quand on a fait les groupes, le chef de poste est venu nous prendre avec trois autres policiers. Là, tu fais quoi ? Tu peux pas parler contre la force"*.

3.5. Dire oui, dire non... Essentiel mais en pratique pas facile du tout !

A Mbuye, parlant des thèmes qui les avaient marqués, les jeunes PE ont souligné le travail qu'ils avaient fait sur la nécessité de prendre position clairement, notamment dire "Oui" quand on pense "Oui", dire "Non" quand on pense "Non", une activité qui les avait profondément interpellés. Tous n'ont cependant pas vécu ce message de la même façon. Un jeune homme s'exprime : *"Moi, c'est devenu une habitude aujourd'hui. Oui, j'ai gardé cette manière. Je dis "Non" quand c'est "Non". Mais*

je dis pas "Non" comme ça, j'explique. Je parle la chose alors, le "Non", les gens ils comprennent pourquoi je dis "Non". Une jeune fille nuance cette position, dévoilant que ce n'est pas aussi facile que ça : "Moi, quand c'est mon père, même si je crois que c'est "Non", je dis "Oui". Peut-être pour les élections, tu peux dire "Non". Mais pas avec ton père, pas avec les autorités. Je dis toujours "Oui" avec les supérieurs".

3.6. L'engagement de la jeunesse : un véritable casse-tête

La question en rapport avec l'engagement de la jeunesse soulevée à plusieurs reprises par la majorité des personnes interviewées a été longuement débattue. « *Dans un premier temps, les PE nous demandaient : Et vous aussi, qu'est-ce que vous nous apportez ? Vous êtes en train de nous tromper. Après, ils (les PE) nous filaient pour se rassurer que nous rentrons directement à la maison, croyant que nous ne nous dirigeons pas vers le cabaret après la sensibilisation. C'est par là qu'ils comprenaient que nous aussi nous n'avons rien reçu* », a précisé une jeune fille JA rencontrée au chef lieu de la Commune Nyamurenza. « *En tout cas, ce n'était pas facile. Les membres des partis politiques recrutent les jeunes en leur promettant bière et argent et ils acceptaient* », a révélé un JA interviewé à Bisoro.

Pourtant, il y a ceux qui croient réellement en l'engagement de la jeunesse dans les questions qui concernent la jeunesse. C'est notamment cette jeune fille interviewée et qui a rétorqué sans ambages de la manière suivante : « *Oui, j'y crois. En effet, c'est la jeunesse qui a intérêt à travailler pour le pays puisque c'est elle qui a devant elle plusieurs années pour vivre au Burundi. Je dois travailler pour mon pays. Le pays nous appartient à tous. Au cas où tout le monde exigerait de l'argent, la situation deviendrait compliquée. Si la rémunération est donnée, ce serait bien mais à défaut, on doit malgré tout travailler. Par exemple, quand la guerre éclate, nous souffrons tous. Ainsi, il ne faut pas, avant de servir son pays, conditionner ses prestations au versement de l'argent ... C'est bien de se donner pour ne pas retomber dans les bêtises du passé. En cas de guerre, ce sont surtout les filles qui subissent plusieurs malheurs, qui sont exposées à la misère, au viol et à la prostitution* ».

3.7. Propagande pour le parti, propagande pour la paix...

Les jeunes qui ont organisé des groupes de pair éducation n'ont pas forcément été très à l'aise pour mener à bien leur travail. Une difficulté qu'ils ont dû affronter, du fait que leurs séances avaient lieu parfois en même temps que des réunions politiques, tenait au fait qu'on croyait qu'ils faisaient de la propagande. Un JA de Bukeye s'explique : *"Les parents ne voyaient pas la différence, nos réunions, ils disaient que c'est pour les élections. Des gens disaient que c'était de la propagande... Ma propagande, c'est pas pour les partis, c'est pour la paix"*.

3.8. La politique, c'est aussi pour les filles !

Une jeune PE de Mbuye livre un témoignage poignant à ce propos, nous l'écoutons : *"Ce qui a changé ? Avant, je ne m'étais jamais occupée des politiciens, je n'étais pas dans ce qu'ils disaient, c'était pas pour moi. Après la formation, j'ai commencé à écouter la propagande. J'ai été écouter ce que lui disait ici et ce que l'autre disait là-bas... J'ai compris que ces gens parlaient des choses de ma vie... Mais il y a quelque chose de fort que je n'avais jamais pensé avant : la politique, c'est aussi pour les filles. Donc, avec la formation, je me suis mis à parler aux autres filles, là où je vis. Je leur ai dit ce que j'avais compris : les jeunes, c'est aussi les jeunes filles. L'avenir du pays, comme disent les politiciens, ça touche l'avenir des jeunes filles. Les élections, ce n'est pas seulement pour les garçons. Les filles peuvent avoir une influence comme filles, et elles peuvent avoir des idées qui aident les garçons aussi"*. D'autres jeunes filles, comme ces scouts girls rencontrées par hasard à Bukeye, n'ont pas bénéficié de cette ouverture. L'une d'elle, qui avait pourtant entendu parler du projet, déclare avec

assurance : *"On connaît un peu ce travail sur les élections. Y a eu des groupes, j'ai entendu des gens parler de ça. Mais ça, c'est pour les garçons, pour les sportifs, ... Les filles, elles ne s'occupent pas de ces choses. Est-ce qu'on a le temps pour causer de ces choses ?"*. La route du changement sera longue, assurément !

3.9. Un tremplin pour que la femme puisse accéder au pouvoir?

Au Burundi, l'exercice du pouvoir était jadis l'apanage des hommes, et non de la femme, encore moins les jeunes. Cependant, ce projet a provoqué un certain bouleversement et un changement de mentalités chez les filles et les jeunes femmes impliquées dans ce projet. Le témoignage éloquent est donné par une femme FC interviewée à Busiga. Selon elle, *« toute personne peut. Que ce soit dans la politique ou dans tout autre domaine, ce qu'un garçon est en mesure de faire, même une fille est en mesure de le faire. Dans la vie de tous les jours, l'homme et la femme doivent être complémentaires. Lorsque le sexe féminin n'est pas représenté, ça peut poser problème. Lorsqu'une femme expose des difficultés à une autre femme, c'est facile plutôt que de les exposer à un homme. La dimension genre doit être prise en compte, surtout que les femmes sont à plus de 50 % de la population burundaise »*. Et de poursuivre : *« J'ai évolué dans le mouvement associatif et j'ai toujours partagé mes idées avec les hommes qui ont fini par me croire. Une femme peut échouer comme un homme peut échouer. Pour preuve, à l'école, une fille peut avoir une bonne note par rapport à un garçon. Lorsqu'on reste à la maison, on ne peut rien savoir, il faut être active »*.

A la question de savoir si le projet aurait contribué dans son élection comme Administrateur communal, elle s'est exprimée de cette manière : *« En dispensant cette formation (FC), j'ai réalisé moi-même l'importance de se faire élire. J'ai compris davantage l'attitude à adopter par rapport aux élections. C'était pour tester, j'ai affiché un comportement modéré et les gens ont placé confiance en moi, ce qui m'a poussé à me faire élire et j'ai récolté beaucoup de voix. Même d'autres filles ont compris par la suite qu'elles ne devraient pas se sous-estimer. Même en tant qu'élève, il faut tenter d'occuper certaines positions de responsabilité à l'école et adopter un bon comportement par rapport aux élections, afin de ne pas se mettre à l'écart, se faire même élire le cas échéant. Ma sensibilisation était surtout destinée aux élèves scouts, et aussi, dans une certaine manière, aux femmes pour qu'elles puissent oser à se faire élire. En guise de résultat, j'ai obtenu trois femmes qui sont devenues chef de collines tandis qu'elles sont nombreuses au niveau des conseils collinaires. Dans mes discours, je prônais la confection et vote des listes confectionnées de façon paritaire, soit un homme et une femme pour combattre la discrimination. Dans les Comités de développement, les femmes se sont fait élire et on les a élues. Pour avoir une bonne place, il faut s'occuper de la politique. Actuellement, le Conseil Communal compte 6 femmes sur 15 membres dont une twa. Sur 13 membres du Conseil Communal qui ont participé à l'élection de l'Administrateur Communal, j'ai été élue à l'unanimité, soit 13 voix sur 13 voix »*. A signaler que les Administrateurs communaux sont élus parmi les membres du Conseil Communal qui sont eux-mêmes élus au suffrage universel direct.

3.10. La dimension genre : une vive préoccupation

Dès le départ, la prise en compte de la dimension genre n'était pas particulièrement mise en valeur parmi les priorités et les activités de ce projet (filles, Batwa, jeunes non scolarisés, etc...). Un fait positif mérite quand même d'être signalé. D'après un témoignage recueilli auprès d'une personne interviewée à Matana, *« la participation féminine a été inscrite en priorité dans le recrutement des JA qui a été mené de façon paritaire. On a retenu autant de garçons que de filles JA. Les filles ont été associées et ont manifesté une certaine fierté. Outre l'équilibre fondé sur le sexe, un autre critère de sélection des JA était le respect des équilibres d'ordre ethnique, ce qui s'est également fait de manière paritaire. En effet, il y avait autant de jeunes hutu que de jeunes tutsi. L'on devrait aussi impliquer les jeunes batwa mais hélas, il n'y en avait pas qui savaient lire et écrire, alors qu'on devrait produire un*

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

rapport écrit, sinon cette sensibilité y était. On a arrêté ces critères en assemblée générale avec les chefs des associations membres pour éviter des frustrations et ça s'est bien déroulé ».

Cette expérience de Bururi (Matana) devrait être étendue par ces organisations à d'autres localités et tenir compte, dans l'avenir, de cette dimension genre car elle a montré que ce sont justement ces catégories de personnes vulnérables qui sont la plupart touchées par les guerres et situations de confrontations.

Cette expérience et les témoignages qui précèdent suggèrent que même si, apparemment, en pratique, le projet n'a pas partout privilégié les questions de genre, cette dimension du travail a cependant été traitée avec rigueur dans plusieurs communes. En produisant des effets, à notre avis, de grande valeur.

4

Examen de l'approche : le dispositif en cascade, les thèmes et les instruments d'animation

Dans cette section, nous prenons le temps d'examiner quelques-uns des dispositifs valorisés durant l'exécution du projet. Nous essayons de voir comment le projet a été mené concrètement et en quoi les choix opérationnels ont pu influencer sa conduite et ses résultats.

Notons cependant que le projet a mis en œuvre une vaste palette de moyens. Ici, à vrai dire, nous n'en investiguons que deux, le *dispositif en cascade* et les *cadres de dialogue*. Notre choix ne tient pas du hasard. A notre avis, ils représentent les deux principaux moyens d'action déployés par le projet et, à nos yeux, ceux qui ont le plus de portée, ceux qui sont le plus susceptibles de développer des effets, précisément ces effets que nous explorerons en détail au chapitre 7.

Notons aussi que nous ne répétons pas ce que d'autres rapports internes du CCFD et de la synergie, notamment le rapport d'auto-évaluation, ont déjà suffisamment mis en évidence¹⁰. En revanche, nous insisterons sur les aspects que ces travaux précédents ont laissé dans l'ombre et qui exigeaient, selon nous, un surcroît d'investigation.

4.1. Regard sur les grands messages

4.1.1. Soulignons d'entrée de jeu le *choix pertinent des messages* : ils sont en rapport avec le vécu des jeunes, ils comportent une vraie portée politique, ils sont accessibles parce que exprimés dans un langage clair, ils étaient judicieusement délimités compte tenu des délais et du dispositif de communication.

4.1.2. Les *messages généraux* "élire et se faire élire" et "non violence" sont passés. Partout où nous sommes allés, les jeunes nous en ont parlé avec leurs mots et leur sensibilité, démontrant ainsi que ces messages étaient compris et réappropriés par ceux et celles qui les avaient entendus. D'autres plus pointus, charpentant les modules, ont véritablement "travaillé" la réflexion des jeunes. Par exemple, dire "Non", la prévention des fraudes électorales, la gestion de ses émotions, la nécessité d'évaluer et de suivre les élus et surtout leurs programmes, la différence entre "conflit" et "violence", le code électoral, ... autant de thèmes qui ont laissé une trace consistante dans la mémoire et, selon nous, dans la conscience des jeunes rencontrés, tant à Bujumbura que dans les provinces.

4.1.3. La décision de faire un travail spécifique sur "*dire Non quand on pense Non*" mérite une mention particulière. A notre avis, il s'agit d'un des messages les plus pertinents sur lesquels les acteurs du projet ont investi leurs efforts. Il a été salué partout où nous sommes passés. Par les jeunes PE et les JA tout spécialement. Mais aussi par les autres acteurs qui ont clairement perçus sa portée. A

10- A ce sujet, le lecteur relira au besoin les deux rapports de novembre 2011 qui apportent une série d'éclairages pertinents sur le fonctionnement – et la fonctionnalité – du projet.

juste titre. Ce message est marquant parce que, dans la société burundaise, il n'est pas facile du tout d'affirmer son opinion. Surtout lorsqu'elle va à l'encontre des positions affichées par les figures d'autorité. Dire "Non" ne va absolument pas de soi nulle part au Burundi. Le projet a été courageux, et en même temps ambitieux, de retenir ce thème dans les modules priorisés.

En creusant cette thématique avec les FC et les jeunes ciblés, nous avons mis en relief deux conséquences d'une très grande importance que nous voulons spécialement épinglez ici dans la mesure où les acteurs et promoteurs du projet ne les ont sans doute pas clairement identifiées alors qu'elles portent en elles un potentiel de transformation sociale et politique d'une portée considérable. En réalité, ainsi que les jeunes l'ont expliqué, l'enjeu ne se limite pas simplement à dire "Non" quand on le pense et ainsi affirmer son opinion sans crainte ni honte. *Ce qui fait vraiment une différence, c'est quand on dit "Non, parce que..."*. C'est-à-dire lorsque, après qu'on a dit "Non", on s'explique, on expose ses arguments, on articule ses raisons à soi de dire "Non". Ainsi, une des vertus transformationnelles de cette posture qui consiste à dire "Non" réside précisément dans *le travail d'argumentation* qui suit le "Non". Pourquoi l'argumentation est-elle si importante ? Parce qu'elle donne consistance à la position défendue par le jeune qui s'exprime. En même temps qu'elle donne une consistance politique au jeune lui-même. Parce qu'elle intercale entre l'impulsion et le geste une interface de réflexion : je fais ça, je dis ça mais avant j'y ai réfléchi. La délibération prend alors une place active dans la construction de son comportement. Une place proactive : on pense *avant* de faire et pas seulement après avoir fait. C'est ainsi que l'argumentation se révèle comme un remède susceptible de prévenir l'embrigadement. Les jeunes qui se laissent enrôlés dans les milices ou dérives partisans sont justement ceux qui ne réfléchissent pas beaucoup, qui raisonnent à courte vue, sans véritablement se donner des arguments. Ni surtout sans les porter à la discussion, sans les exposer à la contradiction par d'autres. Car argumenter suppose une autre vertu : la discussion. Ou plus exactement, le débat. Voilà pourquoi l'argumentation devient un antidote sérieux pour contrer la violence, surtout celle qui se déploie dans les jacqueries pré, post ou inter-électorales. Parce que, avant d'agir, on réfléchit, avec soi-même, en soi-même mais surtout avec les autres autour de soi : on discute, on confronte ses raisons, bonnes ou mauvaises, à celles des autres. On ouvre ainsi la possibilité d'influencer – mais aussi de se faire influencer par – les autres. Et surtout on insère une interface discursive entre la situation et son impulsion, une souche de paroles adressées aux autres qui épongent en quelle que sorte la violence.

La seconde conséquence quand on dit "Non" lorsqu'on pense "Non" est plus profonde. Dans une société où la tradition veut qu'on n'exprime pas son opinion, surtout si elle est contraire à l'expression dominante, la révolte sous la forme du passage à l'acte violent, est presque un débouché naturel. A force de dire "Oui" publiquement quand on pense "Non" intérieurement, on accumule de la frustration et on finit tôt ou tard par éclater. D'où ces "bouffées" de violence, si soudaine, si caractéristique de ces situations où l'incertitude s'infiltré, comme typiquement en période électorale. Le développement du "Non", et particulièrement le "Non parce que...", neutralise ce penchant vers la violence mais surtout, justement parce qu'il conduit à l'argumentation, il contribue à la construction d'un *espace politique*, une agora "ici et maintenant", c'est-à-dire un lieu où on n'éclate plus mais où on discute et où on confronte ses avis et ses désaccords. Le "Non parce que..." est fondateur de l'espace de délibération. Il est au fondement de tout régime politique d'allure démocratique. Et en fin de compte à la racine de toute société politique.

Ainsi, on le voit, le développement du "Non" amorce dans son sillage des conséquences décisives tant pour la construction de l'espace politique que pour l'établissement de la paix. Qu'en est-il concrètement dans le projet EECJB quelques mois après la fin des activités de terrain ? Le projet a-t-il réellement développé des capacités d'argumentation à l'appui de processus sociaux d'argumentation ? Nous ne pouvons pas l'affirmer sur la base du petit échantillon d'acteurs rencontrés. Ni, bien sûr, le quantifier. Mais le fait que les jeunes rencontrés aient été frappés par ce module, qu'ils en aient parlé parfois longuement, et souvent spontanément, soulignent la possibilité que des effets sensibles puissent s'être développés – et qui sait, encore se développer – à ce niveau. Le projet ouvre ainsi la voie à un travail

spécifique, à notre avis d'une extrême importance, comme nous le suggérerons plus loin aux chapitres 7 et 8.

4.1.4. Compte tenu des limites de temps imposées au projet et vu le contexte électoral propre au Burundi, on peut conclure que les messages diffusés durant la campagne 2010 étaient judicieusement calibrés. Cela étant, en prenant du recul, on doit aussi envisager qu'ils soulèvent aussi un certain nombre de questions. Des questions, soulignons-le, qui prennent surtout de la pertinence dans la perspective d'une poursuite du travail. Tout d'abord, de manière générale, à la lumière des situations rencontrées, *les messages ont paru avoir tendance à privilégier les postures morales (voilà ce qui est bien, voilà ce qui est mal) aux dépens de la réflexion politique.* Ce n'était pas exactement l'intention des promoteurs du projets mais, en pratique, c'est ce qui semble avoir prédominé sur le terrain. Les messages, en tant que tels, mais aussi dans leur mise en scène ou en forme pédagogique, étaient-ils assez analytiques ? Assez politiques ? En effet, du moins tels qu'ils semblent avoir été majoritairement compris par les jeunes que nous avons rencontrés, ils laissent entendre implicitement que la paix et le changement seraient seulement, ou principalement, une affaire de comportement des individus. Or, et au Burundi c'est une évidence, la paix est aussi, sinon essentiellement, liée aux conditions sociétales, notamment l'économie et les systèmes de vie. Autrement dit, les comportements violents ne trouveraient pas primordialement leur origine dans la conscience des jeunes (ou des adultes) mais avant tout dans les cadres de vie. Sans doute, est-ce la société burundaise, ses contradictions, ses impasses, qui génèrent la guerre et les comportements violents. Ce message, bien que présent ici ou là dans les travaux, en filigrane, et sans doute dans l'esprit des concepteurs, semble en pratique relégué au second plan ou passe inaperçu. C'est probablement une première limite sérieuse à envisager.

4.1.5. Seconde limite : le dispositif de sensibilisation et les messages valorisent une hypothèse implicite qui, à notre avis, mérite d'être questionnée avant d'être confirmée : changer les représentations (les idées, les conceptions) suffit-il à déclencher le changement de comportement ? Autrement dit, parce que je vois et pense autrement, alors je change automatiquement de comportement ? L'observation de la réalité au quotidien suggère que l'inverse fonctionne tout aussi bien : parce que j'ai l'habitude de tel comportement, alors je pense ceci ou je crois cela. Les échanges que nous avons eus avec les jeunes conduisent à envisager que l'action sur les représentations et les discours est sans doute un point de passage intéressant, disons un point de départ concret, pragmatique, mais qu'elle ne suffit pas à elle seule à déclencher le changement des comportements, ni *a fortiori* à promouvoir le changement social. D'autres dimensions doivent être mobilisées concomitamment ou ultérieurement. Par exemple les *pratiques* (ce que les jeunes disent faire et comment ils disent le faire) mais aussi les *activités réelles* qui les sous-tendent (c'est-à-dire ce qu'ils font *effectivement* quand ils disent faire ceci ou cela, au-delà des mots et des récits qu'ils mobilisent pour en parler). Nous évoquons cette perspective principalement pour souligner la complexité dès lors qu'il est question de changement. Nous pensons aussi qu'il est profitable pour ceux qui appuient des processus de changement d'avoir clairement conscience des hypothèses qu'ils convoquent.

4.1.6. Nous nous sommes posés aussi une autre question qui pointe une troisième limite : les *concepts de base* utilisés pour construire les messages ("paix", "citoyenneté", "démocratie", "droits", "loi", "projet de société", "élection", "responsabilité",...) ont-ils été discutés au moment de leur élaboration et pendant leur diffusion ? Vont-ils de soi au Burundi ? Nous nous demandons, par exemple, si un concept en apparence aussi banal que "la paix" (amahoro en kirundi) est compris de la même manière par tous les jeunes ? Nous nous demandons ce que veut dire "la loi" dans un pays dont l'histoire avec le concept de loi ne fait que commencer ? Un pays où l'idée même de la loi est presque naturellement associée avec celle d'une force qui s'impose à vous en menaçant de l'extérieur ? Les élections elles-mêmes ne semblent pas non plus elles avoir été interrogées. Comme si elles ne soulevaient aucune discussion. Les élections sont-elles vraiment une solution pour le Burundi ? Aujourd'hui ? Question sans doute un peu iconoclaste. Pourtant, dans un pays comme le Burundi, on ne peut pas s'empêcher d'observer que les élections contribuent à rigidifier les clivages, qu'elles participent peut-être, l'air de rien, à "moderniser" les processus de fragmentation du pays : hier, les clivages ethniques, aujourd'hui

les clivages partisans ? Une question qu'on ne peut pas facilement évacuer, à notre avis. Dans les deux cas, on reste prisonnier de dynamiques de clivage exclusif. En soulignant cette troisième limite, nous gardons à l'esprit, bien entendu, le contexte d'urgence dans lequel le projet a été mené (le retard au démarrage, la difficulté de faire dans la nuance quand on est sous la pression d'un calendrier étriqué,...). Une fois de plus, il se peut que cette réflexion soit surtout pertinente à la lumière d'une poursuite.

4.1.7. Une dernière limite doit être discutée : les messages sont configurés, *grosso modo*, par une logique de dénonciation (voilà ce qui est mal, voilà qu'il ne faut plus ou pas faire). Certes, les messages sont destinés à supporter un programme de sensibilisation (transmettre, faire passer des idées ou des conceptions ou des opinions). Un des inconvénients d'une telle approche réside dans le fait qu'elle risque de "naturaliser" les mauvais comportements. Or, à notre avis, le véritable travail, celui qui est le plus susceptible de déclencher des transformations durables, ne commence qu'après qu'on ait *interrogé l'origine de ce qu'on dénonce ou de ce qu'on voudrait éliminer*. Par exemple, il ne suffit plus alors de promouvoir le comportement qui consiste à dire "Non" quand on pense "Non", ni même de le consolider en promouvant les "Non, parce que..." (dynamiques d'argumentation et de délibération). Il convient *aussi* en même temps, et selon nous c'est même une condition majeure pour le changement, de *rechercher l'origine du comportement en question* : pourquoi, au Burundi, les gens éprouvent-ils tellement de difficultés à dire "Non" quand ils pensent "Non" ? Quelle est l'origine d'un tel comportement ? Où se "fabrique-t-il" dans la société burundaise ? Où se voit-il renforcé, par qui, par quoi ?... Cette *démarche généalogique*, qui consiste à rechercher la *racine* des comportements, attitudes ou postures indésirables, mais aussi leurs *causes* et la manière dont ces causes travaillent pour produire leurs *effets*, semble avoir été absente lors de la mise en œuvre du dispositif de sensibilisation. Ou alors, si un travail a été fait, il n'en reste pas de traces. Du moins chez les jeunes rencontrés. Bien sûr, au risque de nous répéter, le cadre opérationnel d'urgence ne permettait sans doute pas un tel travail. Mais, pour une suite, il est absolument nécessaire de donner toute son ampleur à cette dimension du travail. Du moins si la recherche du changement durable est mise à l'avant-plan.

4.2. Analyse du dispositif en cascade

4.2.1. La décision de déployer un dispositif en cascade se révèle *a posteriori* un excellent choix. Il avait pour ambition de régler la question de l'échelle : comment travailler dans tout le pays ? Comment toucher, sinon tous les jeunes, au moins une majorité d'entre eux ? Rappelons pour mémoire son architecture de base : des FN forment des FP qui eux-mêmes forment des FC qui à leur tour forment des JA qui forment des PE. Ces derniers, mais cette fois-ci de manière informelle, par extension, forment ou sensibilisent leur entourage, en général les amis, les voisins et surtout la famille. Le choix d'appuyer ce dispositif au moyen d'un livret rédigé en français et en kirundi s'est lui aussi révélé judicieux. Comme on l'attend d'un dispositif de ce genre, la déperdition d'informations a été raisonnablement contrôlée en ce sens que de haut en bas, les messages n'étaient pas déformés, ni excessivement simplifiés ou réduits. Le découpage en modules relativement courts et cohérents explique en bonne partie ce résultat. Mais deux autres caractéristiques concourent, selon nous, significativement à cette réussite : le choix de la commune comme centre de gravité d'une part et, d'autre part, le principe d'horizontalité et de communication symétrique au niveau des groupes de pair éducation. On peut aussi souligner à cet endroit la qualité du choix des JA opérés par les FC. C'est ici qu'on reconnaît particulièrement l'avantage d'avoir travaillé avec des structures comme le REJA ou l'ASB où, justement, localement, tout le monde sait qui est qui et qui est capable de quoi.

4.2.2. Une instruction donnée aux JA pour conduire les échanges dans les groupes de PE a, semble-t-il, joué un rôle important dans l'animation : donnez *d'abord* la parole aux PE, les inviter à s'exprimer, à donner leurs arguments et, ensuite seulement, introduire les messages clefs du module et animer les discussions qui s'en suivent. Cette observation, répétée en plusieurs endroits, attire l'attention sur une autre qualité du travail mené dans le projet EECJB : on n'a pas seulement investi sur les contenus (les

messages) mais aussi sur la méthode, sinon la pédagogie (la manière de les transmettre). Une option judicieuse, selon nos enquêtes.

4.2.3. Cela étant, nous nous sommes cependant posés quelques questions. *Le système, du moins tel que nous l'avons découvert, paraît principalement descendant : les messages ont été composés "en haut" et redescendent vers la base.* A notre connaissance, rien n'a été formellement prévu pour faire remonter des idées, des données, des concepts, ou même simplement des réactions produites par les jeunes, les JA ou les PE. En ce sens, le dispositif en cascade privilégié se présente conformément à ce qui s'observe *grosso modo* partout ailleurs dans la société burundaise ... Et donc, paradoxalement, on doit se demander si dès lors il ne soutient pas, indirectement et *a contrario*, la conception autoritaire du champ politique qui prédomine au Burundi. Le système en cascade supporte-t-il symboliquement, quoique implicitement, le modèle de pouvoir dominant, précisément celui que beaucoup souhaiteraient transformer ? La question vaut la peine d'être soulevée. Surtout si on accorde de l'importance à l'hypothèse suivant laquelle la forme des messages et les manières de faire parlent autant, sinon davantage, que leur contenu explicite. Autrement dit, ce que tu fais et comment tu le fais me dit plus que ce que ta bouche dit faire. En pratique, si curieux que cela puisse paraître de prime abord, on écoute – et retient – davantage les gestes que les paroles qui vont avec.

4.2.4. Une autre question, plus pragmatique celle-là, concerne *le public à impliquer dans la cascade.* Seulement les jeunes ? La question a été soulevée à plusieurs reprises par les jeunes eux-mêmes, en particulier ceux qui ont dû affronter les autorités locales, parfois au péril d'un emprisonnement. N'aurait-il pas fallu insérer un dispositif *ad hoc* pour toucher aussi ce public plus institutionnel ? Il faut cependant souligner que la cascade ne s'est pas arrêtée aux seuls PE. Les jeunes rencontrés, les JA et les PE, ont régulièrement expliqué qu'ils avaient été amenés, parfois sans y avoir songé eux-mêmes, à rendre des comptes et à expliquer longuement à leurs parents et proches le contenu de leurs discussions menées dans les groupes de pair éducation. C'est ainsi que les messages ont poursuivi leur voyage au delà des groupes suivis par le projet.

4.3. Analyse des cadres de dialogue¹¹

Ce dispositif figure, à notre avis, parmi les belles réussites du projet. Nous avons eu la chance de consacrer plusieurs heures à son analyse en interaction étroite avec quelques jeunes responsables de section "Jeunesse" qui ont été directement associés à cette activité et qui l'ont vécue intensément. Compte tenu de la richesse des échanges, nous nous proposons de relater avec plus de détails les éléments abordés la matinée du 10/02.

Tout d'abord, rappelons en deux mots de quoi il s'agit. Sept ateliers, réunissant chaque fois une trentaine de jeunes de partis politiques différents, ont été menés pendant la période électorale, quatre dans les provinces, en particulier celles dans lesquelles il n'y a pas eu d'autres interventions du projet (formation en cascade) et trois au niveau national à Bujumbura. Soulignons d'emblée l'originalité¹² de ces situations : les jeunes, comme les leaders des partis, se perçoivent habituellement comme des ennemis. Ils ne se rencontrent pas. Sauf pour s'affronter, parfois violemment.

4.3.1. Les ateliers ont créé des interactions qui ont profondément interpellé. Un responsable des jeunes d'un parti s'explique : *"Entre jeunes, on peut se parler comme voisins ou comme camarades, mais pas de politique. Là, on se bat. Même les leaders des partis ne se rencontrent pas facilement. Sauf pour se battre. Ou quand les circonstances sont exceptionnelles. Avec les ateliers, on a fait une grande*

11- Ils étaient aussi régulièrement appelés "cadres de concertation" par certains acteurs du projet. Nous avons retenu dans notre rapport la dénomination "cadre de dialogue".

12- A noter cependant que le Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits au Burundi (CENACB) a lui aussi organisé deux ateliers de cette nature en 2010, également dans le contexte des élections, également avec pour l'objectif déclaré de neutraliser les velléités d'affrontement.

découverte : les jeunes ont les mêmes problèmes, peu importe ton parti. Donc, pendant ces ateliers, on a parlé de ces problèmes qui sont les mêmes. Au début, on se méfiait, même on croyait qu'on n'allait pas rester, ou qu'on allait se disputer. Mais on a vite compris que les différences des partis n'effacent pas les problèmes des jeunes qui sont les mêmes, ... trouver un emploi, les conditions quotidiennes de la vie, l'accès à la formation, ces choses-là, c'est pareil pour tous les jeunes. Et c'est dur". Un responsable des jeunes d'un autre parti politique complète : "Pour les jeunes, les programmes des partis sont les mêmes, ou presque, ce qui est différent, ce sont les façons de mener ces programmes. Donc, en fait, il n'y a pas grand chose qui nous opposent". Dans le sillage de ces premiers échanges, les jeunes mettent le doigt sur une première leçon de grande importance : les divergences peuvent travailler dans deux directions, soit elles servent à créer des fossés entre les gens ou les groupes qui divergent, soit elles enrichissent le dialogue et ouvrent la voie vers de possibles innovations, des pistes ou des idées que ni les uns ni les autres n'avaient préalablement envisagées. Dans les mots d'une responsable : "le poids de ce qui rassemble les jeunes est plus lourd que le poids de ce qui les divise. Parler des mêmes problèmes entre des gens qui ont des idéologies différentes aide à avoir d'autres idées".

4.3.2. D'autres découvertes ont été faites par ces jeunes de partis différents. "Les jeunes sont intoxiqués par les leaders, on est poussé à nous battre mais pas à construire. On est dans des partis, c'est pour lutter. Mais après, même si tu gagnes, il faut construire. Ces ateliers m'ont ouvert les yeux sur ça. Moi, j'en ai parlé aux autres jeunes. On se bat pour aboutir à quoi ? Et les jeunes, ils gagnent quoi là-dedans ? Ces discussions n'ont pas été faciles. Moi, on me voyait comme un rebelle dans le parti, certains croyaient même que j'étais un espion pour d'autres. Mais j'ai expliqué. Moi, c'est les problèmes des jeunes que je veux régler". Les jeunes sont-ils instrumentalisés par leurs partis ? Sont-ils enrôlés pour servir les ambitions d'autres catégories d'acteurs ? Quel est le sens des luttes dans lesquelles ils sont embrigadés ? Voilà des questions de grande portée qui ont été soulevées à la suite des ateliers et qui ont travaillé la conscience des responsables des sections "jeunesse" des partis. Comme cette femme responsable d'une section "jeunesse" le dit, "j'ai vraiment commencé à réfléchir sur les différences dont je me servais pour désigner les autres... Les jeunes se font tuer, mais pas les politiciens. Pourquoi les jeunes meurent-ils ? Pour qui ? Je me suis vraiment demandé si ces luttes entre jeunes construisaient le pays. Qu'est-ce qu'elles construisent ? Pour moi, c'est ça qui est important, les jeunes doivent travailler pour construire quelque chose de bon pour tout le monde". Un autre responsable précise : "Rassembler les jeunes et les envoyer lutter, c'est facile. Ils n'ont pas de revenus, ils ne voient rien de bon pour leur avenir, ils sont là à ne rien faire. Ils n'ont rien à perdre. Ils espèrent qu'après la lutte, ils vont recevoir quelque chose.... Si on gagne, les nôtres seront récompensés... Maintenant je me demande alors ce que les autres qui ont perdu vont faire, je veux dire, ils seront toujours là avec leurs problèmes ? ... la violence ça ne finira jamais si les problèmes de tous les jeunes ne sont pas réglés".

4.3.3. La question de l'unité est revenue à plusieurs au cours des discussions. C'est une préoccupation. C'est que l'unité peut se concevoir de plusieurs manières. Au moins deux. Soit de façon fusionnelle, "on est uni dans l'un" tandis que ce "un" est alors homogène. Une telle conception mène facilement à l'affrontement, elle conduit à la tentation de soumettre les autres à une conception dominante, la sienne. Soit l'unité est conçue de manière plurielle, "on unit nos diversités pour faire quelque chose ensemble", le "un" alors résulte de la rencontre – mais non de la fusion – de points de vue différents. Cette conception invite à rechercher la meilleure manière de tirer profit des différences pour construire du "commun". Elle a pour conséquence implicite de développer l'ouverture et dès lors implicitement de préparer le terrain pour la paix. Ce basculement conceptuel, d'une conception fusionnelle vers une conception plurielle, n'est certes pas encore à l'ordre du jour mais les échanges avec les responsables des sections "Jeunesse" ont montré que l'unité – par exemple l'unité du pays ou l'unité de la jeunesse – est une préoccupation récurrente. Chemin faisant, les jeunes découvrent qu'il y a plusieurs voies et que toutes n'ont pas le même potentiel pour la paix et le développement du pays.

4.3.4. La paix dépend beaucoup des *conditions matérielles de la vie et donc de l'économie*. La disponibilité des jeunes à se faire enrôlés dans des luttes est d'autant plus grande que leurs conditions de vie sont difficiles. Et qu'ils se sentent exclus des rouages de l'économie. Les problèmes des jeunes – de tous les jeunes – ne se régleront que si de la richesse est produite et redistribuée équitablement. Il y a donc un travail immense à entreprendre, d'abord pour identifier où et comment créer de la richesse, ensuite pour décider comment se mettre au travail pour la produire et enfin pour s'entendre sur la meilleure façon de la répartir entre tous. De telles réflexions ne sont pas totalement absentes des conceptions des jeunes responsables rencontrés, mais elles sont encore largement confuses.

4.3.5. La *conception du pouvoir* apparaît clairement comme une matière à réflexion incontournable. Un responsable de section "Jeunesse" donne son point de vue : *"Prendre le pouvoir, c'est chez nous, ça veut dire prendre les richesses. On veut les partager avec ses partisans. Ils ont souffert, maintenant que tu as gagné, il faut les récompenser. Après, les autres eux aussi ils veulent ça. Après c'est la lutte qui recommence parce que tout le monde veut prendre"*. Un autre complète ce tableau : *"Les projets économiques, les projets pour la santé ou pour l'éducation sont utilisés pour servir ceux qui sont au pouvoir. On place les partisans, pas pour leur compétences mais pour les récompenser. Ou bien pour qu'ils restent fidèles"*. Prendre le pouvoir pour s'accaparer des richesses ou bien... prendre le pouvoir pour en créer ? Voilà sans doute un dilemme qui tracasse pas mal de jeunes. La perspective que le pouvoir puisse être un travail, et non pas simplement une source de privilèges, est un des nœuds à démêler dans les mentalités. Sans doute est-ce une des pistes pour poursuivre le travail avec les jeunes des partis : déchiffrer leur conception actuelle du pouvoir, la questionner et envisager des alternatives plus prometteuses.

4.3.6. Une autre thématique a été abordée, les relations entre les jeunes et les politiciens. Une représentante s'explique : *"Les jeunes ne parlent pas assez aux politiciens. Les leaders dictent leurs consignes aux jeunes. Ils s'attendent à ce qu'ils suivent. Mais, nous les jeunes, on veut participer aux réflexions. On a des choses à dire. On est la majorité dans le pays. Moi, je pense qu'il faut augmenter le face à face des jeunes avec les leaders au sein des partis"*. Un autre poursuit : *"Les relations entre la population et les politiciens sont basées sur l'ignorance. C'est la même chose entre les policiers et la population. La loi est oubliée, ça devient une affaire de force et de peur. Les jeunes doivent parler de ça avec leurs politiciens"*.

4.3.6. En creusant de telles questions, en élargissant le cadre de réflexion qu'elles délimitent, un certain nombre de leçons dérivent, par exemple :

- L'importance pour les jeunes de mener une réflexion sur le fonctionnement de l'économie,
- L'importance d'une réflexion sur les fondements et pratiques du pouvoir dans leur société,
- Les jeunes ont aussi des idées pour le pays, ces idées peuvent enrichir celles des leaders, d'où l'importance de développer le dialogue entre jeunes et aînés au sein de son parti,
- Le risque permanent de se faire embrigadé et instrumentalisé au sein de son propre parti,
- La richesse d'une vision qui met à l'avant-plan les problèmes communs à tous jeunes plutôt que leurs divisions idéologiques ou partisans.
- L'union dans la diversité est ce qui permet le changement.

Autant de pistes qui ouvrent d'intéressantes perspectives pour les jeunes qui ont des responsabilités au sein des partis.

4.4. Regard sur les instruments et autres dispositifs

Nous avons déjà souligné l'importance du livret de formation dans la production duquel, selon nos informations, l'association SGDF a joué un rôle déterminant. S'agissant des autres médias ou moyens,

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

émissions radiophoniques, jeux concours, pétition, ... nous avons choisi, faute de temps, de ne pas les sonder. De sorte que nous ne pouvons pas nous prononcer sur leur pertinence ou leur efficacité, et moins encore sur leur efficience (une question qui se posait notamment pour les émissions radios : les opérateurs de stations demandaient d'être rémunérés. Cela valait-il la dépense ? Comment le vérifier objectivement ? Cette question s'est invitée lors de l'atelier de restitution le mercredi 16/02/11) .

5

La synergie

Regard sur le co-pilotage et la gouvernance du projet

Le projet EECJB comportait d'emblée une originalité, du moins dans le paysage institutionnel burundais : celle d'un pilotage conjoint de deux associations qui, avant qu'elles ne se mettent ensemble pour mener à bien le projet, ne se connaissaient pas énormément, sauf qu'elle avait en commun un même partenaire, à savoir le CCFD. Les SGDF, pour leur part, collaboraient depuis longtemps avec ASB mais pas avec le REJA. Dès le départ, il y avait donc un certain pari, celui qu'une synergie était possible. Qu'en a-t-il été en fin de compte ? Tel est en résumé l'objectif de ce chapitre.

5.1. Une vue d'ensemble

Globalement, du moins selon les principaux responsables et opérateurs impliqués dans l'exécution du projet, la synergie (de nom) a été effectivement synergique (dans les faits) ! Elle a donc permis aux deux associations de faire plus et mieux que ce qu'elles auraient fait individuellement séparément. Un certain nombre de points peuvent être mis en exergue dans le sillage des efforts déployés pour mettre en œuvre la synergie :

- Le développement de la rigueur et des pratiques de formalisation, à la faveur, surtout, semble-t-il, des appuis dispensés par le département "Cofinancement" du CCFD. La fonction "Proposition —> Validation —> Décision" s'est révélée particulièrement satisfaisante.
- Des apprentissages mutuels du fait des différences (par exemple: le REJA découvre le système et la logique de volontariat en vigueur chez ASB, tandis que l'ASB découvre les logiques et pratiques inter associatives communes au sein du REJA).
- La logique de décloisonnement a été poussée assez loin au point de constituer une expérience originale dans le paysage de la société civile burundaise peu accoutumée à ces pratiques et où l'habitude est plutôt, tendanciellement, au repli chacun chez soi avec ses bailleurs de fonds.
- Le montage inter-institutionnel s'avère relativement complexe mais fonctionnel en pratique. Il s'est ajusté aux contraintes de sorte qu'on doit souligner à l'actif des acteurs une flexibilité de bon aloi.
- De manière générale, le REJA s'est révélé plus souple, plus réactif, que l'ASB. Sans doute simplement parce qu'il s'agit d'une institution plus légère.
- Les dispositifs de gestion et de direction mis en œuvre pour ce projet EECJB constituent un atout pour le futur (selon certains, il y aurait eu véritablement développement d'une culture de management inter-associatif).
- La synergie impliquait aussi les partenaires français, CCFD et SGDF. Les COPIL constituaient les lieux où les quatre partenaires se retrouvaient concrètement en interaction. De l'avis unanime, le fonctionnement des COPIL est à mettre parmi les points forts du projet en 2010 (bon climat de collaboration, bonne circulation de l'information, transparence décisionnelle, efficacité dans les échanges, opérationnalité du dispositif,... figurent parmi les qualités les plus souvent relevées). Le système de conférence téléphonique s'est révélé efficace et efficient.
- De façon générale, les deux institutions reconnaissent avoir bénéficié d'un surcroît de visibilité – et donc de légitimité ? et donc de crédibilité ? – sur la scène institutionnelle nationale.

- Les deux associations ont aussi, semble-t-il, amélioré leur ancrage dans les provinces et les communes où le projet a mené des activités, tant à la base que vis-à-vis des autorités.

5.2. Quelques questions cependant

5.2.1. De gros investissements ont été faits pour développer et mettre en œuvre un dispositif de gestion. Un volontaire a été principalement affecté à l'appui de cette disposition. En pratique, cependant, il y a eu systématiquement *départ des ressources humaines* (RH) formées, attirées par des postes mieux rémunérés ailleurs. Doit-on parler d'érosion des RH formées du côté du REJA ? Deux questions clefs se posent : comment garder les RH formées "dans la maison" ? Plus fondamentalement, *comment conserver les connaissances* qu'elles ont acquises grâce au projet ? Autrement dit, *comment capitaliser les savoir faire* forgés dans le sillage de l'exécution de projets, de quelle que soit leur nature ?

5.2.2. De manière générale, les *apprentissages* ont été nombreux¹³. Toutefois, en les considérant, il s'avère que ce sont surtout des apprentissages techniques, procéduriels et institutionnels, mais peu politiques. Par exemple, on reste surpris de la place modeste qu'occupe la réflexion sur les stratégies conjointes d'influence sur la société burundaise. Il ne semble pas non plus que la synergie ait invité à revoir ou à enrichir la mission politique des partenaires. Poids de l'opérationnel ... aux dépens de la dimension politique ? Au-delà des propos convenus, la logique "projet" a-t-elle été affecté – évacué ? – la logique de l'action de changement ? De telles questions viennent à l'esprit si on prend du recul.

5.2.3. Dans la même ligne, et à l'appui de ces questions, nous nous demandons aussi s'il y a eu une activité de *pilotage politique du projet*¹⁴ ? Dans l'affirmative, sur quelle base un co-pilotage politique s'est-il fait ? Les échanges que nous avons eus, tant en France qu'au Burundi, ne nous permettent pas de trancher définitivement cette question qui reste donc ouverte. Quoiqu'il en soit, à notre connaissance, il n'y a pas à proprement parler d'analyse *conjointe du contexte sociétal burundais*. Or, il s'agit d'un outil fondamental, sinon même un préalable, pour développer un pilotage politique, a fortiori un co-pilotage qui vise la synergie.

5.2.4. Pourquoi un *tirage au sort* pour déterminer qui de ASB ou de REJA héritera de la fonction de gestion financière du projet ? C'est, semble-t-il, en février 2011, que les deux responsables, ASB d'un côté, REJA de l'autre, ont lancé une pièce pour savoir où loger les financements. On sait que la pièce est tombée du côté de REJA. L'enjeu n'était pas négligeable car l'institution qui hérite de la gestion financière peut faire valoir un savoir faire et une expérience valorisable dans d'autres dossiers de financement. Et donc, indirectement, améliorer sa capacité à attirer des appuis financiers. Mais pourquoi un tirage au sort ? Quel est le sens d'une telle pratique dans le cadre d'une synergie ? Jusque aujourd'hui, nous n'avons pas reçu d'explications convaincantes à ce propos. Au mieux, nous nous aventurons dans quelques conjectures. Est-ce en relation avec une tendance certaine au Burundi à s'en remettre à des instances ou des forces externes pour s'expliquer le sens des situations et des

13- Les entretiens ne laissent planer aucun doute à ce sujet tandis que c'est une conclusion qui découle sans mal de la lecture du rapport d'auto-évaluation de novembre 2010. Parmi les apprentissages fonctionnels les plus souvent cités, relevons particulièrement ceux-ci : les pratiques et instruments de rapportage, la généralisation du recours à des termes de référence pour mener les actions (formalisation des cahiers de charge), la sollicitation de conseils auprès de ses collègues, le développement de conceptions et pratiques participatives du travail, la rédaction de dossiers de requête de financement auprès de bailleurs de fonds, le système de réunions internes, la communication plus horizontale,...

14- Au sens où nous le suggérons ci-dessus, de stratégies conjointes d'influence sur la société burundaise. Nous reconnaissons cependant que d'autres voies peuvent conduire au développement d'une ligne politique.

événements ?¹⁵ Peut-on mettre cette situation en lien avec une problématique, non pas de la responsabilité, mais de la *prise* de responsabilité, régulièrement délicate dans les contextes burundais ?

5.2.5. *Fallait-il rémunérer certains acteurs ?* La question se pose principalement au niveau provincial ou il y a eu, parfois, des "frictions" entre les responsables politiques des deux organisations burundaises, qui n'étaient pas rémunérés, et les RP qui par contre étaient rémunérés. Si on replace le projet dans son contexte d'urgence et de tension (la course face au calendrier), on doit reconnaître qu'il était difficile de prendre le risque que certains acteurs clefs comme l'étaient les RC prennent les choses à leur rythme. La rémunération de ce point de vue était un moyen pour garantir ou consolider leur engagement sans lequel le projet aurait été difficile à conduire dans les délais. Dans un contexte moins tendu, il n'est pas certain que le recours à cette mesure soit nécessairement la première réponse à privilégier. Par contre, il est vrai que certaines activités peuvent comporter un réel coût d'opportunité du point de vue des agents chargés de les conduire. Dans ce cas, en effet, le recours à des rémunérations pourrait se justifier. Toutefois, si un tel cas devait se présenter, par exemple dans l'hypothèse où le projet devait se poursuivre, il est important de mettre en discussion la situation avec tous les concernés et de rechercher avec eux le dispositif le plus approprié pour couvrir les éventuels coûts d'opportunité (est-ce un salaire fixe mensuel ? Une compensation circonstancielle ? Une autre formule ?...).

5.3. Conclusion d'étape sur la synergie

De l'avis unanime, la synergie a fonctionné et elle a effectivement été synergique. Pourtant, le dispositif n'était pas gagné d'avance. Cette expérience constitue un atout pour le futur. Et sans doute un modèle, ou tout au moins une référence, dans le paysage des ONG au Burundi. Le défi qui reste en suspens consiste à savoir comment, concrètement, véritablement développer le *potentiel politique* d'une telle synergie. En effet, si sur le plan technique (la conduite concertée d'un projet commun), les performances synergiques sont évidentes, on découvre à côté une vaste marge de progression en ce qui concerne la dimension politique (exercer une influence concertée – co-construite – sur la scène burundaise).

15- Le lointain, l'invisible, l'inaccessible étant perçu et interprété comme ce qui est le plus déterminant ce qui se passe ici, chez soi, éventuellement et toujours potentiellement contre soi ?

6

L'accompagnement par le CCFD et SGDF

Lors des échanges à Paris, le 31/01/2011, la dimension de l'accompagnement était apparue intéressante à examiner. Elle relève en partie de la mission sociale du CCFD et sans doute aussi des SGDF, du moins en ce qui concerne leurs partenariats avec des associations scouts au Sud. Nous en explorons quelques facettes, principalement à vrai dire en ce qui concerne le CCFD.

De manière générale, on peut résumer en disant que le suivi par SGDF s'est concentré sur les aspects pédagogiques et méthodologiques, notamment la mise au point du système en cascade et la production du livret de formation (plusieurs missions de suivi opérationnel en 2010). Le suivi par le CCFD comportait pour sa part deux facettes, un appui institutionnel (en rapport direct avec la gestion du projet cofinancé par l'UE, il s'agit du département COF /CCFD), et un appui à la mise en œuvre partenariale (qui relevait plus spécifiquement de la DPI / CCFD).

L'accompagnement s'est fait notamment à travers ou à l'occasion des COPIL. Nous en avons déjà parlé au chapitre précédent. Ici, nous prendrons un peu de recul en abordant l'accompagnement d'un point de vue plus général. Mais, avant cela, nous examinerons sommairement l'option d'un appui par un volontaire.

6.1. L'option d'un appui par un volontaire

En règle générale, le CCFD ne recourt pas à des volontaires. Il appuie directement des associations ou organismes nationaux qu'il s'attache à consolider. Ce faisant, il règle pour une bonne part – mais toutefois pas entièrement – le problème de l'ingérence. Dans le cadre du projet EECJB, l'option d'un appui par un volontaire a cependant été retenue. A notre avis, ce choix est entièrement justifié compte tenu du manque d'expérience de l'ASB et du REJA relativement aux procédures du cofinancement avec l'UE. D'après ce que nous avons pu voir et entendre, le volontaire a accompli sa tâche aussi loin que possible et avec un intérêt continu. Toutefois, comme nous l'avons déjà évoqué, sa tâche n'a pas été facilitée par le départ régulier des agents qui ont bénéficié son appui technique. Jusqu'à ce jour, la question de la capitalisation de cet appui de proximité n'a pas trouvé de solution satisfaisante. La question demeure : comment pérenniser les acquis quand les bénéficiaires "s'évaporent" forçant chaque fois à revenir à la case départ ? La durabilité des apports et du transfert des compétences est directement en cause.

Un des domaines où l'accompagnement technique a pesé concerne la maîtrise des instruments et logiciels bureautiques. Une question est venue sur la table : ne faudrait-il pas privilégier un appui bureautique par des Burundais sur place ? Pour faciliter l'acquisition ?

De façon générale, aujourd'hui, tout compte fait, il ne reste en scène qu'un seul acteur burundais ayant suivi le projet sur le terrain à peu près depuis le début... Depuis le 31/01, celui-ci ne reste à l'ASB qu'au titre de bénévole... Cette situation souligne clairement l'enjeu – et la problématique – de la capitalisation des acquis.

6.2. Plusieurs questions qui interpellent

6.2.1. L'accompagnement suppose des *apprentissages*. Mais après, quand il y a eu apprentissage, survient une question pragmatique : comment et quand mettre en œuvre ces apprentissages ? Le lien avec l'action n'est jamais facile. Pourtant, à notre avis, il reste central dans les démarches d'accompagnement et soulève une seconde question : faut-il limiter son accompagnement à l'apprentissage ou faut-il le prolonger jusque dans l'action ? Il n'y a évidemment aucune réponse toute faite à pareille question. Toutefois, d'après ce que nous avons vu et entendu, il ne semble pas que cette question, importante à nos yeux, ait été abordée explicitement. Dans la même veine, une autre question est intéressante aussi à soulever : comment les efforts pour apprendre nourrissent-ils l'envie d'apprendre ou, mieux, des *processus d'auto-apprentissage* ? Apprendre à apprendre. Mais aussi apprendre à *désapprendre* pour se rendre capable d'apprendre du neuf (l'apprentissage ne se réduit pas à une accumulation, il suppose des conflits et des reconfigurations). Ces différentes dimensions de l'apprentissage (pratiquer, auto-apprendre, désapprendre,...) recouvrent quelques-unes des perspectives cardinales de toute dynamique d'accompagnement. En pratique, notre évaluation ne permet pas de nous prononcer sur ces aspects. Nous les livrons sous la forme de questions ouvertes, utiles, pensons-nous, pour la poursuite de la réflexion par les acteurs rencontrés.

6.2.2. L'appui institutionnel et organisationnel a-t-il été trop exclusivement calibré sur le projet à "réussir"... ? D'autre part, sur quel *diagnostic institutionnel et/ou organisationnel* repose-il en fin de compte ? Cette dernière question n'est pas anecdotique car elle questionne la stratégie d'accompagnement. Il nous semble que tout accompagnement gagne à prendre appui sur un diagnostic. En pratique, celui-ci peut se faire au départ, ou même séparément avant l'action, comme il peut tout aussi bien se faire petit à petit au fur et à mesure que l'action se déploie, disons en pointillé, dans le cours même de l'action, celle-ci faisant en quelque sorte office de révélateur. A vrai dire, peu importe la stratégie, pourvu qu'un état des lieux institutionnel et organisationnel explicite soit réalisé un moment donné. Pourquoi un tel diagnostic est important ? Parce qu'à défaut l'accompagnement s'expose au risque de ne travailler que sur les problèmes ici et maintenant, à courte vue, en perdant de vue la nécessité de porter ses appuis sur des éléments clefs du système organisationnel qu'il appuie. Or ceux-ci ne se manifestent pas forcément lorsqu'on navigue à vue, disons lorsqu'on ne travaille que sur les problèmes qui se surviennent sans qu'on prenne le temps de se demander ce que ce genre de problèmes signifient, d'où ils proviennent. Autrement dit, l'accompagnement se fortifie si on s'engage d'emblée dans la perspective que les problèmes sont des symptômes ou des messages à déchiffrer et qu'ils nous parlent des acteurs et du système organisationnel dans lequel ils opèrent. Au retour du terrain, nous n'avons pas beaucoup d'éléments qui nous permettent de discuter en profondeur ces questions que nous renvoyons donc aux acteurs dans l'espoir de nourrir leur réflexion.

6.2.3. Le projet a-t-il suffisamment questionné *certaines postures culturelles burundaises* typiques. Par exemple celle vis-à-vis de la critique qui consiste à dire "ça va aller" quand on sent que ça ne va justement pas aller ? La difficulté de dire "Non" n'est pas seulement une réalité du terrain en milieu urbain ou dans les collines, elle se manifeste aussi dans les cadres institutionnels, et sans doute aussi à l'ASB ou au REJA. Ici, nous disons bien "questionner les postures des autres". Nous ne disons pas "critiquer". Le défi de l'accompagnement ne s'inscrit pas dans le genre missionnaire "*Nous, on sait, on va vous dire...*". En aucune façon. Il consiste plutôt, selon nous, à transformer en questions ou en matières à réflexion ce qui d'habitude passe inaperçu comme autant d'impensés. Or, le partenariat entre structures appartenant à des sphères culturelles distantes comporte en puissance cette possibilité, celle de voir chez l'autre ce que lui-même ne voit plus à force d'y être plongé. Pour bien faire, si on croit aux vertus de la réciprocité dans les partenariats, il faudrait retourner la même question : le projet a-t-il suffisamment questionné *certaines postures culturelles françaises* typiques véhiculées par le CCFD ou SGDF ? Par exemple, le rapport aux moyens et à l'efficacité ? Et donc se saisir des situations pour se laisser interpellé par la surprise des autres. D'une manière générale, nous n'avons pas beaucoup

d'éléments factuels ou narratifs qui permettent de conclure sur la place que ce type de préoccupations a occupé tout au long du travail d'accompagnement. Le fait qu'on n'en ait pas trouvé de trace invite à penser que ces questions rentent pour l'instant en attente dans l'antichambre.

6.2.4. *Un accompagnement trop fonctionnel et pas assez politique*, ni stratégique ? Quelle a été la valeur ajoutée de l'accompagnement sur les plans conceptuels et analytiques ? Par exemple, quelle interpellation sur les "fausses" certitudes ("La démocratie est la solution pour la paix au Burundi") ou sur les "vraies" incertitudes ("La violence est-elle conjoncturelle ou structurelle au Burundi ?) ? L'accompagnement n'a-t-il pas trop vite pris fait et cause pour les options qui ont fait l'objet d'un appui (les élections) ? Des questions fondamentales qui restent ouvertes, à nos yeux, mêmesi, bien entendu, on ne doit pas perdre de vue le contexte d'urgence dans lequel le projet a été mené¹⁶.

6.2.5. *L'outil comme aide à la tâche ou ... comme finalité* ? Cette question est revenue dans les échanges à plusieurs reprises. Certes, personne n'a contesté la valeur des outils, ni l'intérêt de développer des outils pour consolider la gestion, le suivi et la réalisation du projet. Par exemple les fiches de suivi ou autres. Par contre, certains se sont demandé dans quelle mesure, parfois, les outils n'ont pas pris les commandes du processus. Le fait même de poser ce genre de questions souligne indirectement la valeur de l'accompagnement. En pratique, cependant, nous n'avons pas eu le moyen de travailler en profondeur cette perspective.

6.2.6. *L'appui financier* reste – et doit rester selon nous – une question ouverte. En effet, il est toujours de bon ton de se demander dans quelle mesure le changement durable chez soi peut se faire avec les ressources des autres. L'argent des autres peut aider. Par exemple en s'ajoutant à ses propres apports. Mais il ne peut guère s'y substituer. Il faut souligner à cet endroit cette réalité pour le coup sans doute universelle : le changement chez soi, *a fortiori* les changements de régimes politique ou la révolution, ne se réalisent jamais avec l'argent, les soldats et les efforts des autres. Jamais durablement. Dans les pays de la Sous-Région, et donc aussi au Burundi, on observe une dérive désormais classique dans le champ de la solidarité internationale : la création d'une élite militante rémunérée mais aussi contrôlée de l'extérieur. La société civile au Burundi est quasiment supportée à 100% par les ressources étrangères. L'essentiel des concepts qu'elle mobilise et des perspectives qu'elle défend proviennent d'autres sphères culturelles. D'où ces questions : au service de qui travaille-t-elle ? Au service de quels modèles, inspirés par qui et reposant sur les valeurs et les normes de qui ? Au profit de quoi et de qui ? Au service de finalités formulées et valorisées par qui ? De telles questions ne devraient jamais être minorées dans les rapports de partenariat. En l'occurrence ici, ni le REJA, ni ASB ne sont à l'abri d'une telle interpellation. Comment les ressources des autres – l'argent mais aussi les idées – les travaillent-ils ? A quoi et à qui les soumettent-ils, éventuellement à leur insu, sans qu'ils y songent ?¹⁷. Ces

16- Pour lever toute équivoque ici, nous ne déclarons pas que les élections n'étaient pas une cible honorable pour l'accompagnement par le CCFD ou les SGDF. Nous questionnons plutôt le fait que cette option électorale n'ait, apparemment, pas fait l'objet d'un doute, comme si elle s'imposait à l'évidence aussi nettement que le soleil se lève à l'Est, même au Burundi. Il nous semble que l'accompagnement gagne en pertinence quand il s'attache à interpellier les évidences. Dans le cas d'espèce, au Burundi, il n'est pas du tout définitivement acquis que le modèle de démocratie représentative promu à grand renfort de subsides internationaux annonce une sortie de crise. Il ne manque pas de raisons de penser, au contraire, que cette option puisse contribuer à moderniser les contradictions et impasses politiques qui assiègent le pays depuis des décennies. Comme nous le discuterons au chapitre 8, à notre avis, ce ne sont moins les réponses déjà construites qui devraient être privilégiées par l'accompagnement mais plutôt les questions et la recherche de réponses propres à soi. En l'occurrence, la démocratie est la réponse historique que l'Occident s'est inventée pour ses propres besoins, en rapport avec son histoire. Vaut-elle pour le Burundi ? Rien n'est moins sûr. Par contre, ce qui est certain, c'est que la question à l'origine de la démocratie, à savoir *grosso modo* comment gérer le pouvoir de manière à construire une paix qui garantit l'équité et la prospérité pour tous et chacun, est une question qui a une réelle pertinence au Burundi en 2011. L'accompagnement ne devrait-il pas aider, fût-ce modestement, disons même à la marge, des Burundais à affronter créativement, en valorisant leurs propres ressources culturelles et historiques ?

17- Par exemple, lors de notre passage, des responsables scouts burundais s'apprêtaient à voyager au Sénégal. Sauf erreur, leur voyage était pris en charge par des instances étrangères. Il était aussi pour l'essentiel organisé

questions, nous nous empressons de le dire, n'appellent en aucune manière des réponses faciles. Mais, selon nous, elles pourraient enrichir significativement la trajectoire et les pratiques d'accompagnement. Du moins d'après ce que nous avons vu et entendu au cours de notre bref séjour au Burundi.

Sur un plan plus pratique, nous nous sommes demandés comment, à travers ce projet et à la faveur de l'accompagnement, les partenaires burundais ont pu renforcer leurs capacités de financement propre ? Une telle question a-t-elle fait suffisamment l'objet de réflexion lors des interactions entre partenaires ?

6.3. Un accompagnement de qualité

Ne nous méprenons pas sur la portée des questions et réflexions que nous soulevons ci-dessus : l'accompagnement mené par le CCFD et SGDF est exemplaire. Un examen, même distrait, met tout de suite en évidence la qualité de l'engagement de tous ceux et de toutes celles qui y ont pris part, à des titres divers. Si nous pouvons soulever des questions aussi incisives, et parfois inconfortables, c'est justement, paradoxalement, parce que l'accompagnement a été remarquable.

par ces instances étrangères. En fait, semble-t-il, les Burundais n'y ont rien financé. Au fait, pourquoi ? Pourquoi même trouve-t-on naturel, au Burundi, que les scouts Burundais ne financent rien ? La question été posée. Elle est restée sans réponse. Du coup, nous nous sommes demandé de quel mandat de qui les représentants burundais étaient porteurs ? Dans quelle mesure se sentent-ils réellement partie prenante de ce à quoi ils prennent part s'ils n'y ont engagé ni moyens, ni concepts ? Ce voyage n'est qu'un exemple pris au hasard. En l'occurrence, c'est peut-être un mauvais exemple car nous ne connaissons rien de cet événement ni de son contexte. Nous nous en servons pour soulever une question : celle de l'effet des moyens des autres sur les capacités propres des acteurs, en particulier leur autonomie et la structure de leur engagement.

7

Exploration des effets

Disons immédiatement que nous n'avons ni les moyens, ni le temps, pour investiguer *rigoureusement* les effets du projet. Nous parlons donc prudemment ici d'une *exploration*, suggérant ainsi que les effets que nous évoquerons ci-dessous sont ceux qui ont attiré notre attention comme *possibilité* mais dont la tonalité, la substance, la portée et la pénétrance doivent encore être analysées factuellement. Il s'agit donc d'effets qui ont probablement pris place mais dont nous ne pouvons pas démontrer formellement la trajectoire.

Même s'il subsistera toujours un doute, tant sur leur existence que sur leur ampleur, leur exploration dans le cadre de cette évaluation, avec toutes ces limites, paraît cependant absolument inévitable dans la mesure où c'est sur la base du développement de tels effets qu'une prolongation des efforts initiés par le projet peut être envisagée.

Il existe toutefois une autre raison pour s'intéresser sérieusement aux effets, à vrai dire quelle que soit sa marge de manœuvre : en matière de projet de développement, les effets délimitent le plus souvent sa raison d'être ultime. La question clef qui se pose clairement ici est donc celle-ci : que produisent les résultats poursuivis par ce projet dans la société où il est mené ? Autrement dit, après les résultats, dans leur sillage immédiat, que ces résultats soient attendus ou non, peu importe, que se passe-t-il, qu'est-ce qui change dans la société ? Il va sans dire que, pour des structures comme le CCFD, et sans doute aussi les SGDF, de telles questions sont tout à fait fondamentales.

Dans cette section, nous explorerons les effets sous cinq angles : (1) effets sur les acteurs ciblés, les jeunes, (2) effets sur les structures qui ont mené le projet, (3) effets sur le milieu où il a été réalisé, (4) effets sur les institutions, (5) effets sur les partenaires au Nord, CCFD et SGDF.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, précisons en deux mots *ce qu'on veut dire par effet*. Pour nous, un effet désigne tout résultat survenant dans le sillage direct d'un autre résultat et/ou de l'action qui a produit ce résultat. En somme, c'est le résultat au temps T2 d'un ou plusieurs résultats (R_{T1}) survenus au temps T1 ou alors de l'action (A_{T1}) qui a généré ces résultats R_{T1} , ce qu'on écrit en formellement :

$$[A_{T1} \approx R_{T1} \Rightarrow R_{T2}]$$

On fait quelque chose au temps T1 et, plus tard, au temps T2, il en découle quelque chose de plus ou quelque chose d'autre qu'on n'attendait d'ailleurs pas forcément. Cette définition, volontairement simplifiée ici, a l'avantage de situer les effets dans le domaine des réalisations, matérielles ou immatérielles, peu importe, et donc dans le domaine des observables (un effet, ça se voit, ça se sent, ça se ressent,... on peut le nommer, on peut en parler, et donc on peut en discuter).

7.1. Effets sur les jeunes

Principales cibles du projet, on s'attend à ce que les résultats qui les concernaient aient développé des effets sur les jeunes. D'une manière ou d'une autre. Nous en soulignons quelques-uns ci-dessous, ceux qui, selon nous, sont parmi les plus déterminants.

7.1.1. Le "travail des messages" et le paradoxe de l'embrigadement

A quelles conditions l'embrigadement soigne-t-il l'embrigadement ?

En règle générale, les messages de paix et de réflexion citoyenne sont passés efficacement. C'est un des acquis les moins discutables du projet. Ils ont été compris, assimilés, même rediffusés et parfois amplifiés en bout de chaîne par les PE. Sinon tous les messages, en tout cas la plupart et certainement les plus importants, ceux qui charpentaient véritablement les 7 grands modules du manuel. Mais ont-ils pour autant été (ré)appropriés ? Ont-ils poursuivi leur itinéraire de transformation dans la conscience des jeunes qui les ont adoptés ? Ici nous parlons du "travail des messages" sur ceux qui les reçoivent. Dans quelle mesure et en quoi ont-ils affecté les jeunes dans leur vie de tous les jours *après* les élections ? Autrement dit, les jeunes récipiendaires ont-ils fait plus, ou autre chose, avec les messages auxquels ils ont été exposés et qu'ils ont repris à leur compte ? Au service de quels changements ont-ils mis ces messages ? En clair : les jeunes se sont-ils contentés de prendre les messages comme ils les ont reçus, dans le cadre et pour l'usage pour lesquels ils ont été conçus, à savoir les élections ? Ou bien ces messages ont-ils poursuivi leur chemin dans leur conscience de manière à les influencer dans des situations ou circonstances autres que le strict cadre conjoncturel des élections ? On se demande par exemple dans quelle mesure les jeunes les ont-ils mobilisés dans les scènes ordinaires de leur vie quotidienne, au quartier, en famille, à l'école, dans les associations, dans les collines, avec les copains ou les copines... ?

La question est importante. En effet, les messages privilégiés dans le dispositif en cascade avaient pour la plupart une portée qui allait bien au-delà du simple cadre électoral. On s'attend donc à ce que les jeunes fassent le lien entre de tels messages avec ce qu'ils vivent tous les jours dans les quartiers ou

***L'embrigadement soigne-t-il l'embrigadement ? Peut-on chasser l'embrigadement dans des milices ou des jacqueries par de l'embrigadement pour la paix ? ...
Le véritable défi, c'est se libérer des logiques et dynamiques d'embrigadement !***

les collines. C'est dans ce sillage que des effets peuvent être attendus. Or, de manière générale, les entretiens et discussions que nous avons eus tout au long de notre mission ne permettent pas de confirmer catégoriquement cette possibilité. A plusieurs reprises, des jeunes ont laissé entendre que certains messages avaient été rapatriés dans leur vie pour affronter des situations qui n'ont rien à voir avec les élections. Mais ce transfert est aujourd'hui encore marginal (certains jeunes, certaines

circonstances). Il désigne cependant un vaste potentiel de développement en ce sens que beaucoup de messages attendent d'être élargis et de poursuivre leur œuvre transformatrice au-delà du strict cadre électoral.

En prenant du recul sur cette situation, il apparaît que le "travail des messages" est véritablement un enjeu essentiel dans ce projet. Cela d'autant plus qu'il est implicitement exposé à un vrai paradoxe : le projet vise fondamentalement à neutraliser l'embrigadement des jeunes dans des jacqueries, il lutte contre l'embrigadement aveugle des jeunes dans des milices partisans et violentes ; mais le dispositif en cascade du projet, du moins tel qu'il a été en général interprété par les jeunes qui l'ont mis en œuvre, semble reposer lui-même entièrement sur un principe d'embrigadement. Sauf qu'ici l'embrigadement se met au service de messages pacifistes ou plus largement éducatifs¹⁸. En somme,

18- Pour éviter tout quiproquo, soulignons cependant que les concepteurs du projet n'avaient pas en tête la perspective d'un "embrigadement", en aucune manière. A vrai dire, dès le départ, ils semblent qu'ils avaient clairement à l'esprit qu'il convenait de formuler le dispositif sous la forme de questions

les jeunes ciblés, du moins dans les mots qu'ils ont utilisés pour rendre compte de leur expérience avec le projet, livrent l'impression qu'ils ont été embrigadés dans des structures et des actions de paix pour lutter contre l'embrigadement dans des aventures violentes. Mais, fondamentalement, la logique d'embrigadement reste la même : tel que les jeunes ont déclaré avoir vécu la situation, le projet aurait utilisé l'embrigadement pour lutter contre l'embrigadement. Or, le problème de fond, c'est la disponibilité des jeunes, sinon leur promptitude, à se faire embrigadés pour des causes douteuses. C'est certainement là un des phénomènes les plus frappants dans la vie sociale des quartiers ou des collines. Cette facilité à se faire embrigader explique en partie la gravité des événements qui ont perturbé le pays par le passé et qui le menacent encore aujourd'hui.

Pour briser ce paradoxe, "le travail des messages" acquière évidemment une grande importance, puisque c'est précisément lorsque les messages sont mis au travail, c'est-à-dire lorsqu'ils sont appliqués dans des cadres nouveaux, propres aux jeunes, indépendants de leur contexte d'énonciation (ici les élections) que la logique d'embrigadement se retrouve entravée et, on l'espère, neutralisée. Pourquoi ? Parce que, alors, les messages travaillent la conscience des jeunes qui les intériorisent de telle sorte qu'ils deviennent une structure du comportement de ceux qui les adoptent. Lorsqu'ils sont intériorisés, les messages perdent leur propriété de message : les mots, les représentations qui les caractérisent deviennent des structures comportementales¹⁹. Concrètement, les messages deviennent des comportements lorsqu'ils sont transformés en réflexes généralisés à toute situation (c'est-à-dire lorsqu'ils ne se limitent pas seulement aux situations désignées dans les formations, par exemple ici les élections, mais qu'ils deviennent une référence active dans d'autres contextes de vie). Aujourd'hui, à l'analyse des échanges avec les jeunes, il semble que le "travail des messages" ne fait que commencer, ce qui est, soulignons-le, un effet remarquable dans la mesure où ce genre ne se soupçonne pas forcément toujours dans ce type de programme. Si aujourd'hui, peu de jeunes parviennent à établir un lien concret et direct entre ces messages et d'autres situations de leur vie quotidienne en dehors du contexte électoral, la possibilité a été ouverte. La route sera évidemment encore longue pour qu'ils deviennent nourriciers d'effets durables de transformation sociale.

7.1.2. Effets sur les représentations des jeunes

Les *effets sur les représentations des jeunes* a également retenu notre attention. Deux éléments nous ont frappés régulièrement. Les jeunes, sinon tous, au moins une proportion non négligeable de ceux que nous avons rencontrés, semblent avoir commencé à développer *une autre image d'eux-mêmes*. A la suite des travaux menés par le projet, ils se découvrent acteurs sur une scène locale où, non seulement, chacun occupe une place mais aussi où chacun peut jouer un rôle et, à travers, ce rôle influencer le cours des choses. Ce fût pour beaucoup une découverte marquante : découvrir qu'on n'est pas seulement là "comme ça", agi par les autres qui y étaient avant soi, ou qui sont plus forts que soi, mais qu'on peut soi-même agir et prendre un rôle, *son* rôle. Un PE de Bukeye l'a formulé d'une manière limpide : *"J'ai senti que je devenais quelqu'un chez nous"*. Une autre découverte découle directement de ce glissement identitaire : le milieu de vie local est fondé sur des rapports de force qui ne sont en rien donnés une fois pour toute. Les gens peuvent agir sur le cours des choses. De surcroît, sans forcément recourir à la force brutale. D'autres représentations, auparavant intangibles, ont été "remuées" et ainsi mises en mouvement : les autorités et les chefs. Plusieurs jeunes ont découvert que les autorités ont un mandat, sinon un travail à faire. Elles n'incarnent pas la force pure, elles sont le corps d'une fonction sociale qui leur est attribuée par la société et qui est nécessaire à son fonctionnement. La déconstruction de la représentation autoritaire et naturelle des autorités locales a été considérablement soutenue par le module sur suivi des élus et de leurs promesses électorales. *"On a appris à regarder les politiciens. Pas seulement pour ce qu'ils donnent. On a écouté ce qu'ils disent,*

plutôt que de messages affirmatifs. Cependant, c'est dans le feu de l'action, en prise avec les impératifs du calendrier et la nécessité d'une conception rapide, que l'option de formuler des messages s'est imposée de fait.

19- Dans des termes mieux choisis scientifiques, on dira qu'ils glissent du champ symbolique au champ pragmatique.

ce qu'ils veulent faire de bien pour le pays ou la commune", comme l'a clairement dit un JA de Mbuye. Les JA et PE ont pour la plupart découvert à ce moment là que les élus étaient liés à ceux qu'ils représentaient et qu'ils avaient des comptes à rendre. *Non pas sur ce qu'ils sont mais sur ce qu'ils font !* Une véritable découverte pour les jeunes qui les conduit à percevoir autrement leurs autorités : non plus à travers la peur qu'elles inspirent ni la puissance, ou plus exactement la capacité de nuisances qu'elles convoquent, mais par le biais de ce qu'elles font en tant qu'autorités locales dans l'espace de vie, le quartier, la colline ou la commune.

Gardons les pieds sur terre : ces effets sont aujourd'hui modestes et à vrai dire ils ne font seulement qu'affleurer comme potentialité, comme des traces sur le passage du projet. Cela étant, de telles traces soulignent le potentiel de transformation réel qui a été déployé et qui, selon nous, reste en attente, un peu comme une semence qui attend une pluie.

7.1.3. Effets sur les comportements

Nous avons déjà discuté de l'hypothèse d'une liaison entre message et comportements au point 4.1.5. Selon nous, il est aventureux aujourd'hui de prétendre que le projet aurait eu pour effet de transformer le comportement des jeunes avec qui il a collaboré. Il a sans doute agi sur le discours que les jeunes peuvent tenir à propos de comportements violents, notamment les leurs, mais rien ne permet d'affirmer sur cette seule base que les comportements eux-mêmes aient été significativement affectés. Au point 4.1.3, nous avons longuement parlé de l'effet de dire "Non" quand on pense "Non", dire "Oui" quand on pense "Oui". Nous avons mis en avant la possibilité que ce travail puisse avoir libéré une activité d'argumentation et que, en outre, il puisse par ce biais contribuer à la construction d'un espace politique local. Une fois encore, même si nous ne pouvons pas ici nous prononcer sur la profondeur de cet effet dans les communes où le projet a travaillé, le simple fait que de tels effets puissent apparaître comme une possibilité est en soi déjà un résultat d'une grande portée à mettre à l'actif des équipes de terrain et qui, selon nous, peut avoir une réelle importance pour la poursuite.

7.1.4. Tous les jeunes ?

Le projet a sans doute eu un effet sur les jeunes. Sur tous les jeunes quels qu'ils soient ? Jeunes garçons, jeunes filles ? Des villes, des campagnes ? Jeunes scolarisés, jeunes non scolarisés ?... Autrement dit, on se pose ici la question de savoir si le projet a exercé une influence équivalente sur tous les jeunes quelles que soient leurs caractéristiques socioéconomiques ? Autant le dire tout de suite, nous n'avons pas les moyens de répondre à une telle question. Par contre nous pensons qu'il est essentiel de vérifier que les effets, positifs ou négatifs, ne se soient pas concentrés sur les mêmes catégories de jeunes. Cette préoccupation catégorielle a-t-elle été suffisamment prise en compte ?

7.2. Effets sur la sociétés locales et les situations

7.2.1. Le projet a-t-il pacifié les communes au moment des élections ? Concrètement, a-t-il réduit de manière sensible le nombre, l'étendue et la violence des incidents survenus entre citoyens ou groupes lors des élections de 2010 ? Voilà certainement un des effets les plus attendus²⁰. Sinon le principal. Pour répondre sans trop s'aventurer, il aurait fallu procéder avec rigueur, c'est-à-dire factoriellement (identifier et isoler soigneusement des facteurs discriminants) et comparativement (mettre en perspective des communes où le projet a mené des activités avec d'autres où il n'était pas présent, confronter méthodiquement des acteurs touchés par le projet avec d'autres qui ne l'ont pas été), ce qui n'a pas été fait, faute de moyens, faute de temps. A défaut de pouvoir répondre à cette question, on

20- Si la comparaison porte avec les élections de 2005, la réponse ne fait aucun doute : de manière générale, il y a eu beaucoup moins d'incidents violents et notamment de façon notoire dans les communes où le projet s'est investi en 2010. Tous les acteurs du développement, nationaux et internationaux, mais aussi le Gouvernement au pouvoir avant les élections de 2010, n'ont pas ménagé les efforts pour prévenir les violences.

peut en poser une autre, moins ambitieuse : dans quelle mesure a-t-il *contribué* à pacifier les communes ? Sensiblement, de manière générale. Du moins si on accepte de se ranger sur l'opinion des acteurs rencontrés. Comment ? En étayant les messages et efforts menés par d'autres organismes et qui allaient dans le même sens. En mobilisant directement – et activement – des jeunes tant en milieu urbain que rural. En irriguant les sociétés locales de postures et de messages pacifiant et conçus spécifiquement pour déclencher des réactions ou comportement pacificateurs. En déclenchant des situations de questionnement et de réflexivité parmi les jeunes adultes qui représentent par excellence une population à risque. En faisant de la paix et de la non violence un objet explicite de discussion entre jeunes dans les milieux de la vie ordinaire (quartier, colline, famille, milieux scolaires ou associatifs,...).

7.2.2. D'autres effets à caractère général, que beaucoup attendaient avec ferveur, concernent l'action sur les résultats même des élections et sur leur déroulement : les partis et élus défendant le *programme* le plus consistant, ou le plus constructif, ou le plus réaliste, ou le plus innovateur, ou le plus attentif aux préoccupations des jeunes,... ont-ils remporté la faveur des électeurs des zones où le projet a mené ces activités ? Les zones impliquées dans le projet ont-elles bénéficié d'un *surcroît de jeunes élus* (en lien avec un mot d'ordre du projet "se faire élire") ? La *participation électorale*, notamment celle des jeunes, a-t-elle été significativement meilleure dans les zones du projet (en liaison avec le mot d'ordre "élire") ? Nous ne possédons pas les données qui permettent de répondre à de telles questions. Nous ne sommes d'ailleurs pas certains qu'ils soit facile de les produire²¹. Les mêmes raisons que celles mentionnées précédemment nous obligent à rester prudents. Nous ne pouvons que répercuter l'avis des acteurs rencontrés, avec toute la marge d'incertitude requise : une majorité déclarent que de tels effets sont plausibles, d'autres plus affirmatifs en sont persuadés. Nous ne prendrons pas position, faute d'arguments décisifs.

7.2.3. Par contre, nous avons relevé d'autres effets, plus subtiles, moins directs et, de ce fait, moins susceptibles d'être contaminés par les ferveurs, mais, à notre avis, sans doute plus déterminants en termes de changement social et politique. Même si, une fois encore, il nous est impossible de les quantifier, le simple fait de les identifier, et surtout d'en faire un objet de discussion explicite, représente déjà en soi un résultat porteur de promesses. Cinq de ces effets ont particulièrement retenu notre attention, du fait de leur centralité dans la société burundaise : les effets sur le régime de la peur, le développement de pratiques argumentatives, l'élargissement des interfaces de proximité, l'incursion de rapports symétriques au sein des cellules familiales et la contribution à la "débalkanisation" de la société civile.

7.2.4. *Effets sur le régime de la peur*. Ce n'est un secret pour personne : au Burundi, on a affaire à des sociétés locales, tant rurales qu'urbaines, où tout le monde contrôle tout le monde, laissant peu ou pas de place à l'initiative individuelle ou micro-collective. En pratique, toute entreprise qui sort un tant soit peu de l'ordinaire est facilement susceptible d'être interprétée comme une tentative de sédition. La délation est une réalité banale. Pour reprendre les termes exacts de l'un des formateurs communaux, "la peur l'un de l'autre est peut-être ce qui nous réunit le plus". Des jeunes ont aussi donné leurs idées à ce sujet : "Chez nous, tu te sens forts quand tu as des ennemis. Tu peux parler, tu dit que c'est eux qui ont fait ça. Toi alors tu te sens forts. Mais tu as peur aussi. Les ennemis te font peur". La place nous manque pour approfondir ce point clef²². Retenons seulement ici que la peur est, probablement, à la racine d'un certain nombre de comportements, attitudes ou pratiques qui génèrent ou naturalisent la violence. Elle en est sans doute un des soubassements les plus solides. A force d'être sous tension, de ne pas pouvoir s'exprimer ou agir l'âme en paix, on en arrive à brutaliser. Car la violence a ceci de

21- Les données disponibles auprès de l'Assemblée Nationale ou de la CENI invitent au mieux à faire quelques inférences, mais rien qui permet de conclure.

22- Les dynamiques identitaires vont-elles dans le sens de se créer des ennemis pour exister à ses propres yeux ? Quelque chose comme "J'ai des ennemis, j'ai peur mais aussi je fais peur, donc j'existe ?". Voilà une des pistes riches à investiguer avec les jeunes des quartiers de Bujumbura.

paradoxal : elle apaise celui qui la pratique, elle calme sinon soulage celui ou celle qui frappe, générant un curieux surcroît de tranquillité intérieure.

7.2.5. *Développement de pratiques argumentatives.* Nous en avons déjà parlé au point 4.1.3. La diffusion de pratiques d'argumentation dans la société locale avec l'aide indirecte du projet, d'abord entre les jeunes eux-mêmes, ensuite dans une moindre mesure, par extension, dans leurs espaces de proximité, la cellule familiale par exemple, figure parmi les effets potentiels les plus pertinents du projet. Leur potentiel de transformation sociétale est consistant. La question qui se pose à présent est celle de savoir comment construire leur expansion dans le cas où une poursuite est envisagée.

7.2.6. *Elargissement des interfaces de proximité.* Indirectement, si on prend au sérieux les propos des PE et JA, mais aussi ceux des FC rencontrés, le projet a fourni de multiples occasions pour que les jeunes et leurs associations entrent en relation avec les autorités locales. Bien sûr, lorsque des problèmes ou incidents surgissaient, mais pas seulement. Un des effets du projet, certes peu spectaculaire, réside dans l'intensification des relations entre des familles d'acteurs qui ne sont pas naturellement disposées à communiquer entre elles, moins encore à collaborer. Or, que ce soit à Bujumbura ou dans les provinces, fût-ce pour des raisons purement opérationnelles, les autorités ont été touchées. Un des effets probables de ces contacts intensifiés tient au changement de l'image que ces autorités se font des jeunes et de leurs structures. Il semble, par exemple, que certaines d'entre elles aient découvert le rôle pertinent de tels acteurs sur la scène du développement local, alors qu'auparavant ils étaient ignorés sinon même identifiés comme des gêneurs potentiels.

7.2.7. *Incursion de rapports symétriques au sein des cellules familiales.* Ce sont les PE et les JA qui ont régulièrement attiré notre attention sur ce point. Les échanges n'ont pas seulement eu lieu entre les pairs, entre les jeunes eux-mêmes, mais aussi entre ces jeunes et leurs parents ou aînés. Ils ont pris des formes diverses mais notamment celles d'échanges qui aboutissaient fréquemment à des discussions de fonds sur les questions électorales. Les jeunes ont souligné que leurs parents les avaient écoutés avec grand intérêt et que, tout comme les jeunes eux-mêmes, ils avaient découvert une série de dispositions nouvelles propres à éveiller leur intérêt pour les élections et, plus largement, pour la vie politique locale. Mais plus important que le contenu des échanges, c'est leur forme, celle d'échanges où les rapports de place passaient au second plan, supplanté par l'importance et l'intérêt des échanges. Ainsi, indirectement, le projet a promu l'expérimentation de situations de communication symétrique, ce qui est, insistons, d'une réelle originalité dans les familles burundaises, spécialement en zone rurale. Pourquoi est-ce digne d'intérêt au point que nous le répertorions parmi les effets significatifs ? Parce que la possibilité même d'avoir des rapports symétriques figure parmi les conditions du développement de dispositifs participatifs et, plus largement, d'une culture politique qui aménage une place au citoyen et pour l'action citoyenne. Si les jeunes découvrent qu'il est possible de déployer en famille des rapports symétriques, là où ce n'est pourtant pas habituel, ils auront moins de difficultés à envisager que ce soit possible à l'échelle de leur société, dans le champ politique.

7.2.8. *Contribution à la débalkanisation au sein de la société civile.* La synergie REJA / ASB a-t-elle fait des émules ? Nous ne pouvons pas l'affirmer. Par contre, elle interpelle à coup sûr. Tant à l'échelle nationale que provinciale ou communale. Pourquoi ? Parce que, somme toute, il n'est pas banal du tout que des organisations collaborent et se coordonnent autour des mêmes finalités, même celles qui opèrent dans un même champ d'action. La compétition ou l'ignorance mutuelle est la règle générale. Même dans les plateformes, fora ou réseaux, au-delà des discours convenus. Or, en matière de changement social et politique, le changement d'échelle ne se déploie que si, précisément, des convergences opèrent. Que s'il y a agrégation d'effets. C'est pourquoi, bien que nous ne pouvons pas le démontrer, ni l'étayer formellement, nous pensons que la synergie, en tant que telle, du simple fait qu'elle a fonctionné concrètement, et visiblement aux yeux de nombreux acteurs extérieurs, n'a pas laissé indifférent. Elle démontre pratiquement que, non seulement une coopération de terrain est possible entre des structures proches par le public cible et par les finalités, bien que différentes sous de nombreux angles, mais qu'en outre elle est vraiment porteuse d'un surcroît d'efficacité et de pertinence.

Cette possibilité là n'est pas passée inaperçue, ni ne reste, selon nous, sans effet, fût-ce seulement en imposant la force d'un exemple réussi ("*C'est possible, d'ailleurs le REJA et ASB l'ont déjà montré avec leur projet EIDHR...*"). En tant que tel, voilà un résultat qui requière l'attention.

7.3 Effets sur les institutions

Ce domaine n'a pas été véritablement approché. On soulignera ici que les travaux avec les jeunes ne se limitent pas aux jeunes, ils affectent aussi en amont, potentiellement, les parents et, par ce biais, indirectement, le fonctionnement de la cellule familiale. Les institutions locales, la commune, le travail des autorités ont-elles été affectées par le projet ? Faute d'avoir rencontré ces acteurs, il est bien difficile de se prononcer. Mais il est certain que si le projet devait se prolonger, d'une manière ou d'une autre, il devrait placer les institutions de proximité dans son collimateur.

7.4. Effets sur le REJA et l'ASB

En échangeant avec les membres de ASB et du REJA, nous avons pu mettre le doigt sur une série d'effets internes. Sans prétendre les voir tous repérer, sans pouvoir non plus les pondérer de manière formelle, en voici tout de même quelques-uns parmi les plus nets :

- Le projet a intensifié la *formalisation*, notamment par un recours plus systématique à des rapports écrits ("*On a développé une culture de l'écrit... Vous savez, chez nous, on est dans une société orale, on n'a pas l'habitude de mettre par écrit*", selon un responsable de ASB). L'écriture a entraîné au moins deux conséquences : un développement de la réflexivité et, dans son sillage, le développement de la réflexion sur le travail entrepris ("*On se pose plus de questions, par exemple on se dit "Oui, bien, pourquoi j'ai fait ça ainsi ?",...des choses de ce genre*", pour reprendre les mots d'un responsable de ASB).
- La *communication* au sein des structures s'est systématisée. Du fait des dispositifs de restitution, chacun a le sentiment d'être mieux informé et davantage concerné.
- Des *outils nouveaux* ont été créés pour travailler en équipe, des rapports narratifs par exemple. "*En fait, c'est plus fort que ça, c'est l'idée que pour chaque travail, on peut avoir un outil spécifique. Avant le projet, on ne voyait pas les choses aussi clairement que ça. Maintenant, c'est devenu une question : on doit faire quelque chose, est-ce qu'on a un outil pour bien le faire ?*" (un responsable de ASB). Un responsable du REJA ajoute : "*Avant on pilotait à vue, sans outils de suivi et de gestion,... ça marchait mais on ne savait pas bien comment, on n'était pas certain. Les outils aident à réfléchir sur le travail qu'on fait, les termes de références, les PV de réunion, les canevas de programmes convenus à l'avance, ça aide à expliquer ce qu'on fait*". En réalité, le fait décrire un rapport et de penser qu'il sera lu par les collègues comporte *de facto* un potentiel de développement de l'esprit d'équipe, ce qui n'est pas anecdotique²³. Indirectement, le dispositif mis en place pour piloter le projet a contribué à décloisonner le travail.
- La *rigueur* est devenue petit à petit une préoccupation qui pousse à vérifier, à rechercher un surcroît d'informations, à demander conseil,... Une manière de sentir cette évolution se manifeste par le développement d'une pensée gestionnaire (formuler des résultats, vérifier les résultats attendus, estimer et interpréter les écarts de réalisation, interroger ce qu'on a fait et voir comment on pourrait mieux faire,...). Un responsable de REJA précise que "*sans doute les jeunes aussi ont gagné cet apprentissage, par exemple les JA, on leur demandait de rédiger des rapports, ils ont été surpris au départ mais beaucoup ont fait ce travail. La rigueur arrivait chez eux aussi*".
- Les deux associations ont découvert, non seulement qu'elles avaient *de facto* une *fonction politique*, quelles que soient d'ailleurs leurs options stratégiques ou leurs activités, mais en outre que cette fonction devait être clairement travaillée, pour que son exercice ait vraiment valeur pour le

23- Un des facteurs de motivation au travail réside justement dans le sentiment d'appartenir à un collectif de travail qui n'est pas indifférent à ce qu'on fait ou ne fait pas.

changement. Parce que *"si on n'y pense pas nous-mêmes, on peut être utilisés par d'autres sans le savoir..."* (un responsable de ASB). Lorsque sa propre dimension politique reste dans le domaine de l'impensé ou de l'implicite, on devient facilement, à son insu, complice de ses ennemis. *"Par exemple, la formation a une dimension politique qui peut avoir une influence sur la société"* (un responsable ASB).

D'un point de vue externe, le projet a eu pour effet direct de visibiliser les deux associations sur la scène institutionnelle burundaise (vis-à-vis des Ambassades, des agences d'aide bi- ou multilatérales, aux yeux des autres ONG de la place,...). Les deux associations estiment avoir sensiblement amélioré leur place au sein de la société civile burundaise, tant à Bujumbura que dans les provinces. Indirectement, l'effet de ce surcroît de visibilité et de reconnaissance est de rendre les préoccupations des jeunes plus présentes dans espaces de planification et plus "naturelles" dans les programmes (Comme un responsable du REJA l'a souligné, *"Maintenant, la question "Quelle est la place des jeunes dans votre programme ?" est devenue presque normale, on ne doit même plus insister"*). Sur un autre plan, la réalisation du projet a été l'occasion d'intensifier les contacts avec les autorités provinciales ou communales. Et donc de consolider la légitimité des associations.

7.5. Effets sur le CCFD et SGDF

L'idée que le projet ait pu *aussi* avoir des effets sur les partenaires français nous est venue tardivement. De sorte que, à vrai dire, en l'état actuel de notre connaissance, nous ne sommes pas capables de pointer du doigt de tels effets. Nous ne savons pas si effectivement on peut en identifier. Quoiqu'il en soit, la question en tant que telle mérite d'être soulevée. Et d'être renvoyée aux commanditaires de l'évaluation, le CCFD et le SGDF : qu'est-ce que le fait de travailler sur ce projet au Burundi a pu provoquer comme effets dans les manières ou finalités du travail en partenariat, quels effets sur le sens et l'orientation même à donner au travail d'accompagnement, quels effets sur l'organisation interne,...

A tout hasard, mais c'est purement spéculatif, nous pensons que l'action menée au Burundi illustre avec beaucoup de clarté au moins un aspect susceptible d'avoir un véritable impact sur le travail : ce que pourrait *concrètement* vouloir dire appuyer des partenaires dans la perspective, non pas de régler des problèmes, mais plutôt de déclencher des changements socio-politiques structureaux, c'est-à-dire des changements qui affectent les mécanismes mêmes qui font que la société fonctionne de telle ou telle manière. Les changements dont il est question ici ne portent plus sur les situations, ce ne sont plus des changements qui affectent les formes, les modalités ou les manières de faire ou d'être (appelons cela les *changements de premier ordre*), mais des changements qui touchent à la nature, à la logique même des régimes sociaux ou politiques (ce que nous appelons des *changements de second ordre*). Notre exploration des effets met en exergue cette perspective : quelles que ce soient les activités, à vrai peu importe leur configuration, à quelles transformations sociétales fondamentales le CCFD ou le SGDF participent-ils ? Notamment lorsqu'ils s'investissent au Burundi ?

Si nous posons cette question aussi frontalement, sans doute avec un arrière fond de provocation, c'est que, à notre avis, cette question reste largement ouverte. Et incertaine dans sa réponse. En dépit des réponses produites ici et là²⁴, il y a de la place pour approfondir la réflexion et lui conférer une portée plus délibérément politique.

24- Nous pensons, par exemple, en ce qui concerne le SGDF au projet Amahoro Amani en cours de relance, aux campagnes sur la thématique de la responsabilité ou de la citoyenneté conjuguée aux thèmes de la solidarité et de l'environnement.

7.6. Conclusions

Rien qu'à considérer la liste des effets, même s'il est de bon aloi de rester prudent sur leur occurrence et leur ampleur, tout en restant conscient de la dimension spéculative de ce chapitre, il convient de reconnaître que le projet a réussi à déclencher "quelque chose" qui retient l'attention et qui, sans doute, attire vraiment du respect. C'est à la lumière de tels effets, fût-ce seulement en regard de la possibilité qu'ils puissent se cristalliser et gagner en vigueur, que nous envisageons la pertinence d'une suite aux efforts investis en 2010. Une suite qui aurait justement pour ambition d'approfondir ou consolider de tels effets et ainsi leur permettre de prendre durablement racine dans les milieux où ils se sont manifestés. Cette perspective est raisonnable pour autant qu'on aménage suffisamment de temps, ce qui semble possible si on prend pour référence la période 2011-2015, dates des prochaines élections. Il est clair que le régime d'urgence dans lequel le projet a été réalisé n'était pas particulièrement favorable au déploiement de tels effets. Si, malgré tout, on a pu en observer des traces sensibles, c'est sans doute que le projet, à la manière d'un pionnier, a défriché un champ de possibilités intéressantes qu'il serait regrettable de laisser choir.

8

Perspectives & "Recommandations"

Dès le départ, nous avons insisté sur la nécessité de tirer des leçons en convoquant l'avenir. Nous avons donc été soucieux de dégager des perspectives avec les acteurs rencontrés dans le but de consolider les acquis, de les prolonger et, si possible, d'enrichir la palette des transformations sociales et politiques envisageables.

Dans cette dernière section, nous esquissons à titre exploratoire, en vue d'une éventuelle discussion par les acteurs concernés, de perspectives de poursuite. Nous répondons concrètement aux questions suivantes : faut-il poursuivre, pourquoi poursuivre, poursuivre en faisant quoi, pourquoi ça, poursuivre de quelle manière ?

Nous ne développons pas une proposition complète en vue d'une éventuelle poursuite, nous proposons plutôt des éléments qui pourraient y contribuer, d'où les guillemets dans le titre de ce chapitre. Si nous avançons ces quelques pistes, elles sont donc à prendre comme des ressources pour progresser plutôt que comme des recommandations *sensu strictu*. Soulignons tout de même que, dans ce dernier chapitre, nous demandons au lecteur une certaine disponibilité en l'invitant à sortir des sentiers battus.

8.1. Poursuivre ? Mais pourquoi alors ? Et dans quelle visée ?

Poursuivre ? Oui, sans aucun doute. Le projet EECJB, en dépit de ces limites, le temps qui manquait, les moyens financiers modestes, les capacités de gestion,... a initié "quelque chose" d'important. Mais "quelque chose" qui aujourd'hui reste inachevé. Et qui attend d'être continué et mené le plus loin possible. Le chapitre 7 ne fait aucun mystère sur ce "quelque chose" : le projet EECHB a réussi à créer un véritable potentiel d'action et de transformation sociétale. Un potentiel qui attend d'être consolidé et réalisé.

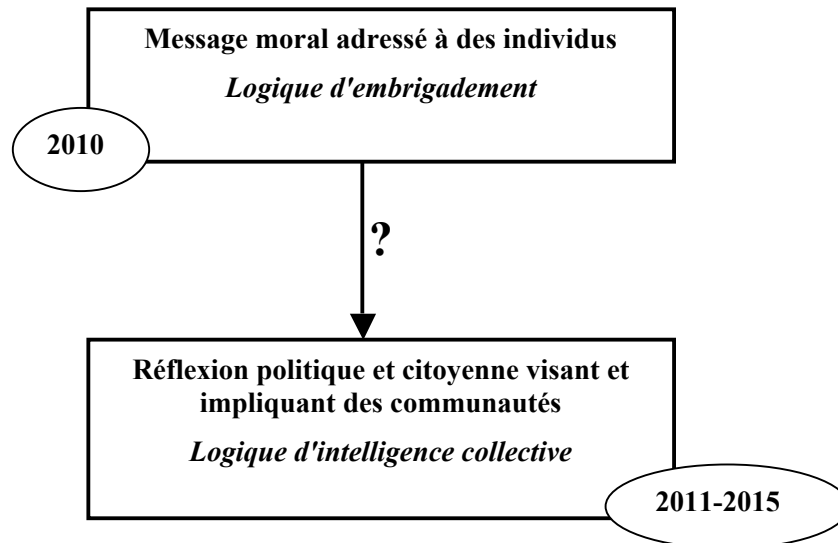
Les raisons pour poursuivre tiennent donc en deux mots : inachèvement et potentiel. La visée ultime n'en demande pas beaucoup plus : paix et changement sociétal. Ils étaient déjà au départ du projet. Ils gardent toute leur pertinence.

Cela étant dit, si le projet, selon nous, doit être poursuivi, absolument même, nous ne disons pas pour autant qu'il doit continuer en faisant la même chose de la même manière. Selon nous, un projet du même type, utilisant le même dispositif d'animation, promouvant les mêmes messages, épousant la même logique, n'a probablement pas beaucoup d'avenir. On doit en outre envisager qu'une forme opérationnelle de type "projet" au sens d'un dispositif de cofinancement du type de celui qui a été mis en œuvre en 2010 puisse devenir un obstacle contre la réalisation du potentiel qui a été révélé.

8.2. Un changement de logique

L'expérience de 2010 conduit à un nouveau défi et en même temps confirme la richesse d'un nouveau champ d'expérimentation : il s'agit de progresser d'une démarche qui a l'allure d'une sensibilisation

individuelle (des messages de paix adressés à des individus dont on attend qu'ils changent leur comportement) à une perspective de construction d'une intelligence politique collective (activer et vivifier un processus de réflexion politique et citoyenne à grande échelle qui rend les individus acteurs de leur avenir et bâtisseur de leurs conditions d'existence)²⁵.



En réalité, comme nous en avons déjà parlé au chapitre 7, ce sont les dynamiques d'embrigadement qu'il faut neutraliser si on veut construire durablement la paix. La voie la plus sûre pour y parvenir consiste, selon nous, à *construire des capacités de réflexion critique et créative au sein des communautés*. Une des façons d'y contribuer consiste à développer de telles capacités chez les jeunes qui seront les citoyens actifs de demain. De cette manière, on peut envisager de transformer la promptitude des jeunes à se faire embrigader dans des aventures grégaires en disposition collective (mobilisation ?) à se mettre au service de dynamiques de construction citoyenne dans lesquelles ils y trouvent leur compte sans prendre les armes.

8.2.1. En pratique, cela veut dire quitter les logiques de transfert descendant (des messages à diffuser et assimiler) pour s'engager à *disséminer des postures analytiques et réflexives* (décrypter, comprendre, agir : construire des idées, les partager et les mettre à l'épreuve dans sa vie et dans sa localité). Ce changement de perspective décale aussi le centre de gravité de l'action : celle-ci ne se décline plus à partir d'un centre de gens *"qui savent ce qui est bon"*, un centre qui produit des messages à diffuser, elle invite à emboîter le pas d'une logique décentralisée : ce sont alors chacun et chacune, tous et toutes, qui sont invités à réfléchir et à s'expliquer pour déterminer ce qui est juste, bon et désirable d'une part et, d'autre part, pour s'entendre sur la meilleure manière d'y parvenir pour le mieux être de tous et de chacun. En somme, il s'agit de passer d'une logique d' "action éclairée" (appliquer ce qu'on nous a appris) à une logique de "recherche-action" (essayer voir si "ça marche" ce qu'on a collectivement imaginé et testé).

8.2.2. *Politiser la construction de la paix*. La paix ne se développe pas par des messages qui travaillent les attitudes individuelles, mais en changeant les conditions sociales, politiques, économiques, qui poussent les gens à se révolter. Certes, dans une stratégie de long court, des messages de paix tels que ceux que le projet a diffusés trouvent une place. Par exemple pour amorcer un processus. Dans le contexte de 2010, en voyant le projet comme un point de départ, c'était un choix tactique de qualité. Il fallait, en peu de temps, avec peu de moyens, prévenir des dérives violentes. Ou du moins y

25- Les échanges avec les promoteurs français du projet indiquent que cette conception ne leur est pas étrangère. Toutefois, dans le contexte d'urgence du projet, il semblait difficile de la valoriser pleinement. De façon générale, elle rencontre les préoccupations politiques du CCFD et des SGDF.

contribuer. Nous avons vu au chapitre 7 que cette option s'est révélée prometteuse en produisant des effets collatéraux de grande valeur pour l'action de changement. Toutefois, dans une perspective temporelle qui envisage l'action sur plusieurs années, dans un contexte où il n'y a ni élection, ni tensions civiles en vue, l'option des messages de paix *sensu strictu* perd sa pertinence et risque même de détourner les énergies des véritables enjeux et de gripper les leviers du changement. Dans le Burundi d'aujourd'hui, ce sont la précarité, la pénibilité des conditions de vie matérielle, l'absence de perspectives qui rendent les jeunes si prompts à la violence. La sauvagerie et la guerre sont la conséquence directe d'une impasse économique conjuguée à une structure démographique qui fait que deux Burundais sur trois a moins de 30 ans et leur avenir devant eux.

En soutenant que la violence dérive, non pas de comportements inadéquats perpétrés par des individus mal éduqués, mais d'un contexte social, économique et politique gravement dégradé qui pousse ces individus au désespoir, on défend la perspective suivant laquelle, d'une manière générale, *la paix ne devrait pas être une finalité mais un résultat !* En pratique, une telle option exige de prendre ses distances avec les pratiques de communication non violente "à l'américaine" (style Rosenberg). De telles pratiques, mises en œuvre isolément, en dehors d'une réflexion politique, créent l'illusion, à notre avis dangereuse, que *"la paix, ça dépend de moi seul et de mon comportement" (... parce que je le veux bien...)*. Or, les gens ne sont ni mauvais ni violents *naturellement*, ils le deviennent quand leur vie devient invivable et leurs conditions insupportables. Selon nous, les approches qui font peser la charge de la paix sur les seules consciences sont insuffisantes pour bâtir une paix durable²⁶.

Dans ce cadre là, politiser la construction de paix signifie donc, à nos yeux, "travailler" avec les jeunes sur les conditions sociales, politiques et économiques qui rendent la paix précaire et leur vie si difficile, sans parler de leur avenir. Travailler avec les jeunes là où ils vivent. Avec ceux et celles avec qui ils vivent. Toute la question, qui reste largement ouverte, consiste à savoir comment, concrètement, le faire sachant qu'on n'a pas particulièrement pour modèle Che Guerra, Trotsky et consorts.

8.3. Poursuivre, oui mais en faisant quoi ? Quoi d'autre, quoi de plus ?

Nous n'avons pas le mandat de monter de toute pièce une stratégie, moins encore un programme. Par contre, nous pouvons mettre le doigt sur des éléments essentiels qui gagneraient, selon nous, entrer ouvertement en ligne de compte pour construire une poursuite.

8.3.1. Mener une *analyse du contexte burundais*. En particulier, une analyse socio-politique mais aussi économique. Certainement économique. Nous l'avons rapidement compris : les jeunes ne comprennent pas l'économie, ni les logiques politiques dans lesquelles ils sont encastrés, ils n'en sentent que les effets. Les aider à mettre des mots, des questions et des explications sur ce qui leur arrive peut jouer un rôle considérable sur la route qui peut les transformer en acteurs bâtisseurs d'avenir. Attention : nous parlons d'une *analyse*, et non pas d'une liste de problèmes, moins encore de manques ou de doléances. Analyser ne consiste pas à découvrir qu'on a tel problème ou tel besoin, de sorte qu'il n'y aurait plus qu'à chercher des solutions. Pour nous, analyser signifie au moins deux choses :

- D'une part rechercher *l'origine* des problèmes ou des besoins qu'on a inventoriés et caractérisés, *comprendre* comment le problème devient un problème, comment il fonctionne comme problème, c'est-à-dire comprendre en quoi et qui il perturbe, mais aussi en quoi et qui il avantage,
- D'autre part, d'en rechercher le *sens* : qu'est-ce que ce problème nous dit ou nous apprend sur nous et notre monde ? Quel est sa fonction dans notre vie ? Pourquoi il nous affecte si sensiblement ?

26- Une fois encore, cette perspective paraît d'autant plus facile à suivre que le CCFD et SGDF semblent déjà la privilégier par ailleurs sur d'autres terrains.

8.3.2. *Analyser avec les jeunes la situation et les dynamiques des jeunes* dans le but, notamment, de les aider à s'émanciper des dynamiques motivées par les doléances ou les promesses ou par les modèles de vie inspirés des "séries américaines". L'enjeu ici est évident : *il faut développer avec les jeunes de nouveaux référentiels de vie*. Des référentiels qui ont un avenir au Burundi. Il faut admettre qu'il n'y aura sans doute jamais au Burundi la possibilité de développer un style de vie "à la new-yorkaise" ou "à la parisienne". La jeunesse burundaise d'aujourd'hui doit s'inventer de nouvelles formes de richesse et de prospérité, et donc bâtir une autre société que celle qui dérive en ligne droite du modèle marchand néo-libéral (consommation, compétition, accumulation privative,...) qui, on le voit, mène à l'impasse. C'est un défi d'une portée immense, sans équivalent dans l'histoire de ce pays. Jusqu'il y a peu, la reprise créative de l'héritage parentale suffisait tant bien que mal à construire son avenir. Aujourd'hui, les mutations sont tellement profondes que les héritages ne suffisent plus et qu'il faut inventer du nouveau. Du radicalement autre. Dans tous les compartiments de la vie. Sachant que ce que d'autres peuples ailleurs ont pu inventer à leur usage, en Occident par exemple, n'est sans doute pas d'une utilité décisive. Si "quelque chose" doit être poursuivi en 2011 et après, ce doit être, selon nous, une contribution significative au développement d'un processus qui aide aujourd'hui les jeunes à s'inventer leur société de demain.

8.3.3. *Interpeller les concepts qui viennent des autres*. Des mots comme "démocratie", "citoyenneté", "droits", "projet de société", "responsabilité", ... sont des concepts qui condensent des réponses inventées par d'autres sociétés ailleurs, dans une autre histoire, dans un autre univers culturel. A notre avis, en tant que tels, leur avenir n'est pas certain en dehors des sphères culturelles où ils ont été générés²⁷. Par contre, ils peuvent inspirer les jeunes Burundais qui veulent s'y retrouver. Ils peuvent même avoir une grande valeur pour l'action si on s'attache à reprendre les questions à l'origine desquels ils ont été construits. En effet, chaque concept apporte en quelle que sorte la réponse à une question. Par exemple, en simplifiant à outrance, le concept de démocratie cristallise la réponse que l'Occident s'est attaché à donner à la question fondamentale "*comment gérer et partager le pouvoir de manière à ce que le bien-être de tous et de chacun soit assuré ?*". La réponse occidentale n'est probablement pas exactement celle qui peut convenir au Burundi. Par contre, la question, elle, a une très grande pertinence. Elle invite les Burundais et les Burundaises à produire leurs propres réponses. Bien entendu, ici, on fait faire le pari que le Burundi est capable de créer sa propre Histoire politique du Burundi.

8.3.4. Développer, non pas seulement des savoirs, mais surtout des capacités, des "savoir faire" et particulièrement des "savoir penser". Ici, nous proposons qu'à l'avenir on poursuive sur la voie prometteuse du *développement de l'activité et des capacités argumentatives*, une des belles découvertes (réussites ?) du projet. Quand les jeunes argumentent, ils délibèrent entre eux *et* en eux, ils développent leur capacité à développer des mots. En particulier à mettre des mots sur leur réalité et leurs conditions de vie. Du coup, ces réalités deviennent accessibles. Notamment à l'action réfléchie et non violente. Car les mots préparent l'action réfléchie. Sans les mots, l'action se réduit à une réaction. Or, la violence, la sauvagerie, l'inhumanité éclatent justement quand les mots ne suffisent plus à affronter l'autre et la réalité ou, pire, quand il n'y a tout simplement pas ou plus de mots – plus de paroles – entre les protagonistes. Insistons encore : tout ce qui peut, directement ou indirectement, généraliser, ou consolider, les pratiques privées et publiques d'argumentation, sert la paix et le développement. En pratique, pour une éventuelle poursuite, cette voie invite à quitter l'univers de la sensibilisation pour rentrer dans celui plus exigeant de la "pensée créatrice".

8.3.5. *Investir le champ thématique de la citoyenneté*. En partant, pour commencer, de l'élan insufflé par le projet en 2010, par les activités de "vigilance citoyenne" (le suivi des élus et de leurs programmes). Cette activité a bien été comprise par les jeunes que nous avons rencontrés. Mais le

27- Sauf si on s'engage dans des logiques hégémoniques qui conçoivent que l'histoire de l'humanité est destinée à être écrite par une minorité de peuples qui auraient pour vocation à montrer la voie aux autres peuples en les dominant et en les assimilant... Ce n'est pas notre position.

travail ne s'arrête pas là : cette vigilance citoyenne n'est qu'une porte d'entrée pour développer et généraliser deux ou trois compétences citoyennes clefs. Lesquelles exactement ? Voilà une question concrète à laquelle devra s'attaquer ceux et celles qui poursuivront le travail. Il s'agit de déterminer soigneusement ces deux ou trois compétences citoyennes qui, au Burundi, aujourd'hui, ont le plus de potentiel de transformation sociopolitique.

8.3.6. *Démêler les "nœuds" culturels burundais.* Un des effets les plus intéressants induits par le projet, bien qu'il soit venu un peu à la manière d'un clandestin dans un convoi, c'est d'avoir ouvert la possibilité de travailler, avec les jeunes, certains fondements culturels de leur vie. Nos sorties dans les quartiers à Bujumbura et dans les provinces nous aident à en pointer du doigt quelques-uns de ces "nœuds culturels" qui pourraient, le cas échéant, occuper une place dans le travail qui se poursuivrait.

- La *culture du soupçon et le régime de la peur* qui irrigue tous les compartiments de la société, de haut en bas. De toute évidence, on ne construit pas le changement dans la peur de son voisin et de ses parents. Aussi, tout ce qui peut contribuer à déconstruire un tel régime de la peur défriche de nouveaux possibles pour demain.
- Le régime du contrôle de tous par tous qui a pour conséquence directe d'entraver les *initiatives*. Toute perspective de développement exige préalablement de "naturaliser" (c'est-à-dire de rendre normal) et de généraliser le droit d'initiative.
- Les *"figures" et rationalités du pouvoir* qui prédominent dans l'imaginaire burundais ne sont guère favorables pour l'innovation sociale, économique et politique. Aujourd'hui, pour faire court, le pouvoir se conçoit comme une chaîne de commandement, avec à son sommet la solitude du chef qui se vit comme le "guide", ... mais un guide qui vit sous le régime de la peur et du complot permanent, principalement préoccupé par sa survie et la protection de ses privilèges. Dans ce cadre, tout ce qui aide à *imaginer et à apprendre à "être" et "faire" chef autrement* s'impose comme un préalable. Comment "être" et "faire" chef autrement au Burundi en 2011 et après ? C'est aux acteurs burundais à le découvrir et à l'expérimenter.

Ce travail de déboulonnage des fondements culturels n'exige pas des moyens faramineux, il peut commencer tout de suite dans les mouvements et structures de jeunesse au départ des situations banales de la vie de tous les jours. Ne perdons pas de vue cette réalité : les chefs de jeunes d'aujourd'hui, les jeunes qui ont une fonction de chef dans leur association, seront les chefs du pays de demain. Avec eux, des postures de pouvoir nouvelles, des façons nouvelles d'être ou de faire chef peuvent être expérimentées dès aujourd'hui.

8.3.7. *En résumé, poursuivre quoi ?* Ce que le projet avait déjà initié en 2010 : *développer des capacités politiques et citoyennes chez – et surtout avec – les jeunes.* Aider les jeunes à devenir des acteurs politiques constructifs et contributifs. Mais en empruntant une route différente et en faisant le pari que les jeunes Burundais sont capables d'inventer le Burundi de demain autrement qu'en se faisant embrigadé dans des façons et visées qui viennent d'ailleurs.

8.4. Poursuivre, oui mais concrètement, comment ?

Nos travaux, quoique sommaires, permettent de souligner quelques éléments importants, selon nous, à prendre en considération pour construire une suite.

- Penser d'emblée "long terme" (cinq années, de 2011 à 2015) : il faut sortir de l'urgence des élections.
- Continuer à investir les structures de jeunesse, les scouts, les associations, les clubs de jeunes, bref tous les "lieux de jeunesse". Le choix de la jeunesse comme cible est, à notre avis, d'une extrême pertinence.

- Poursuivre le principe de la synergie (ASB, REJA). En l'élargissant à d'autres structures ? Petit à petit ? La piste vaut la peine d'être discutée.
- Poursuivre et développer la dynamique des cadres de dialogue politique (avec les jeunes des partis). Bien entendu, en enrichissant la palette de questions et de préoccupations.
- Agir dans toutes les provinces et, si possible dans toutes les communes, mais en s'arrimant à la logique d'expérimentation. Rechercher pour continuer à agir efficacement à l'échelle nationale.
- Elargir la gamme des acteurs par le biais du développement des interfaces "Jeunes / autres catégories d'acteurs" (jeunes / autorités locales, jeunes / élus locaux, jeunes / parents, ...).
- Toucher avec autant de soin, mais éventuellement avec des approches et des instruments différenciés, toutes les catégories de jeunes (scolarisés / non scolarisés, filles / garçons, aisés / précaires, Batutsis / Bahutus / Batwa,...).

8.4.1. *Faut-il un projet "ad hoc" ? Avec un volontaire pour la gestion ? Et un cofinancement UE ou autre ?...* C'est une matière à débat. Ce qui est certain, c'est qu'il s'agit de raisonner, non pas en termes de "comment pérenniser un projet", mais plutôt en termes de "comment durabiliser ses acquis et développer son potentiel". Ce qui est tout différent. A priori, nous pensons que les structures membres de la synergie, telles qu'elles existent, avec leurs activités "normales", fonctionnant en dehors de toute logique de projet "ad hoc", suffisent à mettre en œuvre les pistes qui précèdent²⁸. Cela étant dit, il est certain que des ressources complémentaires seront bienvenues et sans doute nécessaires pour certains aspects²⁹. Nous songeons, notamment, à la mobilisation des compétences pour développer le nouvel esprit suggéré ci-dessus. A notre connaissance, de telles compétences ne sont pas faciles à mobiliser au Burundi. Pas encore... Si un partenariat doit être prolongé, il devrait, à notre avis, concentrer ses efforts dans ce sens, quitte à mobiliser des compétences ailleurs... Le temps de les faire émerger ici au Burundi.

8.4.2. *Les élections 2015 comme horizon ?* A notre avis, si elle vise explicitement les élections 2015, la poursuite du projet risque de s'enfermer dans une voie étroite. Nous avons déjà suggéré la possibilité que le dispositif électoral tel qu'il fonctionne aujourd'hui puisse se révéler sans avenir pour le Burundi. Pour des raisons que nous avons avancées au point 6.2.4 (note n°11). Si un programme doit être poursuivi, il convient de le penser au-delà de la perspective électorale de manière à ne pas réduire la vie et les enjeux politiques aux seuls épisodes électoraux. Pour notre part, nous pensons que des organisations comme ASB et REJA ont avantage à réfléchir plus largement, non pas en termes d'appui au bon fonctionnement des élections, mais plutôt en recherchant et expérimentant comment elles peuvent *développer les capacités politiques et citoyennes des jeunes dans leurs situations de vie quotidienne* qui sont elles aussi des cadres politiques, et peut-être même les principaux, ceux qui impriment les mentalités.

8.4.3. Prolonger la synergie REJA + ASB. Oui, mais pas forcément autour d'un projet "ad hoc", nous venons de le dire. Par contre, ce qui devrait lier ces deux associations (et d'autres qui pourraient s'y adjoindre), c'est davantage un *choix stratégique de quelques axes de changement fondamentaux* sur lesquels ces deux structures pourraient collaborer chez elles *et* entre elles. Par exemple, à titre tout à fait indicatif, ces deux associations pourraient unir leurs efforts pour expérimenter les voies et moyens les plus efficaces et les plus efficaces pour développer les capacités d'argumentation de leurs jeunes dans leur milieu. Ou pour aider ces jeunes à concevoir et expérimenter concrètement d'autres manières d'être et de faire chef. Ou encore, rechercher avec eux les racines de la culture du soupçon et du

28- A notre avis, la bonne question à poser ici serait du genre : *"Comment développer le potentiel révélé par le projet EECJB dans le programme classique des scouts (ASB) ou des associations (REJA) ? Comment inscrire ce potentiel dans les activités normales de ces organisations ?"*

29- S'agissant de projets financés de l'extérieur, selon nous, il faut toujours prendre au sérieux la contradiction imposée par le *cycle de soumission* dans lequel la plupart des associations de la société civile burundaise se trouvent enfermées. Elles fonctionnent avec l'argent des autres et inévitablement dès lors se retrouvent contraintes de se soumettre aux utopies investies par ces autres. Peut-on réaliser le changement chez soi avec l'argent et les idées des autres sans se soumettre tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, à ces autres ?

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

régime de la peur qui semblent inspirer tellement de comportements nuisibles à la vie citoyenne et à la paix, examiner avec ces jeunes des voies et moyens pour neutraliser cette culture. Ce sont juste quelques exemples d'axes de changement qui pourraient structurer – et, à notre avis, véritablement fortifier – le prolongement d'une synergie.

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

ANNEXES

Annexe 1

Termes de références CCFD en date du 10/12/2012

Introduction :

Il s'agit ici d'effectuer l'évaluation finale d'un projet dont le contrat avec la CE (Commission européenne) est porté par le CCFD – Terre solidaire, exécuté en partenariat avec les SGDF (Scouts et Guides de France) et mené sur le terrain par la Synergie ASB (association des Scouts du Burundi) – REJA (Réseau des Jeunes en Action), deux associations burundaises dont l'action est priorisée sur la jeunesse et qui œuvrent sur l'ensemble du territoire.

L'objectif du projet est d'appuyer durablement l'émergence de jeunes citoyens responsables et engagés en faveur de la consolidation de la paix au Burundi et de contribuer à la tenue d'élections libres, justes et transparentes en 2010.

Le projet a été présenté dans le cadre de l'appel à propositions IEDDH n°128-722, publié en juin 2009 et bénéficie d'un cofinancement de la Délégation de la Commission européenne au Burundi. D'une durée initiale de 12 mois, le contrat a fait l'objet d'un avenant contractualisé en novembre 2010, prolongeant la durée du projet de deux mois, actant le redimensionnement géographique de l'action, la diminution du nombre de bénéficiaires, et la modification d'un certain nombre de chapitres budgétaires sans modification du volume budgétaire initial³⁰.

L'évaluation se fera sur la base de la demande présentée à la CE en prenant compte des aménagements présentés dans l'avenant.

I Le Projet :

Analyse du contexte à l'origine du projet :

Le Burundi s'apprêtait à tenir son deuxième cycle électoral général depuis la signature des accords de paix d'Arusha et l'adoption d'une nouvelle constitution en 2005. Il s'agissait d'une étape critique dans le processus de consolidation de la paix. Depuis le début de l'année 2009, des pas importants avaient été franchis : l'intégration politico-militaire de la dernière rébellion active ; la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante, qui jouissait d'un capital de confiance important et d'une expertise reconnue ; l'adoption par l'Assemblée Nationale d'un code électoral, résultat d'un consensus entre les différents partis politiques, sous la pression de la communauté internationale. Néanmoins, de fortes hypothèques continuaient de peser sur le processus électoral. Les institutions demeuraient fragiles et la gouvernance démocratique faible. Le fait que les deux ex-rébellions - les FNL et le CNDD/FDD – allaient solliciter la confiance de l'électorat comportait un risque de recours à la violence et de stratégies d'intimidation, les viviers dans lesquels recruter pour déstabiliser le processus électoral étant importants. En effet, la toile de fonds de ces élections étant constituée d'une grande pauvreté, de tensions autour de l'accès à la terre, accentuées par le retour massif des réfugiés et la circulation importante d'armes au sein de la population. Par ailleurs, il y avait également un risque important de fraudes électorales, d'achat des voix, notamment de celles des jeunes, dont la situation socio-économique demeure particulièrement difficile. Les contre-pouvoirs, telles que la CENI et la société civile, risquaient enfin de ne pas avoir la marge de manœuvre suffisante pour jouer leurs rôles.

³⁰ *Cet avenant ainsi que le cadre logique modifié seront mis à la disposition des évaluateurs au démarrage de l'évaluation.*

Description du projet tel que présenté dans la demande initiale à l'UE :

2.1. Objectifs :

Les objectifs généraux étaient : i) appuyer durablement l'émergence de jeunes citoyens responsables et engagés en faveur de la consolidation de la paix au Burundi ; ii) contribuer à la tenue d'élections libres, justes et transparentes en 2010.

L'objectif spécifique était: 132 886 jeunes burundais entre 18 et 35 ans exercent leur citoyenneté de manière responsable et non-violente durant le processus électoral de 2010.

2.2. Résultats attendus :

Les résultats attendus dans le cadre du projet étaient :

R1 : 3 870 jeunes animateurs engagés et compétents se mobilisent pour une implication forte et non-violente des jeunes de leurs communes dans le processus électoral ;

R2 : 132 870 jeunes maîtrisent le processus électoral et adoptent un comportement responsable et non-violent pendant la période électorale ;

R3 : 500 000 jeunes sont sensibilisés sur 2 messages clés de la réussite du processus électoral: « aller voter et se faire élire » et « ne pas avoir recours à la violence » ;

R4 : 16 leaders des sections jeunesse des 8 principaux partis politiques sont sensibilisés sur leur rôle dans la réussite d'un processus électoral juste et non-violent ;

R5 : La mise en œuvre, la gestion et le suivi de l'action sont conformes et efficaces.

2.3. Activités :

Les activités prévues dans le cadre des résultats attendus étaient :

R1: 3 870 jeunes animateurs engagés et compétents se mobilisent pour une implication forte et non-violente des jeunes de leurs communes dans le processus électoral

A1.1 Elaboration et production des outils pédagogiques de formation

Edition du manuel d'éducation électorale et citoyenne ;

Reproduction du code de bonne conduite ;

Elaboration et production d'un module de formation à la non-violence et du guide du jeune animateur.

A1.2 Recyclage du pool national des 16 formateurs nationaux

Sélection du pool national ;

Contractualisation entre les formateurs nationaux et les deux partenaires locaux ;

Atelier de recyclage du pool national de formateurs nationaux.

A1.3 Constitution et encadrement des pools provinciaux de formateurs communaux

Sélection des formateurs communaux (2 formateurs par commune);

Contractualisation entre les formateurs provinciaux et les deux partenaires locaux ;

Organisation des ateliers de 17 formations de formateurs et retenir ceux qui ont réussi au test des connaissances.

A1.4 Formation des jeunes animateurs par les formateurs communaux

Sélection de 33 jeunes par commune qui à former comme jeunes animateurs ;

Ateliers de formation des jeunes animateurs et confirmation de ceux qui ont réussi au test des connaissances;

Contractualisation entre les jeunes animateurs retenus et la Synergie ASB-REJA ;

A1.5 Suivi des jeunes animateurs par les formateurs communaux : descentes sur terrain

R2 : 132 870 jeunes maîtrisent le processus électoral et adoptent un comportement responsable et non-violent pendant la période électorale

A2.1 Pair-éducation par les jeunes animateurs sur l'éducation électorale et citoyenne, la non-violence et le comportement responsable à adopter pendant les élections :

Mobilisation par les jeunes animateurs de groupes de jeunes : Chaque jeune animateur devait former, parmi son public habituel, deux groupes de 20 jeunes habitant dans sa colline, considérant que 15 seulement seront réguliers aux séances de pair-éducation ;

Pair-éducation: Chaque jeune animateur devait organiser avec chacun de ses deux groupes 7 séances de pair-éducation d'une demi-journée, à raison d'une toutes les deux ou trois semaines, en se basant sur le guide du jeune animateur.

A2.2 Jeu concours sur le processus électoral :

Un grand jeu concours devait être organisé et porter sur les connaissances acquises relatives au processus électoral et devait se présenter sous la forme d'un questionnaire.

A2.3 : Accompagnement des jeunes pour l'inscription sur les listes électorales et le retrait de leur carte d'électeurs

Après avoir sensibilisé les membres de leurs groupes sur l'importance d'aller voter et les avoir informés sur les modalités des scrutins, les jeunes animateurs devaient accompagner de manière individuelle ou collective les membres qui leur en auront fait la demande pour qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales.

A2.4 Lancement d'une pétition adressée à l'Assemblée Nationale pour demander des élections justes, transparentes et sans violences

Le texte de la pétition devait être élaboré par l'équipe nationale de l'action à partir des préoccupations recueillies au cours des ateliers communaux, mais devait également comprendre un engagement des jeunes signataires à œuvrer en tant qu'acteurs de paix durant le processus électoral.

R3 : 500 000 jeunes sont sensibilisés sur 2 messages clés de la réussite du processus électoral: aller voter et se faire élire ; ne pas recourir à la violence quelle que soit l'issue des scrutins.

A3.1. Animation d'une émission par mois à la radio Isanganiro :

A3.2. Concours artistique sur le rôle des jeunes dans un processus électoral sans violences

Un concours national de chants devait être organisé par la coordination de l'action. Il devait mettre en lice les lauréats sélectionnés conjointement avec l'Association « Amicale des Musiciens ». La meilleure chanson devait être diffusée à la radio Isanganiro et proposée à d'autres radios. Des prix devaient être remis aux trois lauréats.

R4. : 16 leaders des sections jeunesse des huit principaux partis politiques sont sensibilisés sur leur rôle dans la réussite d'un processus électoral juste et non-violent

A4. 1. Identification des leaders des sections jeunesse par les coordinateurs exécutifs de l'ASB et du REJA

A4.2. Mise en place d'un cadre de concertation et de dialogue au niveau national entre leaders des sections jeunesse des partis politiques et les jeunes de la société civile.

Cette action consistait à organiser ce cadre de concertation et de dialogue qu'à l'échelon national et régional (réunir trois ou quatre provinces) compte tenu du risque d'incidents en cas de débats réunissant autour d'une même table les jeunes leaders des sections jeunesse des différents partis et les jeunes leaders de la société civile.

R5. : La mise en œuvre, la gestion et le suivi de l'action sont conformes et efficaces

A5.1. Information des autorités nationales par les coordinateurs exécutifs de l'ASB et du REJA

A5.2 Recrutement de l'équipe nationale de coordination du projet

Deux coordinateurs devaient être recrutés, selon des critères de compétences au regard de la mission qui leur est dévolue, par les partenaires locaux après avis du comité de pilotage, l'un dépendra contractuellement de l'ASB et l'autre du REJA.

Un volontaire expatrié devait être recruté par le CCFD en association étroite avec les SGDF. Il avait pour rôle de renforcer les capacités des partenaires locaux pour la mise en œuvre et la gestion de l'action.

A5.3 Mise en place des outils de gestion et de pilotage de l'action

Cette activité devait être réalisée par l'équipe nationale du projet et notamment par le volontaire de solidarité internationale. Un appui sur la réglementation des projets cofinancés par l'Union Européenne ainsi que sur l'élaboration d'outils de gestion et de reporting devait être apporté par le CCFD.

A5.4 Missions provinciales de lancement

Quatre équipes de 3 personnes (soit un membre du CA du REJA soit le coordinateur du REJA, soit un membre de l'équipe nationale ASB soit le coordinateur de l'ASB ainsi qu'un salarié de l'équipe nationale ou un formateur national) devaient réaliser une mission dans chacune des dix-sept provinces.

Les responsables provinciaux devaient être recrutés au cours de ces missions provinciales selon les critères suivants : compétences en gestion de projet, adhésion à l'ASB ou à une association membre du REJA et intégrité.

A5.5 Réunions des instances de gouvernance et de pilotage

Réunions du comité de pilotage ;

Réunions du comité de concertation ;

Réunions des responsables provinciaux et de l'équipe nationale du projet.

A5.6 Missions de suivi de l'équipe nationale de l'action et des responsables nationaux des deux partenaires locaux

A5.7 Missions d'appui du CCFD et des SGDF

Le CCFD et les SGDF devaient réaliser des missions d'appui, l'une en amont du lancement du projet, l'autre à mi-parcours et la dernière au moment de la clôture de l'action. Ces missions consistaient à fournir un appui technique et méthodologique à la mise en œuvre et la gestion du projet, à participer aux réunions du comité de concertation, à mener un suivi de l'action et à actualiser l'analyse politique et sécuritaire.

A5.8 Actions de visibilité sur le soutien de l'Union Européenne

Trois types d'action de visibilité étaient envisagés :

un affichage du soutien de la Commission européenne (CE) à l'action au moyen de banderoles lors de l'atelier de recyclage du pool national des formateurs nationaux et lors des 17 ateliers provinciaux de formation des formateurs communaux. 9 banderoles avec le logo et référence du soutien de la CE seront élaborées à cet effet ;

l'application du logo de l'UE et de la mention précisée dans le manuel de visibilité de l'UE (version de juillet 2009) sur toutes les publications prévues dans le cadre du projet (guide du jeune animateur, manuel d'éducation électorale et citoyenne, code de bonne conduite, rapport technique et financier de l'action, rapport d'évaluation externe, etc.) ;

l'application du logo de l'UE sur le véhicule qui sera acquis dans le cadre du projet.

A5.9 Evaluation et audit

Un *audit externe* des dépenses devait être réalisé en fin de projet selon les normes définies par la Commission européenne à l'annexe VII des contrats de subvention.

Une *évaluation externe* finale ex post devait être effectuée, dans les trois mois suivants la fin des activités de terrain.

2.4. Population cible :***4 257 jeunes (33 par commune) en capacité de mobiliser leurs pairs et d'animer à leur intention des séances d'information et de réflexion***

33 jeunes sélectionnés au niveau de chaque commune parmi les pairs-éducateurs formés antérieurement par des associations membres du REJA, les responsables expérimentés de section de jeunes (chefs d'unités et routiers) ainsi que les médiateurs communautaires animant des clubs de paix Amahoro Amani (cf. § 1.8.2) et les animateurs des clubs anti-tabac de l'ASB.

129 000 jeunes en âge de voter (18 à 35 ans), soit 1 000 jeunes par commune en moyenne

Ces jeunes devaient être identifiés par les animateurs à raison de 40 jeunes par animateur. Une attention devait être portée pour tendre vers une parité homme-femme.

16 leaders des sections jeunesse des partis politiques nationaux

Deux leaders de section jeunesse devaient être identifiés au sein de chacun des huit partis politiques principaux, les partis représentés à l'Assemblée à l'époque (CNDD - FDD, UPRONA, FRODEBU, CNDD, MRC) plus le FLN, le MSD et l'UPD. Ces trois derniers partis ayant été ciblés compte tenu de leur audience au sein de la population et du risque de confrontation avec le parti au pouvoir. Il s'agissait du groupe cible le plus sensible au regard des analyses qui faisait état d'une radicalisation des ligues des jeunes des partis politiques, avec un recours systématique à la violence et une volonté de pression sur les électeurs.

2.5. Budget :

Le budget global du projet « Jeunes et élections au Burundi » est de 288 453 euros sur 12 mois, dont 30,66% d'apport en fonds propres CCFD et 69,34% à la charge de la Commission Européenne – ligne IEDDH 2009. Ce budget a été modifié par avenant en novembre 2009 (sans conséquence sur son volume global ni sur la répartition des sources de financement).

Présentation des organisations partenaires**3.1. Le CCFD – Terre Solidaire, porteur du contrat devant la délégation de la CE :**

Le CCFD, Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, créé en 1961, est une association loi 1901, composée de 28 mouvements et services d'Eglise. Le CCFD a deux missions, d'une part soutenir des organisations partenaires locales des pays du Sud et de l'Est dans leurs actions de développement, d'autre part, sensibiliser l'opinion publique à la situation des pays en développement.

Le CCFD soutient actuellement plus de 500 partenaires dans 80 pays.

3.2. Le REJA, membre de la synergie, responsable de la mise en œuvre des activités :

Le REJA est une organisation qui est constituée par environ cent soixante organisations réparties sur toute l'étendue du territoire du Burundi œuvrant en faveur des jeunes dans divers domaines d'intervention. Le REJA a été créé en 2001 et agréé en 2003.

3.3. L'ASB, membre de la synergie, responsable de la mise en œuvre des activités :

L'ASB est une organisation regroupant les jeunes. L'ASB œuvre sur toute l'étendue du territoire du Burundi. Il est composé par environ 25 000 membres.

3.4 Les SGDF, partenaire Nord, membre du comité de pilotage :

Les Scouts et Guides de France est une association loi 1901 comptant 66 372 adhérents, qui a pour objet l'éducation populaire des enfants et des jeunes en France. Les SGDF sont membres fondateurs du CCFD - Terre Solidaire. Ils sont en partenariat avec des mouvements guides et scouts, notamment dans la région des Grands Lacs.

II. L'évaluation

Objectifs de l'évaluation

Evaluer le degré de réalisation des activités telles que programmées dans le cadre logique du projet post-avenant.

Evaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficacités du projet avec un accent spécifique sur d'une part, le système de formation en cascade mis en place dans le cadre du projet (Manuel et guide, RP, FC, JA, Pairs) et d'autre part, les cadres de dialogue.

Evaluer l'effet d'un tel projet sur les groupes cibles (quels résultats obtenus ?) et sa valeur ajoutée sur le déroulement du processus électoral au niveau des communes qui en ont bénéficié.

Evaluer le dispositif de gouvernance (COPIL), le dispositif de gestion et le dispositif de suivi-évaluation.

Analyser l'effet d'un tel projet (thématique, ampleur, cofinancements UE) sur l'ASB et le REJA ainsi que sur la relation partenariale entre les quatre acteurs.

Formuler des recommandations pour aider l'ASB et le REJA à définir comment poursuivre leur travail en commun en termes d'éducation citoyenne auprès des jeunes.

Les questions à traiter par les évaluateurs et résultats attendus

L'évaluation portera une appréciation objective sur le respect des résultats attendus définis dans le document projet présenté par le CCFD à l'UE et amendé par l'avenant de novembre 2010. L'évaluation doit aussi offrir des éléments d'appréciation sur la contribution des différents partenaires impliqués (CCFD, REJA, ASB, SGDF) pour la réalisation des résultats attendus, ainsi que sur l'effet du projet sur les organisations membres de la Synergie, les acteurs de mise en œuvre du projet et le pays.

Evaluer le degré de réalisation des activités telles que programmées dans le cadre logique du projet post-avenant

Comment le chronogramme a été respecté par la Synergie dans la réalisation des activités ?

Evaluer la pertinence du calendrier de réalisation au regard du calendrier électoral

Quelles sont les contraintes qui ont été à la base du retard dans la réalisation des activités ?

Quelles sont les activités qui ont été réalisées mais non programmées en amont ?

Evaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficacités du projet avec un accent spécifique sur d'une part, le système de formation en cascade mis en place dans le cadre du projet (Manuel et guide, RP, FC, JA, Pairs) et d'autre part, les cadres de dialogue.

Est-ce que les outils (notamment outils pédagogiques) étaient appropriés aux acteurs du projet (usagers) ?

Est-ce que les outils ont été disponibles à temps ?

Est-ce que le système de formation a été bénéfique aux FC ? aux JA ? a permis la transmission des principaux messages du projet aux cibles finales, c'est-à-dire aux pairs-éduqués ?

Qu'est-ce qui peut expliquer le faible taux de réussite des FC aux tests à l'issue de la formation, notamment dans les provinces finalement non retenues pour la pair-éducation ?

Quelles leçons tirées de ce système de formation en cascade et de l'introduction d'un test d'évaluation des connaissances acquises ?

Quelles leçons tirées des cadres de dialogue qui ont été organisés, notamment de la méthodologie d'animation et du choix des participants ?

Evaluer l'effet d'un tel projet sur les groupes cibles (quels résultats obtenus ?) et sa valeur ajoutée sur le déroulement du processus électoral au niveau des communes qui en ont bénéficié

Quel a été l'effet du projet sur les JA ? les pair-éduqués ? les jeunes leaders des sections jeunesse au sein des partis politiques et les jeunes leaders de la société civile ayant participé aux cadres de dialogues ?

Quels sont les changements de comportements qui ont été induits par le projet au niveau des groupes cibles ?

Combien de jeunes se sont faits élire/ ont figuré sur la liste des candidats dans les communes bénéficiant du projet ?

Quelle a été la contribution du projet dans la lutte contre la violence avant, pendant et après le processus électoral ?

Quel est le degré de reconnaissance par les autorités locales de la contribution du projet dans la lutte contre les violences ?

Quels ont été les facteurs de réussite du projet dans la transmission des messages de la synergie aux jeunes ?

Quel effet des activités de médiatisation ?

Evaluer le dispositif de gouvernance (COFIL), le dispositif de gestion et le dispositif de suivi-évaluation.

Quelle appréciation des relations / articulations entre le niveau international, national et provincial dans la gouvernance, la mise en œuvre et le suivi du projet ?

Quel degré d'appropriation du projet par les représentants politiques au niveau provincial, les organes de décision et les représentants légaux des deux organisations membres de la Synergie ?

Comment s'est faite la coordination entre les salariés du projet et les bénévoles ? le fait qu'il y ait eu des salariés du projet au niveau provincial a-t-il motivé les bénévoles ou bien a entraîné un certain attentisme ?

Quels sont les facteurs qui ont porté atteinte à l'efficacité du système de suivi évaluation du projet ?

Quelle évaluation des comités de pilotage ? Avantages / inconvénients de cette gestion à 4 du projet ?

Comment caractériser l'appui des partenaires Nord à la synergie ?

Analyser l'effet d'un tel projet (thématique, ampleur, cofinancements UE) sur l'ASB et le REJA ainsi que sur la relation partenariale entre les quatre acteurs.

Evaluer les acquis du projet que les deux associations burundaises pourront capitaliser tant en termes de dynamiques initiées que de capacités renforcées : qu'est-ce que l'ASB et le REJA ont gagné à travers la mise en œuvre du projet ? qu'ont-ils appris ? que vont-ils garder ?

Qu'est-ce que le projet a coûté à l'ASB et au REJA, en termes de moyens humains, organisationnel et par rapport aux autres priorités de ces structures ?

Quels étaient les atouts de la synergie pour pouvoir gérer un tel projet ?

Comment le projet a renforcé l'ASB et le REJA en matière de gestion administrative et financière d'un projet, de manière globale ? en matière de pilotage de leurs activités et de gestion de projet ?

Quels changements dans la situation partenariale entre les quatre acteurs du projet ?

Formuler des recommandations pour aider l'ASB et le REJA à définir comment poursuivre leur travail en commun en termes d'éducation citoyenne auprès des jeunes.

Il s'agira de commenter les perspectives suivantes :

Garder et développer le contact avec les acteurs locaux du projet

Initier des séances de pair-éducation sur base d'autres thématiques liées principalement aux principes démocratiques et de bonne gouvernance

Avec l'aide du CCFD et de SGDF, mobiliser d'autres fonds pour passer à l'étape du suivi citoyen de la chose publique (respublica).

Produits attendus

Une **note d'étape**, présentée au CCFD et à SGDF avant le départ sur le terrain, fera le point des premières investigations sur la base des lectures documentaires et des entretiens réalisés en France : elle présentera les questions et hypothèses que les évaluateurs traiteront sur le terrain et précisera la méthodologie retenue.

Un **rapport provisoire** en français, concluant l'évaluation, sera remis au CCFD, SGDF, REJA et ASB, dans les 15 jours suivants la fin du terrain.

Dans le mois qui suivra l'examen du rapport provisoire, un **rapport définitif** intégrant les remarques du CCFD, SGDF, REJA et ASB sera produit en 5 exemplaires.

Les deux rapports, provisoire et définitif, seront établis selon le même plan et comprendront :

un **rapport principal**, en français, qui traitera :

des résultats détaillés de l'évaluation du projet ;

de l'analyse de l'effet et de la perception de l'ASB et REJA par les bénéficiaires, par les institutions de financement et les pouvoirs publics ;

des perspectives et conditions de pérennisation du projet ;

des perspectives et recommandations des évaluateurs.

Une **synthèse** (3 à 5 pages), en français, reprenant après une présentation générale, les principales conclusions et recommandations.

Dispositif et méthodologie

Dispositif

La maîtrise d'ouvrage de cette évaluation est assurée par le CCFD. Avant le départ au Burundi, le CCFD entendra les consultants retenus pour vérifier leur compréhension des termes de référence, discuter des questionnements et hypothèses retenus et guider leurs travaux. Le CCFD gèrera le financement et effectuera la contractualisation avec les évaluateurs.

Méthodologie

Consultation des principaux documents disponibles à Paris (1/2 jour)

Les évaluateurs disposeront d'une base documentaire disponible au CCFD, en particulier :

Document de demande de cofinancement au MAE

Avenant et cadre logique révisé

Convention de partenariat CCFD / Synergie ASB-REJA

Compte-rendu des ateliers de bilan et d'auto-évaluation menés pendant la mission du CCFD - Terre Solidaire en novembre 2010

Extraits des rapports de mission des responsables du projet CCFD et SGDF

Rencontre et interview des principaux acteurs du projet au CCFD et aux SGDF à Paris (1/2 jour)

CCFD : Chargée de mission Région des Grands Lacs et Corne de l'Afrique, chargés de mission cofinancements, chargée de suivi financier.

SGDF : Chargée de Mission Nord-Sud

Réunion de cadrage et note d'étape (1 jour)

Cet inventaire documentaire et l'ensemble des interviews feront l'objet d'une note d'étape (présentée et discutée avec le CCFD et SGDF) qui reprendra les questionnements et hypothèses que les évaluateurs iront traiter sur le terrain.

Mission de terrain (9 jours * 2 consultants = 18 jours)

Consultation de documents aux sièges du REJA et de l'ASB

Rencontres et entretiens :

Dans le cadre de cette évaluation, on propose que les évaluateurs puissent mener le travail de collecte de données sur trois provinces du pays en plus de la capitale : Une au Nord, une au Sud, une au centre du pays.

Interview des principaux acteurs du projet au REJA et à l'ASB

REJA : Membres du bureau, Coordinateur National du REJA, Coordinateur National Projet, RAF, volontaire CCFD - Terre Solidaire, des représentants politiques provinciaux

ASB : Membres de l'équipe nationale, Coordinateur Exécutif de l'ASB et le Coordinateur National Projet, des représentants politiques provinciaux

Ensuite, les évaluateurs devront, par une mission de terrain, se rendre compte par eux-mêmes de la réalité des faits et réalisations, interroger les acteurs du projet, dont au moins :

Un échantillon des personnes formées (dont un minimum de 10 FC, 50 JA, 3 RP)

1 bailleur local du REJA et 1 bailleur local de l'ASB

Le Ministre de la Jeunesse

Remise du rapport provisoire et restitution en France (9 jours)

(Rédaction du rapport provisoire : 6 jours, restitution à Paris : 1 jour, rédaction rapport final : 2 jour)

Les évaluateurs remettront un rapport provisoire au CCFD dans les 15 jours suivants la fin des travaux sur le terrain. Dans la semaine qui suivra, les évaluateurs restitueront leurs travaux à Paris, au CCFD, aux responsables français et burundais du projet. Puis sous un mois, les évaluateurs remettront leur rapport définitif sous format électronique au CCFD.

Les méthodes de travail seront proposées par les évaluateurs au CCFD et à SGDF, selon un calendrier de travail à détailler également, qui s'inscrit dans la période Février - Avril 2011.

Annexe 2

Offre technique Inter-Mondes Belgique de janvier 2011

Section 1

Compréhension des Termes de Référence

1.1. Contexte et caractéristiques du projet

1.1.1. Les élections constituent un moment décisif dans le processus de pacification nationale en cours depuis plusieurs décennies. En effet, le Burundi, comme de nombreux pays de la sous-région, est en quête de stabilité, c'est-à-dire de *nouveaux équilibres*, tant économiques (diversifier le tissu d'activités économiques, développer le potentiel agricole dans le contexte d'enclavement propre à la Région des Grands Lacs,...) que sociaux (en particulier les tensions interethniques) ou politiques (transition vers un régime démocratique). La réussite du processus électoral est considérée comme un préalable à la construction de ces nouveaux équilibres. Il doit déboucher sur la mise en place d'un gouvernement et d'institutions capables de développer des stratégies qui fondent l'avenir du pays.

1.1.2. Le projet prend pour cible principale les jeunes. Ce n'est pas un hasard. Près de la moitié de la population est constituée par des jeunes de moins de 20 ans. L'éducation citoyenne de ces jeunes dans un contexte sociopolitique en pleine évolution et aux horizons indécis s'impose comme un défi. Tout spécialement au Burundi, un pays qui sort péniblement d'une longue période de violence politique et qui, malgré tout, reste sous le joug de tensions inter-ethniques. Comme c'est souvent le cas en Afrique, le Burundi ne peut pas s'appuyer sur une riche tradition en matière de démocratie de sorte que les processus électoraux font largement figure d'innovation radicale. A ce titre, ils constituent des opportunités qui permettent aux populations d'expérimenter des modalités de gouvernance différentes de celles qu'elles ont connues par le passé. En mettant l'accent sur les jeunes, hommes et femmes, le projet va à l'essentiel. En effet, aujourd'hui, ce sont souvent ces jeunes gens en proie avec des conditions de vie difficiles et face à un avenir pour le moins incertain qui se retrouvent facilement embrigadés dans des mouvements aux finalités guerrières. Demain, ce seront ces mêmes jeunes qui animeront la vie sociale, économique et politique du pays et qui, en tant que parents, influenceront de manière décisive une nouvelle génération. Aussi, les projets qui investissent sur les jeunes, et en particulier sur leur formation citoyenne et politique, apportent *potentiellement* une contribution majeure au développement.

1.1.3. Au-delà de la circonstance que constitue le processus électoral 2010, il faut souligner que le projet se présente aussi comme une opportunité pour revisiter de manière plus générale les stratégies mises en œuvre pour la mobilisation et la formation des jeunes dans les processus de développement. En effet, à travers la réalisation de ce projet qui vise indirectement une frange non négligeable de la population jeune du Burundi, il apparaît que c'est toute une batterie de dispositifs, de méthodes, de démarches, d'instruments qui sont mis en œuvre, dont certains relativement originaux, mais aussi des montages inter/intra-organisationnels et des stratégies partenariales. En outre, le projet a aussi pour effet implicite de développer la sphère d'action – et d'interaction – de plusieurs organisations de jeunes (notamment les partenaires directs du CCFD, le REJA et l'ASB). D'une certaine manière, il apparaît que ce projet peut être interprété comme une sorte de champs d'expérimentation à grande échelle de pratiques et dispositifs qui pourront être utilisés pour mobiliser les jeunes du Burundi en d'autres circonstances ou même, pour certains, de manière relativement permanente sur des finalités de développement citoyen.

1.2. Compréhension des termes de référence

1.2.1. Les termes de référence (TdR) détaillent les questions qui mobilisent l'attention des commanditaires. C'est ainsi que six objectifs sont formulés en page 7 et, à l'appui de chacun d'eux, une liste de questions vient en appui (page 8). Ces éléments fixent le cadre général de l'évaluation. De manière synthétique, il ressort que l'évaluation porte sur la manière dont le projet a été réalisé en regard de ce qui avait été prévu (*analyse des écarts*, objectif n°1) mais également sur les résultats qui découlent de la mise en œuvre et particulièrement sur les leçons qu'on peut en tirer (*analyse des résultats en lien étroit avec les dispositifs, instruments, cadres, démarches...* objectif n°2). L'évaluation porte aussi sur les effets ou la portée des efforts engagés en lien direct avec le processus électoral ciblé mais également au-delà (*analyse des effets sur les jeunes ciblés* par les actions menées, objectif n°3). En outre, l'évaluation entend aussi tirer des leçons sur les choix qui ont été faits pour le *pilotage du projet* (gouvernance, gestion, suivi-évaluation), notamment la synergie inter-organisationnelle qui a été expérimentée, mais également sur les effets que le projet a pu avoir sur les organisations qui l'ont mis en œuvre (objectifs n°4 et 5). Ces deux objectifs nous semblent particulièrement importants pour les institutions qui ont soutenu le projet, notamment le CCFD (en gros, il s'agit de savoir comment, en appuyant ce genre de projets, on développe les capacités propres et le pouvoir d'agir et d'interagir des partenaires ?). Enfin, l'objectif n°6 place en ligne de mire *l'après-projet* et plus précisément la manière dont les impulsions ou dynamiques initiées par le projet pourraient se prolonger et notamment servir de base pour de nouveaux programmes visant à développer chez les jeunes Burundais leurs capacités de citoyens actifs, c'est-à-dire réflexifs, engagés et vigilants.

1.2.2. Les questions mentionnées dans les TdR sont précises et couvrent un large spectre de préoccupations. Une relecture attentive invite cependant à les enrichir avec *d'autres préoccupations* qui, sans aucunement remettre en cause les priorités de l'évaluation, les consolident, notamment dans la perspective du développement d'une suite possible au projet ou à ce genre de projets.

- Placer un accent plus net à placer sur la perspective "*genre*" au sens large du terme, par exemple en se demandant *dans quelle mesure, de quelle façon et avec quels résultats, le projet a pris en considération la spécificité des différentes catégories sociales qui distinguent les jeunes entre eux, en particulier les jeunes filles ou les jeunes femmes ?* Dans la même veine, l'évaluation pourrait s'intéresser à l'influence du niveau de scolarisation ou à d'autres caractéristiques pertinentes qui peuvent faire une différence entre jeunes. Par exemple, dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte les jeunes non scolarisés ? Ou les jeunes, hommes ou femmes, qui appartiennent à des groupes très pauvres ou très vulnérables ?
- En soulignant ci-dessus au point 1.1.2 la nouveauté historique que constitue le processus démocratique au Burundi, nous insistons sur une question cruciale : au delà de la contribution à la bonne marche des élections 2010 et au renforcement d'organisations travaillant avec les jeunes, *en quoi ce projet contribue-t-il, même modestement, au développement d'une nouvelle culture politique, c'est-à-dire un nouveau rapport au politique sous la forme concrète de nouvelles pratiques, de nouveaux comportements, de nouvelles façons de concevoir le pouvoir... ?* Cette question conduit à examiner la possibilité d'effets structurels du projet au-delà des élections et de l'échéance 2010. L'objectif du projet souligne d'ailleurs explicitement cette préoccupation majeure : *"appuyer durablement l'émergence de jeunes citoyens responsables et engagés en faveur de la paix au Burundi"* (page 3 des TdR). En même temps que l'examen attentif des résultats, il s'agit donc aussi de considérer *en outre* (i) ce que ces résultats ont pu produire comme impacts *durables* – post-électorales – sur les mentalités, les conceptions et la culture politique des jeunes qui y ont été impliqués ou ciblés mais également (ii) sur les voies et moyens à privilégier pour viser efficacement un tel résultat avec les jeunes Burundais : qu'est-ce que le projet nous apprend concrètement à ce niveau ?
- Dans la même ligne, il est intéressant de se demander dans quelle mesure le projet a permis, même marginalement, *d'aller plus loin qu'une perspective de pur transfert* de messages, valeurs ou concepts. En effet, on peut concevoir les projets d'éducation de diverses manières, d'un côté en les voyant comme des dispositifs de transfert de modèles à assimiler (projets de type "answer-driven",

on a la "bonne" réponse, il faut la "faire passer") ou, d'un autre côté, comme des dispositifs qui développent les capacités à penser par et pour soi-même (projets de type "question-driven", on tient les "bonnes" questions mais à présent à chacun de *construire les réponses* adaptées). Par exemple, on pourrait examiner *dans quelle mesure le projet a développé la capacité des jeunes à penser ou concevoir des formes, pratiques ou modèles de démocratie autres que celles qui "descendent" en ligne droite de l'histoire occidentale ou de la globalisation ?* Comment, éventuellement, le projet les a-t-il aidés à reprendre, à leur manière, avec leur intelligence et leur regard propre, les questions fondamentales qui se posent en matière de "vivre ensemble en paix" plutôt que de se contenter des réponses qui viennent d'ailleurs et qui, éventuellement, peuvent se retrouver en décalage avec l'histoire, les manières et la culture du Burundi ?

- Une autre voie susceptible d'enrichir l'évaluation, certes déjà présente dans les TdR mais à notre avis clairement densifiable, consiste à considérer après coup le *projet à la fois comme une sorte d'observatoire et de laboratoire* où un certain nombre d'expérimentations ont été menées pour influencer et mobiliser une frange de la population jeune du pays. Il s'agit d'en tirer des leçons pratiques : *après coup, avec le recul, quelles démarches, quels instruments, quels montages, quels dispositifs se révèlent prometteurs, pour quelles raisons, à quelles conditions et de quelles façons ? Quelles leçons pratiques tirer sur la meilleure manière de les mettre en œuvre ?* C'est toute la dimension "apprentissage pour demain" (pour développer d'autres programmes ou projet de même nature) sur laquelle nous insistons particulièrement ici.

Section 2

Méthodologie de travail et résultats attendus

2.1. Perspective générale

2.1.1. Il y a *grosso modo* deux manières extrêmes de concevoir une évaluation : (i) soit comme un exercice de *vérification*, voire de contrôle, le passé (ce qui a été fait hier) occupant alors un place prépondérante, (ii) soit comme une opportunité pour *apprendre*, aller de l'avant et innover de sorte que c'est le futur (ce qui pourra se faire demain) qui draine alors principalement les énergies. Dans les deux cas, il s'agit bien de prendre du recul à partir de ce qui a été réalisé mais l'esprit et la manière de le faire ne sont pas pareils. Pour nous, a priori, dans l'état actuel de notre connaissance du projet, ce serait le second cas de figure qui serait plutôt privilégié. Cela signifie que l'évaluation devrait mettre en lumière les enseignements qui aideront à orienter et construire "du" futur. Les *enseignements à privilégier* sont autant ceux qui intéressent les acteurs de terrain, c'est-à-dire ceux qui ont effectivement mené les activités, que les acteurs institutionnels, le CCFD ou l'UE au premier rang mais aussi d'autres structures actives dans le secteur au Burundi, tant dans la sphère privée que publique.

2.1.2. Une évaluation peut être plus ou moins *externe ou interne*. Elle est externe si elle est conduite par des intervenants qui collectent des données à leur manière, les traitent de leur côté et sur cette base élaborent des conclusions qu'ils proposent à la discussion des acteurs, les bénéficiaires, les opérateurs et les commanditaires. L'évaluation est interne si elle est pensée, organisée et réalisée par ceux-là mêmes qui sont évalués (on parle alors parfois d'autoévaluation). Notre intervention est envisagée *à mi-chemin entre ces deux options*. La démarche proposée impliquera activement les acteurs du projet à des moments clefs (option évaluation participative) mais veillera aussi, à d'autres moments, à tirer le meilleur parti d'une position d'extériorité (celle de ceux qui viennent de dehors, qui n'ont pas été impliqués dans le projet et qui peuvent "mettre les pieds dans le plat" en voyant ce que, de l'intérieur, on ne voit peut-être pas).

2.2. Résultats et produits attendus

2.2.1. Les *résultats attendus* au terme de l'évaluation peuvent être regroupés en *trois catégories* distinctes : (1) un *état des lieux / bilan* de ce qui a été entrepris à la lumière des 6 lignes de

questionnement livrés par les TdR (pages 7 et 8), enrichis par les questions enrichies proposées ci-dessus au point 1.2.2, avec une attention particulière sur la perception de REJA et ASB par les bénéficiaires et les acteurs institutionnels, (2) un ensemble de *recommandations* tant techniques (démarches, instruments, dispositifs,...), stratégiques qu'organisationnelles ou inter-organisationnelles mais aussi (3) un *inventaire des apprentissages* ou des grandes leçons apprises qui peuvent aider pour la poursuite des efforts entrepris ou, plus largement, pour la conception d'autres programmes ou projets de même nature.

2.2.2. Les *produits* (délivrables) seront ceux qui sont avancés en page 9 des TdR (note de cadrage, rapport provisoire et rapport définitif comportant une synthèse opérationnelle).

2.3. Méthodologie proposée (canevas général à affiner si la proposition est retenue)

Le cadre général du déroulement de la mission est suggéré en page 9 et 10 des TdR. Nous apportons ci-dessous des éclairages complémentaires.

- La *phase de préparation* qui précède la réunion de cadrage nous semble particulièrement bienvenue pour jeter les bases d'une réflexion fructueuse. Elle valorisera spécialement les résultats des ateliers d'auto-évaluation du mois de novembre 2010 et les contacts avec les acteurs du projet en France. Concernant ces derniers, l'évaluation se demandera notamment ce que ces acteurs retirent pour eux "ici" du partenariat conclu avec des acteurs "là-bas".
- Une *note de travail* sera rédigée *avant* la réunion de cadrage sur la base des documents consultés et des premiers contacts (CCFD et CCDF). Cette note servirait de ressource pour consolider les échanges lors de la réunion de cadrage (elle comporterait notamment une série de propositions concrètes à discuter, questionnements, hypothèses, approches à privilégier..., mais aussi les modalités concrètes qu'il conviendrait de prioriser pour mener à bien l'évaluation sur le terrain). Elle fera en quelque sorte office de "premier jet" pour la note de cadrage, premier jet qui serait discuté en profondeur lors de la réunion du comité.
- Pour la *mission de terrain* proprement dite, l'intervention combinerait des entretiens individuels et collectifs (focus groups) mais, selon les possibilités, aussi un ou deux ateliers de réflexion sur le terrain. Il faut noter que le temps étant singulièrement compté, des choix (à vrai dire de vrais compromis) ont dû être faits. Les éléments suivants ont été priorités (ils feront si nécessaire l'objet d'une discussion approfondie avec le comité de pilotage de l'évaluation) :
 - Réunion-atelier dite de "*réappropriation de l'évaluation*" avec les acteurs REJA et ASB (à Bujumbura). Il s'agirait, en gros, dès le départ, de s'assurer que l'évaluation devienne *aussi* une opportunité / ressource pour apprendre et progresser pour ces acteurs clefs (1/2 jour). Ce bref atelier aurait aussi pour vocation de motiver l'intérêt et l'engagement des acteurs dans une réflexion en lien avec l'évaluation.
 - Entretiens individuels (matinée) avec les acteurs qui, au REJA et ASB, ont été directement impliqués dans le projet et, si possible, ensuite, "atelier-débat" sur des points précis à développer (après-midi).
 - Entretiens individuels à Bujumbura avec notamment des bailleurs de fond du REJA et de ASB, le Ministre de la Jeunesse, d'autres acteurs jugés pertinents, notamment les leaders de la jeunesse des partis les plus visés par le projet (1 jour).
 - Choix de 2 communes voisines³¹ par province/zone investiguée (Nord, Sud, Centre et Bujumbura) en plus de Bujumbura (6 jours calendriers). Dans chaque commune (3 homme jours),
 - (i) entretiens collectifs (type focus groups) avec des JA et les FC concernés. Pour tirer le meilleur parti de ces focus groups, compte tenu du fait de ne pas pouvoir avoir des entretiens individuels faute de temps, *deux techniques* qui sont réputées produire en

³¹- Tant le budget que le temps disponible invite à procéder avec réalisme. Le choix de communes proches ou voisines procède de cette nécessité.

- peu de temps des informations à la fois nuancées et contrastées, seront privilégiées, celle dite de la "spirale du questionnement" et celle dite de "la controverse motrice";
- (ii) entretien avec un ou 2 groupes de pairs, selon les possibilités (objectifs: sonder à la fois la compréhension des messages et leur éventuelle influence);
 - (iii) autant que possible, entretiens individuels avec des jeunes non touchés par l'action (considérés en quelque sorte comme "échantillon témoin");
 - (iv) "micro-atelier bilan/réflexion" d'une 1/2 journée avec des JA et des FC réunis dans une des deux communes visitées. La première des 4 régions serait faite par les deux consultants ensemble "pour harmoniser" les violons. Les deux autres seraient faites séparément par chacun des consultants.
- Atelier de synthèse-restitution-débat à Bujumbura avec les acteurs les plus concernés (1/2 jour). L'atelier serait conduit en deux temps : (i) exposé/discussion des grandes tendances (faits, constats) et exposé/discussion des pistes ou recommandations pour progresser.
 - Entretiens individuels ou collectifs "après-coup" avec les acteurs concernés des deux organisations REJ et ASB, notamment (mais pas uniquement) pour reprendre ou approfondir certaines questions polémiques ou plus complexes.
- Pour ce qui est des *interactions avec les acteurs de base dans les communes* (notamment les FC et les JA), le questionnement général suivant servirait de matrice structurante :
 - Quels sont les grands messages qui ont été retenus : en fin de compte, qu'est-ce qu'il "reste" de ce qui a été diffusé et qu'est-ce que les acteurs en font concrètement dans leur vie citoyenne au quotidien ?
 - Ce qui a été bien accueilli et bien compris, et à quoi ça se voit ?
 - Ce qui s'est révélé difficile, ce qui n'a pas été bien été accueilli, ou mal compris, et pourquoi ?
 - Qu'est-ce qui a changé, qu'est-ce que ça a changé, où et à quoi ça se voit ?
 - Qu'est-ce qui *n'a pas* changé, qui pourtant aurait dû changer, où et à quoi ça se voit, et pourquoi ça n'a pas changé ?

2.4. Chronogramme

Le calendrier proposé reprend les grandes lignes du calendrier prévisionnel livré en page 10 des TdR. L'annexe 1 fournit cependant un certain nombre de détails supplémentaires.

Il faut souligner cependant deux points : (i) le fait que les jours de voyage du consultant Nord (CN) ne sont pas comptabilisés dans le planning et (ii) le fait que le consultant Sud (CS) fera la visite de la quatrième région après le départ du consultant nord. Le souci de ne pas "survoler" le terrain est à l'origine de cet arrangement qu'un calendrier moins étriqué aurait permis de moduler autrement. Ce décalage se justifie cependant aussi méthodologiquement par la possibilité de tirer profit des interactions de synthèse (jour n°9 de terrain, JT9) et ainsi de reprendre ou d'approfondir certains aspects à la faveur de la visite de terrain dans la dernière région. Ces deux jours de terrain décalés se feraient dans la semaine qui suit directement le départ du consultant Nord.

2.5. Limites

2.4.1. Le *temps de mission* disponible, même avec deux consultants, en regard de la couverture géographique et de la population ciblée par le projet, relève du défi. Des priorités devront être affinées lors de la réunion de cadrage de manière à focaliser (i) sur les éléments absolument essentiels du point de vue de ceux qui devront utiliser les résultats de l'évaluation et (ii) sur les acteurs à prioriser. La finalité ultime de l'évaluation et l'usage précis de ce qu'on en attend devront être précisés avec finesse lors de la réunion de cadrage. Cette situation affecte directement (i) le choix définitif de la méthodologie et (ii) la taille de l'échantillon d'acteurs qu'il sera possible d'interpeller utilement pendant la mission. Un arbitrage serré devra être fait entre "quantité" (nombre) et "qualité" (profondeur) des interactions.

2.4.2. Une autre limite doit également être soulignée: les principales données recueillies seront pour l'essentiel des opinions ou des commentaires plus ou moins mis en débat mais, faute de temps, sans véritable possibilité de triangulation. En outre, il sera réellement difficile de confronter *ce que les acteurs déclarent avoir fait avec ce qu'ils ont vraiment fait* (en pratique, l'écart entre le "dit" et le "fait" peut se révéler sensible).

2.4.3. *L'apprentissage par les acteurs*, qui est l'un des trois résultats que nous soulignons, sera sans doute le plus difficile à atteindre largement. Il repose sur un retour réflexif personnel et engagé par les acteurs et bénéficiaires du projet, ce qui exige du *temps* en même temps que des *interactions* structurées, motivantes et nourricières, deux ressources qui malgré tout resteront rares tout au long de l'intervention de terrain. Une manière de compenser cette limite sera de rédiger un *rapport sous une forme didactique* dans un langage lisible, sans jargon, direct et concis mais néanmoins suffisamment interpellant, quitte à rédiger séparément du rapport principal une synthèse *ad hoc* privilégiant les apprentissages dont la vocation spécifique serait de tirer des leçons profitables pour le futur.

Section 3

Composition de l'équipe évaluatrice

3.1- Brève présentation d'Inter-Mondes Belgique

Inter-Mondes est une petite association sans but lucratif (ASBL) de droit belge qui accompagne depuis plusieurs années des réseaux en Afrique sur la *qualité des services publics* (avec Laboratoire Citoyenneté au Burkina Faso, avec le BMZ/Berlin à Madagascar), le *développement d'initiatives populaires* (Réseau Enda GRAF Sahel & DIAPOL au Sénégal)³², *l'innovation agrotechnique et organisationnelle en milieu rural* (FIDA Rome et divers projets de terrain au Niger, Burkina Faso et Mali), *l'économie sociale et les alternatives entrepreneuriales* (avec notamment le réseau SAW-B et CF2D³³), *la gouvernance et les pouvoirs locaux* (avec notamment le Forum de Delphes au Sahel, la GTZ en Guinée et au Cameroun), l'immigration comme source de renouveau social et économique. Inter-Mondes s'investit également en Europe dans les « nouveaux acteurs » de la coopération que sont les associations de jeunes ou de retraités, les entreprises d'économie sociale, les communes ou les collectivités locales³⁴... L'enjeu est de montrer d'autres façons de « co-opérer » et de gérer des « projets-partenaires », tout en valorisant à la fois l'engagement en solidarité internationale et la ressource que proposent des métiers précis au-delà de la classique gestion de projets.

La démarche générale d'Inter-Mondes est d'*interpeller les certitudes*, de débusquer les impensés, pour refonder le sens de l'action et faciliter le dialogue entre les cultures sur des problématiques de développement, les « cultures » étant ici tout aussi bien géographiques que professionnelles. Pour donner corps à cette mise en dialogue, Inter-Mondes s'est structurée autour de personnes provenant de différents secteurs – monde associatif, professionnels de la banque opérateurs de l'économie sociale,

32- Appuis de long terme à des réseaux en Afrique de l'Ouest, tel qu'ENDA (GRAF Sahel et-DIAPOL, au Sénégal) ou le Laboratoire Citoyennetés qui travaille la question des services de base (santé, éducation, état civil, assainissement) à l'échelle de communes mais sur l'espace Ouest africain (Mali, Burkina Faso, Niger, Bénin)

33- Appuis de long terme à une fédération d'entreprises d'économie sociale – le SAW-B – autour de la constitution d'un « cluster » d'entreprises d'ES intéressées par le Nord-Sud et sur les questions de réemploi et d'insertion professionnelle. Notre orientation : repenser l'économie et les activités économiques en lien avec les besoins et les contraintes d'une société intergénérationnelle, en relançant la réflexion économique autour des trois fonctions clefs : produire, accumuler et redistribuer la richesse.

34- Par exemple, (i) soutien structuré à une fédération d'ONG belge – ACODEV – sur la démarche « Qualité » dans les ONG, (ii) accompagnement de sociétés mutuelles – Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes de Belgique – sur la démarche partenariale avec les structures ou réseaux qu'elles soutiennent au Sud, (iii) appui à l'Union des Villes et des Communes Wallonie-Bruxelles, mais également au CASIW (Région Wallonne) – sur les questions de gouvernance et de Solidarité internationale

consultants privés, ONG, communes,... - qui toutes ont en commun le souci de questionner les dynamiques qui généralisent la pauvreté et le mal-développement. Les *mécanismes* d'appauvrissement, et non pas les *états* de pauvreté, les *mécanismes* de dépolitisation, et non pas les crises politiques, figurent au centre des préoccupations. Le changement social et politique, au sens de rupture, de quête de nouveaux paradigmes et d'expérimentation, constitue le fil conducteur de toutes ses interventions. Depuis 5 années, Inter-Mondes investit tout particulièrement la problématique de l'évaluation des impacts en quête notamment d'approches qui *à la fois* analysent et produisent des impacts significatifs avec les acteurs concernés.

Ce qui relie les divers centres d'intérêt relève essentiellement d'une façon particulièrement incisive (i) d'interpeller les situations, les concepts, les trajectoires mais aussi, en même temps, (ii) de relier des manières différentes de concevoir les problèmes et leurs solutions, selon les appartenances, les disciplines, les idéologies, les cultures professionnelles ou ethniques,... d'où d'ailleurs notre dénomination "Inter-Mondes". Inter-Mondes, au-delà de divers travaux de consultance plus classiques (évaluation, capitalisation, identification) intervient également en appui à des fédérations ou des collectifs d'ONG ou d'associations de la Société Civile, au Nord comme au Sud.

3.2- Brève présentation des consultants en lien avec l'expertise recherchée

Philippe DE LEENER (bio-ingénieur mais aussi docteur en psychologie du travail et des organisations) est président de Inter-Mondes Belgique. Il possède une longue expérience du monde du développement puisqu'il intervient depuis près de 30 ans en Afrique et en Asie en accompagnement de programmes, projets ou institutions, publiques et privées (ONG ou associations) en prise avec de processus de changement sociopolitique, notamment de transformations politiques aux échelles locale et régionale. Il enseigne dans plusieurs universités (Louvain et Liège en Belgique, Strasbourg en France, Genève en Suisse, Ouagadougou au Burkina Faso)³⁵. Psychologue clinicien de l'activité humaine, il collabore avec le Centre de Recherche Travail et Développement CRTD-EA-4132 (CNAM, Paris).

Il travaille sur les pratiques, formes et expériences de la démocratie en Afrique depuis plus de 15 ans. De deux manières : (i) comme *intervenant direct* en appui de processus de recherches actions populaires (en particulier au Mali, Mauritanie, Sénégal, Burkina Faso, Guinée mais aussi au Congo RDC et au Cameroun) et (ii) comme chercheur en particulier sur l'activité des élus locaux, sur l'émergence des sujets politiques et sur les tensions culturelles qui surgissent lorsqu'on introduit des concepts politiques ou des modèles de gouvernance provenant d'autres régions du monde.

Godefroid MANIRAMBONA (avocat, juriste) est un acteur engagé dans la société civile burundaise, notamment auprès de (i) *l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG)* dans lequel il est membre du Bureau Exécutif et Commissaire Chargé des Questions de Justice, Droits et Libertés et de (ii) *l'Association pour la Protection de l'Enfance et le Développement Communautaire*. Son parcours professionnel l'a conduit à travailler avec la jeunesse burundaise, notamment la jeunesse en difficulté (mineurs en conflit avec la loi). Sa connaissance du cadre juridique burundais, tant sous l'angle formel que pragmatique, son intérêt et engagement dans les questions qui concernent des Droits de l'Homme, sa familiarité avec les milieux jeunes constitue des atouts importants pour l'évaluation. Sa connaissance et son intégration dans le tissu associatif burundais offre un avantage supplémentaire.

3.3- Points forts de l'équipe de consultants

Les deux consultants sont *complémentaires* sous plusieurs angles : (i) en tant qu'africaniste spécialistes des questions sociopolitiques, Philippe De Leener pourra mettre valeur son savoir faire et son savoir penser en s'appuyant sur sa longue expérience, comme acteur et chercheur, des transitions

35- A l'Université de Louvain, où il est professeur à mi-temps, il est titulaire de plusieurs cours : "*Analyse sociopolitique de l'Afrique*", "*Analyse socio-économique de l'Afrique*", "*Séminaire d'évaluation des projets de développement*" et "*Acteurs, projets, sociétés, changement*".

démocratiques en Afrique (notamment Guinée, Mali, Mauritanie, Cameroun, Congo). De son côté, Godefroid Manirambona pourra s'appuyer sur sa connaissance étendue du contexte juridique et des Droits de l'Homme au Burundi, à la fois comme expert détenteur d'un savoir mais surtout aussi comme acteur de terrain dans la société civile burundaise. (ii) Par le passé, Philippe De Leener a déjà eu l'occasion de travailler au Burundi mais la connaissance fine du terrain et des milieux sera surtout garantie par Godefroid Manirambona.

Les deux consultants peuvent mettre en avant leur familiarité avec la population cible, la jeunesse et en particulier celle qui est liée à des mouvements de jeunesse, Philippe De Leener ayant été lui-même chef d'une unité scout et animant des groupes de parole pour des jeunes en difficulté en Belgique tandis que Godefroid Manirambona, comme avocat et défenseur des jeunes, a une bonne expérience de la jeunesse exposée aux risques sociaux et politiques.

Il faut souligner aussi la grande expérience du travail d'évaluation de Philippe De Leener, aussi bien comme intervenant que comme formateur (il anime notamment dans les universités de Louvain et de Liège un séminaire d'évaluation des projets destiné à des professionnels du développement).

Annexe 3

Note de cadrage du 4 février 2011

Cette note vient en complément des termes de référence et de la proposition technique, tous les deux ayant été produits respectivement en décembre 2010 et janvier 2011. Elle est rédigée dans le sillage des contacts qui ont eu lieu à Paris, le 31/01/11. Elle est destinée à être discutée le vendredi 4 février, entre 14h00 et 16h00, à Paris.

La journée du vendredi 31/01/11 a été l'occasion de rencontres de travail : (i) de 9h15 à 12h05, avec Isabelle Manimben (DPI/CCFD), (ii) de 12h05 à 12h30 avec Isabelle Manimben et Fedwa Ait-Kaddour, (iii) de 12h30 à 14h30 avec Fedwa Ait Kaddour (DPI/CCFD), (iv) de 14h30 à 16h00 avec Karine Dornic et Sylvain Leynaud (DPI.CCFD) et (v) de 16h00 à 17h05 avec Marjolaine Gèze (SGDF). De ces échanges, un certain nombre d'idées clefs ont été confirmées ou développées, soit en rapport avec le contenu et enjeux de la mission, soit en lien avec le calendrier de travail sur le terrain.

Concernant le *calendrier de travail*, le email rédigé le 31/01 après-midi par Fedwa Ait-Kaddour en direction des partenaires burundais reprend l'essentiel des décisions prises lors de l'échange Isabelle Manimben entre 12h05 et 12h30. Nous en reproduisons le contenu en annexe ci-après.

Pour ce qui est du *contenus et enjeux de la mission*, les aspects suivants, que nous avons rédigés sous la forme de questions, méritent une attention particulière. Bien que chacune de ces questions ait un réel intérêt pour chacun des partenaires, elles ont été formulées d'une manière qui valorise plutôt le questionnement vu du CCFD³⁶ :

- Après une année d'efforts soutenus, maintenant que les élections ont eu lieu, comment continuer à faire vivre l'élan impulsé et les efforts entrepris ? Dans quelle direction ? Cette question se pose particulièrement du fait que, le projet étant clôturé, les financements, et donc bien des moyens d'action, ne sont plus disponibles de la même manière. Dans la droite ligne de cette question, une autre interrogation se profile : le *bénévolat* va-t-il prendre le relais ? Le travail qui, jusqu'il y a peu, était assumé par des salariés ou couverts par des indemnités, se prolongera-t-il avec des bénévoles ? Le projet a-t-il affecté les capacités d'initiative bénévole ? Comment renforcer les dynamiques internes avec l'argent de projets ? A quelles conditions un projet externe peut-il soutenir des dynamiques internes sans les instrumentaliser ni les neutraliser ? De manière plus large, dans quelle mesure le projet a-t-il jeté les bases d'une plus grande autonomie d'action et d'une plus large responsabilité ? Comment le système de pairs a-t-il poursuivi sa trajectoire après les élections ? Toutes ces questions concernent "*l'après-projet*" et la durabilité de l'impulsion qu'il a pu insuffler.
- *L'accompagnement du CCFD*, ses modalités, les pratiques mises en œuvre, figure parmi les autres centres d'intérêt débattus. L'investissement du CCFD a été plus intense que d'habitude, même au niveau opérationnel. Plusieurs se sont questionnés sur l'efficacité et l'efficience des efforts d'accompagnement. L'accompagnement n'a-t-il pas été trop rapproché ? Dans quelle mesure a-t-il été supportif (l'appui extérieur qui "lubrifie" les rouages internes) ou intrusif (l'intervention qui "perturbe" les manières locales de faire) ? Dans quelle mesure les décisions sont-elles vraiment venues des partenaires ? L'accompagnement a-t-il suffisamment interpellant, assez pédagogique ? Que reste-t-il de tous les investissements méthodologiques qui ont été faits ? Quel degré

³⁶- Ce n'est pas une surprise puisque ce sont précisément les acteurs du CCFD qui ont été rencontrés. Nous faisons le pri qu'elles ont aussi du sens et de l'intérêt pour les autres partenaires, notamment au Burundi.

d'appropriation ? Appropriation *conforme* (on reproduit ce qu'on a appris) ou appropriation *créative* (on utilise ce qu'on a appris pour innover) ? Chez quels acteurs précisément ? Comment ces apports et interventions ont-ils été vécus par les acteurs ? L'accompagnement comporte ses rythmes et une dynamique qui lui est propre. Ainsi, par exemple, il peut être intense au début, puis diminuer par la suite. Comment ces "moments" de l'accompagnement ont-ils été gérés ? De ces quelques questions, il apparaît que la question de l'accompagnement, sa logique et sa pratique, figure au premier rang des préoccupations manifestées par les acteurs liés au CCFD. L'évaluation devrait être une occasion pour le questionner, notamment en lien avec les dynamiques partenariales.

- *La place du projet dans le processus de développement soutenu par le CCFD.* Comment faire meilleur usage de l'instrument "projet" ? Cette question a une portée non négligeable pour une organisation comme le CCFD. Elle suggère que le projet en tant que tel ne livre pas sa finalité ultime, qu'il ne donne pas à lui seul la raison d'être des efforts, risques, enjeux qu'il engage, mais qu'il se place au service de fins plus vastes. Toute la difficulté est de garder en tête que le projet n'est qu'un instrument au service du changement. Toute la difficulté tient donc à maintenir une ligne de mire, ou un horizon de sens, suffisamment clair pour que le projet ne devienne pas un "en-soi". Dans quelle mesure cette dimension transversale a-t-elle accompagné les partenaires et de manière plus large l'ensemble des acteurs impliqués ?
- Une question plus fondamentale a été posée à propos de ce genre de projet dont le champ d'action est davantage symbolique que matériel ou économique. En effet, l'objectif était clairement d'agir directement sur les représentations de la jeunesse burundaise et indirectement sur ses comportements. Un doute subsiste sur la pertinence de ce genre de projet en regard d'autres sortes de projets plus directement opérationnels (par exemple la mise en œuvre d'alternatives micro-économiques ou de dispositif concret de solidarité). Pour apprécier toute la capacité de transformation d'un projet qui prend la violence et les comportements comme cibles directes, il faut cependant envisager l'hypothèse que ce ne sont sans doute pas seulement les messages dissimulés en tant que tels qui ont valeur pour le changement, mais aussi, peut-être même seulement, le cadre et le dispositif à travers lesquels les messages sont délivrés. Autrement dit, il se peut le montage pédagogique ou communicationnel (les formes, la manière de dire) ait joué un rôle plus déterminant que les messages ou thématiques proprement dits (les contenus, ce qui a été dit).
- Le projet été l'occasion de toute une *série d'innovations* tant *intra-organisationnelles* que *inter-organisationnelles*. Il semble bien que les dispositifs de travail mis en œuvre pour mener à bien les projet aient exercé une influence sur le fonctionnement même des organisations. Une influence durable ? A quels niveaux exactement ? De quelle manière précisément ? A quelles conditions ? Pour quelles raisons ? Dans quelle mesure de tels *apprentissage*, tant pragmatiques que structurels, peuvent-ils, ou ont-ils déjà, "débordé" des sphères "ASB" ou "REJA" pour toucher d'autres structures de la société civile burundaise ? La question qui se pose ici est celle de savoir si des apprentissages et des innovations introduites au sein des organisations directement impliquées ont pu essaimer, ou faire tache d'huile, fût-ce modestement, au-delà de la sphère d'action directe du projet.
- Certaines questions plus spécifiques ont été mises en avant lors des entretiens :
 - le *système de formation en cascade*, ses performances, son efficacité (où cela a-t-il marché, et où a-t-il rencontré des difficultés, comment, pourquoi,...) ?
 - dans quelle mesure la *rigueur* imposée du fait de la mise en œuvre du système et des procédures UE a-t-elle renforcé les équipes du REJA et de ASB ? Comment cette pression pour la rigueur a-t-elle influencé les organisations concernées ? Autrement dit, comment la rigueur a-t-elle "travaillé" les habitudes et dispositifs internes ? Quelles leçons tirer de cette rigueur nouvelle venue par le biais des procédures UE ?
 - Comment le *co-pilotage* a-t-il été exercé, avec quelles conséquences ? Quelles leçons en retirer, par exemple, en matière de partenariat (co-élaboration de programmes) ? Dans quelle mesure le partenaire reste-t-il maître du processus ?

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

-Pourquoi la *dimension "genre"*, pourtant présente à l'esprit des acteurs dès le départ, donne-t-elle l'impression en fin de compte d'être restée au second plan ?

A travers ces questions et leur approfondissement, l'accent devra être placé sur les changements en termes d'apprentissages / compétences (côté des acteurs) mais aussi en termes de transformations structurelles (côté des organisations).

ANNEXE NOTE DE CADRAGE

Planning Prévisionnel Mission de février 2011

Repris de Fadwa Ait-Kaddour (31/01/2011)

1- Première phase : Cadrage général et Interviews à Bujumbura

lundi 7 février

* matin : travail de cadrage des évaluateurs entre eux

* après-midi : atelier élargi de démarrage de l'évaluation

avec représentants de l'ASB et du Reja : Représentants légaux, Comité exécutif, Membres de l'équipe nationale, salariés projet, autres...

=> **à faire** :

*déterminer le lieu pour l'atelier élargi et le communiquer rapidement aux évaluateurs

*contacter les représentants des deux organisations (qui doivent aussi être disponibles pour une réunion de fin de terrain le 16 février matin)

mardi 8 février + mercredi 9 février matin

* 08/02 matin : interviews des coordinateurs nationaux et des salariés projets (dont Florent) de l'ASB et du Reja (30min à 1heure par interview)

* 08/02 après-midi + 09/02 matin (+ éventuellement le 16/02 après-midi) :

interviews d'institutionnels ou société civile : Ministère Education et de la Jeunesse/ Cosome/ Délégation de l'UE (1heure par interview)

interviews de jeunes des partis politiques et de la société civile qui ont participé aux cadres de dialogue (par groupes de 2/3 - 1heure par groupe)

=> **à faire** :

*définir d'autres acteurs à interviewer (CENI? autres?)

*prendre les rendez-vous

2- Deuxième phase : Terrain sur 4 Provinces

* pour chaque province, focus sur deux communes (qui doivent être proches géographiquement pour ne pas rallonger les temps de déplacement)

* au niveau provincial : entretien individuel des responsables politiques ASB et Reja + du Représentant provincial projet

* dans chaque commune : entretien par groupe homogène de 2/ 3 personnes / 3 groupes : 1 groupe de FC, 1 groupe de JA, 1 groupe de Pair-Eduqués - si possible, entretiens avec des jeunes qui n'ont pas participé au projet

* il faut compter environ 30 minutes à 1heure par interview et 1heure par groupe

=> **à faire** :

*identifier les Provinces et les communes en veillant à avoir : des endroits où ça a bien marché, des endroits où ça a moins bien marché, des endroits où il n'y a pas eu de conflits, des endroits où il y a eu des conflits en interne (RP et représentants politiques par exemple) et/ ou des conflits avec les autorités locales

*prévoir quelqu'un qui puisse accompagner les évaluateurs en province, pour leur faciliter l'accueil, s'approprier l'évaluation et ses enjeux, être associé à la réflexion des évaluateurs qui va aboutir aux recommandations. chaque province nécessite 3 jours, il faudrait donc deux à quatre personnes disponibles pour cet accompagnement.

*louer 1 véhicule du 9/02 après-midi au 11/02 midi puis 2 véhicules du 11/02 midi au 14/02 midi puis 1 véhicule du 17/02 matin au 19/02 soirée

*organiser les différents rendez-vous et les lieux d'hébergement

- du mercredi 9 février après-midi au vendredi 11 matin :

Terrain en Province de Bujumbura par les deux évaluateurs + 1 accompagnateur

- du vendredi 11 après-midi au dimanche 13 février soir :

Terrains en Province Centre et Sud, chaque Province étant assurée par un évaluateur + 1 accompagnateur

lundi 14 février matin : voyage retour à Buja

- du jeudi 17 au matin au vendredi 18 matin :

Terrain en Province Nord par l'évaluateur Burundais + 1 accompagnateur

vendredi 18 après-midi : voyage retour à Buja

3- Troisième phase : Synthèse, restitution, débats

- lundi 14 février après-midi + mardi 15 toute la journée : travail de synthèse et préparation de la restitution par les deux évaluateurs

- mercredi 16 février :

* matin : atelier élargi (avec les mêmes que pour l'atelier de démarrage du 07, si possible) de restitution, débats

- après-midi : dernières interviews d'institutionnels ou de participants aux cadres de dialogue
-

=> **à faire :**

*déterminer le lieu de l'atelier/ convoquer les gens

*organiser les dernières interviews s'il y a lieu

Annexe 4

Calendrier de la mission

- 31/01/2011 Rencontres à Paris avec Isabelle Manimben, Fedwa Aït Kaddour, Sylvain Laynaut, Karine Dornic, Marjolaine Gèze
- 04/02/2011 Conférence téléphonique avec Marjolaine Gèze et Fedwa Aït Kaddour
- 06/02/2011 Transfert De Leener vers Bujumbura, accueil en soirée par Florent Bellamy Brown
- 07/02/2011 8h30-12h30 : Réunion de préparation et de mise à niveau d'information entre les consultants
14h30-15h00 : Visite et échanges informels avec l'équipe ASB
15h00-18h00 : Atelier de lancement de la mission avec ASB et REJA (présences : les consultants, Fabrice Ruberiniwari, Albert Nyamwana, Claver Kazobavamu, Florent Bellamy Brown, Jean-Baptiste Simbo, Sébastien Bagayowitunze, Jean-Claude Nikwibitanga) : (1) rediscussion des trois documents de référence, en particulier la note de cadrage, (2) présentation de l'esprit et de la visée de l'évaluation, (3) établissement du programme (calendrier des visites et des rendez vous sur la base de l'annexe 1 de la note de cadrage du 4/02/2011).
- 08/02/2011 9h00-10h20 : Entretien des deux consultants avec Florent Bellamy-Brown, volontaire projet (partie 1)
10h20-12h15 : Entretien des deux consultants avec Claver Kazobavamwo
12h30-15h00 : Déjeuner / entretien avec Florent Bellamy-Brown, volontaire projet (partie 2)
15h00-16h20 : Entretien des deux consultants avec Ruberiniwari Fabrice (REJA)
16h20-17h30 : Entretien des deux consultants avec Nyamwana Albert, Commissaire général et représentant légal (ASB)
17h30-19h00 : Entretien des deux consultants avec Simbo Jean-Baptiste, Coordinateur national du projet (REJA) et Nikwibitanga Jean-Claude, Coordinateur National Projet (ASB)
19h00-19h10 : Echanges préparatoires entre les deux consultants pour la prochaine journée
- 09/02/2011 9h00-9h30 : Rencontre d'ajustement de la planification au REJA (avec Simbo Jean-Baptiste)
9h30-10h30 : Transfert vers la commune de Kanyosha. Echanges informels avec des jeunes gens bénévoles dans le cadre d'activités de sensibilisation de la jeunesse en lien avec le Centre des Jeunes de la commune de Kanyosha).
10h40-11h00 : Séance du Tribunal de Résidence de Kanyosha (règlement d'un différend foncier inter et intra-familial, conflit autour de la vente contestée d'un terrain dans le quartier).
11h00-12h20 : Echanges avec quatre JA de la commune de Kanyosha.
12h30-13h50 : Echanges avec un groupe de 6 pairs éduqués.
13h50-15h10 : Echanges avec un groupe composé de 2 formateurs nationaux et de 2 formateurs communaux (commune de Kinindo).
15h45-16h30 : Entretien avec Mr Nahurutimana Corneille, Directeur Général de

la Jeunesse, Ministère de la jeunesse, des Sports et de la Culture.

17h00-18h00 : Entretien avec Mr Nininahazwe Pacifique (COSOME et FORSC).

- 10/02/2011 9h15-12h05 : Réunion de réflexion avec les représentants ou responsables des sections "Jeunesse" de quatre partis : UPRONA, FROLINA, MSD et FNL ("Aile Agatankwosa").
14h00-14h30 : Echanges avec Jean-Claude Nikwibitanga (REJA)
14h30-15h35 : Entretien avec Nyongado Gilbert, formateur national et formateur de la commune de Buyenzi.
15h35-17h05 : Entretien avec un groupe de 7 jeunes animateurs de la commune de Buyenzi.
- 11/02/2011 9h00-11h25 : Entretien avec Prospère Icoyitungiye, responsable provincial (ASB) et Teddy Ndikumazambo, commissaire régional ASB pour la Mairie de Bujumbura
11h25-12h00 : Préparation départ en province (arrangement location des véhicules)
12h00-12h30 : Coordination entre les consultants avant leur départ en provinces (Philippe De Leener au Centre, Godefroid Manirambona au Sud)
12h30-14h00 : Préparatifs départ sur le terrain
14h00-16h00 : Transfert par route vers Bukeye et
BUKEYE (Philippe De Leener)
16h00-16h15 : Installation
16h15-18h45 : Entretien avec Juma Yves, formateur national et communal (Bukeye) et Ndakengurutse Fulgence, formateur communal (Bukeye)
19h00-20h00 : Echanges informels avec des jeunes et les formateurs autour d'une boisson
MATANA (Godefroid Manirambona)
15h30 – 17 h00 : Transfert de Bujumburaa vers Matana
19h00-20h00 : Echanges informels avec des jeunes et les formateurs autour d'une boisson
- 12/02/2011 *BUKEYE, MBUYE et MURAMVYA (Philippe De Leener)*
8h00-10h00 : Moment de synthèse. Echanges informels avec des scouts girls de passage.
10h00-12h00 : Problème de transport (chauffeur disparu), transfert à pied vers le lieu de rencontre. Visite du marché de Bukeye.
12h00-14h45 : Atelier bilan réflexion avec une quinzaine de JA et de PE.
14h45-15h45 : Transfert vers Mbuye
15h45-17h25 : Entretien avec Ciza Célestin, formateur communal (Mbuye) et Ngendakuriyo Léonard, formateur communal (Mbuye)
17h25-17h45 : Echanges informels avec des enseignants de passage
17h45-18h25 : Transfert vers Muramvya
19h10-19h50 : Entretien avec Rugerinyange Richard, enseignant, chef d'antenne REJA à Muramvya
19h50-21h00 : Repas et échanges informels sur le projet et la situation au Burundi avec Juma Yves, Rugerinyange Richard, Nikwibitanga Jean-Claude et quelques-uns de leurs amis à Muramvya
MATANA - BISORO (Godefroid Manirambona)
7h-8h00 : Moment de réflexion avec SIMBO Jean - Baptiste
8h30 -10 h20 : Entretien avec Bosco NIYONGABO et Emile NSENGIYUMVA,

respectivement Chef d'Antenne REJA/Bururi et Responsable Provincial du Projet (ASB)

10h30 – 11h30 : Entretien avec Pierre BIZINDAVYI , Responsable Provincial Bururi (ASB)

11h 50 – 12 h 25 : Transfert vers Bisoro

12 h30 – 13 h00 : Moment de réflexion avec SIMBO Jean – Baptiste (REJA) et Pierre BIZINDAVYI (ASB)

13 h 20 -14h 25 : Entretien et réflexion avec un groupe de 7 PE de la Commune de Bisoro

14h30-15h50 : Atelier de réflexion avec un groupe de 7 JA de la Commune de Bisoro

15h50-17h15 : Entretien avec les FC : NDIKUMANA Enock (ASB) et NDAYISHIMIYE Herménégilde (REJA)

17h20-18h00 : Transfert vers Matana

18h30 – 20h00 : Entretien avec NIYONIZIGIYE Aloys (ASB) et NKORERIMANA Georgette (REJA)

13/02/2011

BUKEYE, MBUYE et MURAMVYA (Philippe De Leener)

7h30-8h30 : Moment de réflexion avec Jean-Claude Nikwibitanga (ASB)

8h30-9h30 : Transfert vers Mbuye.

9h45-12h50 : Atelier de réflexion avec un groupe de 5 jeunes animateurs de la commune de Mbuye.

13h00-14h20 : Entretien & réflexion avec un groupe de 10 pairs éduqués de la commune de Mbuye.

14h30-15h00 : Recherche de carburant et transfert vers Bujumbura

16h30-19h00 : Installation à Bujumbura, consultation du courrier

19h00-19h30 : Rencontre entre consultants

MATANA (Godefroid Manirambona)

8h00-10h00 : Moment de réflexion avec SIMBO Jean – Baptiste (REJA) et Pierre BIZINDAVYI (ASB)

10h10-11h30 : Entretien avec HAVYARIMANA Jean – Claude (REJA) et NIYONSABA Odette (REJA)

11h35-13h20 : Entretien & réflexion avec un groupe de 9 JA de la Commune de Matana .

14h00-16h00 : Transfert vers Bujumbura

16h30-18h30 : Installation à Bujumbura

19h00-19h30 : Rencontre entre les consultants

14/02/2011

8h00-19h00 : Mise en ordre des données récoltées

19h30-22h00 : Repas réflexion avec Ndayirague Innocent, psychologue clinicien de jeunes (association APEDEC) et Nduwayo Onesphore, président de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG)

15/02/11

8h00-11h00 : Complément de recherche de données, consultation documentaire

11h00-12h15 : Synthèse entre les consultants et préparation de l'atelier

12h45-14h00 : Echanges informels sur la situation au Burundi avec Nimenya Nicodème, Université du Bujumbura (Faculté des Sciences Agronomiques) et Barandagiye Aimable, Projet de réintégration et de défense des droits des enfants en situation de rue (GIRUYUJA)

Préparation de l'atelier de restitution

16/02/2011

8h30-9h30 : Echanges entre consultants et préparation de l'atelier de restitution

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

10h00-14h00 : Atelier de restitution réflexion
14h00-14h30 : Echanges informelles avec les participants
14h30-16h00 : Echanges entre les consultants, préparation sortie dans la province du Nord
16h00-17h00 : Préparatifs du départ (Philippe De Leener)
17h00-17h30 : Transfert vers l'aéroport, transport par ASB et départ pour l'Europe (Philippe De Leener)

17/02/2011 8h00-10h00 : Préparation de la mission de Ngozi avec Jean-Claude Nikwibitanga (ASB)
10h30-12h30 : Transfert vers Ngozi
12h30-13h00 : Moment de réflexion avec Richard, Commissaire Régional Ngozi (ASB)
14h10-14h50 : Transfert vers Nyamurenza
15h00-15h15 : Moment de réflexion avec Richard (ASB) et l'Administrateur de la Commune Nyamurenza
15h20-16h15 : Entretien avec les JA : NIYONKURU Fabiola (ASB) et MUSAVYI Jean-Marie (ASB) à Nyamurenza
16h15-17h00 : Entretien avec NTAHONSHIKIYE Donatien (ASB), FC
17h00-17h40 : Transfert vers NGOZI
17h45-18h10 : Entretien avec Bonaventure NDUWIMANA(ASB) à Ngozi, FN
18h15-19h00 : Entretien avec WAKANA Alexis, Chef d'Antenne Régional REJA à Ngozi, FN puis FC

18/02/2011 8h00-9h00 : Transfert vers Busiga
9h10-10h20 : Entretien avec Manirakiza Pascasie, Administrateur de la Commune Busiga (REJA), FC
10h30-13h00 : Transfert vers Bujumbura

18/02/2011 à 24/02/2011 Rédaction du rapport provisoire

Annexe 5

Liste des personnes rencontrées dans le cadre d'entretiens individuels ou de groupe

Abimana Annick, pair éduqué de la commune de Mbuye
Akimana Nadine, jeune animateur commune Buyenzi
Bagayuwitunze Sébastien, Gestionnaire (REJA)
Bangaryabagabo Marc Auxence, pair éduqué commune de Kanyosha
Bellamy-Brown Florent, volontaire attaché au projet (Synergie)
Bigirimana Fidèle, pair éduqué de la commune de Mbuye
Bizindavyi Pierre Responsable Provincial Bururi (ASB)
Ciza Célestin, formateur communal (Mbuye)
Dombori Landry, Formateur commune Kinondo
Dusabumuremyi Jacques, Jeune Animateur de Matana (REJA)
Gahungu Nicodème, Jeune animateur, commune de Bukeye
Gurumu Kevin, Formateur national (ASB) et formateur communal (Kanyosha)
Habarugira Clauvis, pair éduqué de la commune de Mbuye
Habarugira Ildephonse, Jeune animateur, commune de Bukeye
Habonimana Josephine, pair éduquée, commune de Bukeye,
Hatungimana Prudent, Responsable de l'Action Jeunesse du parti MSD
Havugiyaremye Amédée, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (REJA)
Havugiyaremye Inès, Jeune animateur de la Commune Bisoro (ASB)
Havyarimana Arcade, pair éduqué commune de Kanyosha
Havyarimana Jean – Claude, Pair – éduqué de Matana (REJA)
Icoyitungiye Prospère, responsable provincial (ASB)
Igiraneza Fabiola, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (REJA)
Inamahoro Delphine, Jeune Animateur de Matana (REJA)
Irakoze Béatrice, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (REJA)
Irakoze Marleine, Jeune animateur de la Commune Bisoro (ASB)
Juma Yves, formateur national et communal (Bukeye)
Kamariza Philomène, Jeune animateur de la Commune Bisoro (ASB)
Kamikazi Justine, Jeune Animateur de Matana (ASB)
Kazobavamwo Claver, Coordinateur exécutif des activités (ASB)
Kubwimana Faustin, pair éduqué de la commune de Mbuye
Kuradusenge Ferdinand, Jeune Animateur de Matana (ASB)
Kurubone Déo, Vice Président des jeunes du parti FROLINA et ex combattant
Kwizera Prospère, jeune animateur commune Kanyosha
Mangeno Jean De Boucq, pair éduqué commune de Kanyosha
Manirakiza Pascasie, Administrateur de la Commune Busiga, formateur communal à Busiga (REJA).
Masabarakiza Appolinaire, Formateur national (REJA) et formateur communal (Musaga)
Mbayehokubwimana Gilbert, Jeunes du parti FNL (aile Agatankwosa), ex combattant
Midende Jean-Paul, Jeune animateur, commune de Bukeye
Mpowenubusa Ernest, jeune animateur commune Buyenzi
Munezero Joe, Jeune Animateur de Matana (REJA)
Musavyi Jean – Marie jeune animateur de la Commune Nyamurenza (ASB)
Ndakengurutse Fulgence, formateur communal (Bukeye)
Ndayambaje Marie – Chantal, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (ASB)
Ndayikengurukuyie Canisius, Jeune animateur, commune de Bukeye

Ndayiragije Fabien, pair éduqué commune de Kanyosha
 Ndayiragije Innocent, psychologue clinicien de jeunes (association APEDEC)
 Ndayishimiye Herménegilde, Formateur Communal de Bisoro (REJA)
 Ndayizeye Dieudonné, Jeune Animateur de Matana (ASB)
 Ndikumana Enoch, Formateur Communal de Bisoro (ASB)
 Ndikumana Paul, formateur de la commune de Mbuye
 Ndikumazambo Teddy, commissaire régional ASB pour la Mairie de Bujumbura
 Ndikuriyo, jeune animateur commune Buyenzi
 Ndikuriyo, pair éduqué de la commune de Mbuye
 Nduwayezu Aimable, formateur de la commune de Mbuye
 Nduwayo Onesphore, président de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG)
 Nduwimana Ernest, jeune animateur commune Kanyosha
 Nduwimana Graciose, Section Jeunesse du parti UPRONA
 Nduwimana, formateur national puis formateur communal à Ngozi (ASB)
 Ngendakuriyo Léonard, formateur communal (Mbuye)
 Nibazukuri Mamadou, jeune animateur commune Buyenzi
 Nibizi Eric, pair éduqué, commune de Bukeye,
 Nijimbere Innocent, jeune animateur commune Kanyosha
 Nikwibitanga Jean-Claude, Coordinateur National Projet (ASB)
 Nimbasha Moïse, Jeune animateur, commune de Bukeye
 Nininahazwe Pacifique (COSOME et FORSC)
 Niyomukiza Cédric, Jeune Animateur de Matana (ASB)
 Niyongabo Bosco, Chef d'Antenne Bururi (REJA)
 Niyongabo Gilbert, formateur national et formateur communal (Buyenzi)
 Niyongabo Odette, Pair – éduqué de Matana (REJA)
 Niyongere Désiré, pair éduqué de la commune de Mbuye
 Niyonizigiye Aloys, Formateur National et Formateur Communal de Matana (ASB)
 Niyonizigiye Zabulon, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (ASB)
 Niyonkuru Célestin, Jeune animateur, commune de Bukeye
 Niyonkuru Fabiola, jeune animateur de la Commune Nyamurenza (ASB)
 Niyonkuru Omère, Jeune animateur, commune de Bukeye
 Niyonyankana Samuel, Jeune animateur, commune de Bukeye
 Niyonyenevyo Olivier, Jeune animateur, commune de Bukeye
 Niyonzima Georges, pair éduqué, commune de Bukeye,
 Niyonzima Patrick, pair éduqué commune de Kanyosha
 Niyoyitungira Gérard, formateur de la commune de Mbuye
 Nizigama Alice, Jeune Animateur de Matana (REJA)
 Nkorerimana Georgette, Formateur National et Formateur Communal de Matana (REJA)
 Nkuriyingoma Félix, Jeune Animateur de Matana (ASB)
 Nkurunziza Fiacre, Formateur commune Kinondo
 Nsanganiyumukiza Libère, pair éduqué de la commune de Mbuye
 Nsanzabandi Vianin, formateur de la commune de Mbuye
 Nsengiyumva Emile, Responsable Provincial du Projet (ASB)
 Nsengiyumva Vénuste, Jeune animateur de la Commune Bisoro (REJA)
 Ntahomereye Prosper, Jeune animateur de la Commune Bisoro (ASB)
 Ntahonshikiye Donatien, Formateur communal à Nyamurenza (ASB)
 Ntawurutimana Corneille, Directeur Général de la Jeunesse, Ministère de la jeunesse, des Sports et de la Culture
 Ntibwirizwa Dismas, Jeune animateur de la Commune Bisoro (REJA)
 Ntihebuwayo Albert, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (REJA)
 Ntirampeba Elie, pair éduqué de la commune de Mbuye
 Nyamwana Albert, Commissaire général et représentant légal (ASB)
 Nzeyimana Claudine, Jeune animatrice, commune de Bukeye

Février 2011

philippe.deleener@uclouvain.be et contact@inter-mondes.org

Nzeyimana Mireille, Pair – éduqué de la Commune Bisoro (REJA)
Nzisabira Léopold, pair éduqué de la commune de Mbuye
Nzitonda Jeanne, formateur de la commune de Mbuye
Ramadhan Iddhi, jeune animateur commune Buyenzi
Ruberintwari Fabrice (Président du REJA)
Rugaba Pascal, jeune animateur commune Buyenzi
Rugerinyange Richard, enseignant, chef d'antenne REJA à Muranyva
Sakuru Lucien, Jeune animateur, commune de Bukeye
Shirambere Anitha, jeune animateur commune Buyenzi
Shirambere David, jeune animateur commune Buyenzi
Simbo Jean-Baptiste, Coordinateur national du projet (REJA)
Sindayigaya Yves, Jeune animateur de la Commune Bisoro (REJA)
Traoré Diane, pair éduqué de la commune de Mbuye
Wakana Alexis, Chef d'Antenne Régional, Formateur National puis Formateur Communal (REJA) à Ngozi.